

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi



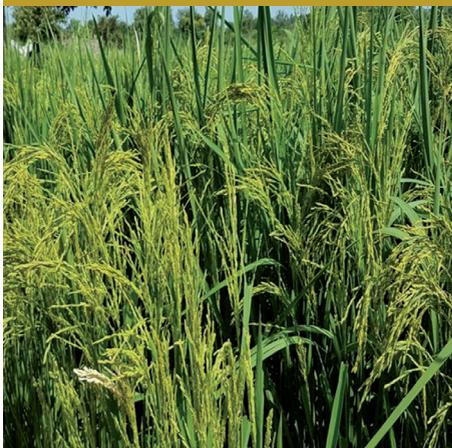
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT RURAL

Programme Multinational de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS)



BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

COMITÉ DE PILOTAGE 2017



Janvier 2017

**1- AGENDA ET TERMES
DE RÉFÉRENCES**



2- RAPPORT ANNUEL



3- PROGRAMME D'ACTIVITÉS



4- PROJET DE BUDGET





RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT RURAL

**Programme Multinational de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité
Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS)**



BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

**Termes de référence de la deuxième
session du Comité National de Pilotage du
Programme Multinational de Renforcement
de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire
et Nutritionnelle au Sahel (P2RS)**

Janvier 2017



Contexte

Le Gouvernement de la République du Sénégal a obtenu du Fonds africain de développement un prêt d'un montant de 22,0 millions d'UC soit environ 19,5 milliards de FCFA afin de financer le Programme multinational de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel - Composante Sénégal (P2RS SENEGAL).

Le but du programme est de renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel. La stratégie de développement de la résilience est axée sur le développement du pastoralisme, de l'irrigation, et des marchés régionaux d'intrants et de produits agricoles ainsi que le renforcement de la capacité d'intervention des institutions privées, publiques et communautaires du secteur agricole. Elle met également l'accent sur l'élargissement des opportunités économiques pour les femmes et les jeunes.

Le P2RS est placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural qui assurera la responsabilité de la gestion financière, de la passation des marchés et du suivi-évaluation.

Le suivi technique et financier du projet et la coordination des activités sont assurées par une Cellule de Coordination du Projet (CCP), basée à Dakar. Les interventions sont coordonnées au niveau régional par des antennes basées au niveau des chefs lieu de région.

Au niveau national, un Comité de Pilotage (CP) doté de pouvoirs d'orientation et de décision, a été mis en place avec comme mission, la supervision de l'exécution des différentes composantes. Ledit comité avait approuvé lors de sa première session tenue le 26 janvier 2016, un PTBA qui a été mis en œuvre par l'équipe du projet, en relation avec ses partenaires techniques. A l'issue de l'année, l'équipe a élaboré un rapport détaillé sur l'exécution technique et financière du programme de 2016 et préparé des projets de Programme de Travail Technique et de Budget pour l'année 2017.

Le Comité, convoqué pour la présente session, est appelé à examiner et adopter ces différents documents.

1. Objectif de la session

Cette deuxième session se tient un an après le lancement du programme. Elle a pour objectif, d'examiner pour adoption, le bilan du programme d'activités 2016 et le projet de programme d'activités et de budget 2017.

2. Ordre du jour de la session

L'ordre du jour proposé est le suivant :

- Examen et adoption du compte rendu de la dernière réunion du Comité de Pilotage ;
- Examen de l'état de mise en œuvre des recommandations de la dernière réunion ;
- Examen et adoption du rapport annuel d'activités 2016
- Examen et adoption du programme d'activités et projet de budget 2017
- Questions diverses



3. Document de travail

- Compte rendu de la dernière réunion du comité de pilotage ;
- Rapport annuel d'activités 2016,
- Programme d'activités 2017 et budget.

4. Organisation et déroulement

La réunion se tiendra le 24 janvier à l'hôtel Good Rade.

Chaque point de l'ordre du jour sera traité sur la base d'un document de référence qui sera examiné et amendé par les participants. Sur la base des observations soulevées, les différents documents seront améliorés séance tenante afin de disposer des versions finalisées à la fin de la séance.

Les invités venant des régions seront hébergés pour deux nuitées et les frais de transport seront remboursés. Les invités arriveront la veille de la réunion et quitteront le lendemain avant midi.

5. Agenda de la réunion

Heures	Activités
8h 30- 09h	Mise en place des participants
9h - 10h	Allocution du Coordonnateur National du P2RS Discours d'ouverture du Président du Comité de Pilotage
10h-10h30	Pause-Café
10h30 - 11h15	<ul style="list-style-type: none">• Présentation de l'état de mise en œuvre des recommandations de la dernière réunion ;• Présentation du rapport annuel 2016 ;• Echanges et adoption du rapport annuel 2016 ;
11h15 - 12h00	<ul style="list-style-type: none">• Présentation du programme d'activités et du budget 2017• Echanges et adoption du PTBA 2017
12h00- 12 h 30	<ul style="list-style-type: none">• Synthèse des travaux et recommandations• Clôture
13h30 - 15h00	Déjeuner

6. Participants

La liste des participants est jointe en annexe.



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT RURAL

Programme Multinational de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité
Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS)



BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

RAPPORT ANNUEL 2016



Janvier 2017



SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATIONS	6
RESUME EXECUTIF	7
I. INFORMATION DE BASE	8
1.1 APERCU SUR LE PROJET	8
1.2. DONNEES DE BASE	9
II. ORGANISATION ET GESTION DU PROJET :	9
III. ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	10
IV. SUIVI DE BASE	10
4.1 Réunions de suivi	10
4.2 Mission de supervision	12
V. BILAN D'EXECUTION DES ACTIVITES 2016	12
5.1 Composante A : Développement des infrastructures rurales	12
5.1.1 Développement des aménagements et infrastructures hydro-agricoles	12
5.1.1.1 Mobilisation des eaux de surface	12
5.1.1.2 Aménagement de terres agricoles	13
5.1.1.3 Défense et restauration des sols	15
5.1.2 Développement des infrastructures et aménagements pastoraux	16
5.1.3 Développement des infrastructures de conservation, de transformation et de commercialisation	17
5.1.4 Développement des infrastructures sociales de base	17
5.1.5 Etudes et contrôle des travaux	17
5.1.5.1 Etudes et contrôle des travaux d'ancrage	18
5.1.5.2 Etudes et contrôle des travaux de marchés à bétail et d'infrastructures aquacoles	18
5.1.5.3 Etudes et contrôle des travaux de base	18
5.2 Composante B : Développement des chaines de valeur	18
5.2.1 Renforcement des capacités	18
5.2.1.1 Renforcement des capacités institutionnelles	18
5.2.1.2 Formation des acteurs impliqués	19
5.2.1.3 Renforcement des mécanismes de prévention et de gestion de la sécurité alimentaire et des risques naturels et climatiques	19



5.2.2. Promotion des productions agricoles	20
5.2.2.1 Elaboration des conventions et protocoles de mise en œuvre	20
5.2.2.2 Elaboration des stratégies de développement des chaînes de valeurs agricoles .	21
5.2.2.3 Appui aux productions agricoles	22
5.2.3 Développement des productions animales	25
5.2.4 Développement de l'aquaculture.....	29
5.2.5 Amélioration de l'accès au marché et au financement.....	30
5.2.6 Renforcement de la nutrition	31
5.2.7 Protection et gestion des ressources naturelles	33
5.2.7.1 Mises-en place de pépinières polyvalentes :	33
5.2.7.2 Mise en défens d'aires protégées.....	34
5.2.7.3 Activités de reboisement.....	34
5.2.7.4 Les activités de CES/DRS	35
5.2.7.5 Diffusion de foyers améliorés	36
5.2.8 Gestion environnementale et sociale	36
5.2.9 Prise en compte de la dimension genre.....	37
5.3 Composante C : Gestion du projet.....	37
5.3.1 Mise en place et renforcement des capacités de l'équipe	38
5.3.2 Fonctionnement de la CCP et des antennes	38
5.3.3 Mise en place du dispositif opérationnel de mise en œuvre	38
5.3.4 Ateliers régionaux de de lancement.....	39
5.3.5 Elaboration des stratégies.....	39
5.3.6 Développement de synergies avec les autres intervenants.....	39
5.3.7 Planification, Coordination, Suivi Evaluation et Communication.....	39
5.3.7.1 Activités d'évaluation et de planification	39
5.3.7.2 Suivi évaluation	40
5.3.7.1 Activités d'information et de communication.....	40
5.3.7.2 Coordination des activités, réunions et rencontres.....	42
5.3.8 Gestion financière	43
5.3.8.1 Situation des décaissements.....	43
5.3.8.2 Situation d'exécution du budget	43



5.3.8.3 Situation d'exécution des protocoles	45
5.3.8.4 Audit des comptes	45
CONCLUSION.....	45
Annexe 1 : Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision	47
Annexe 2 : Synthèse des conventions établies dans le cadre de la mise en œuvre du P2RS	48
Annexe 3 : Mise en œuvre du plan de passation des marchés	53
Annexe 4 : Détails des emblavures, rendements et production par commune	57
Annexe 5 : Suivi des indicateurs	59
Annexe 6 : Exécution financière des conventions et protocoles	61



LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Etat d'exécution du plan de passation des marchés	10
Tableau 2: Ouvrages de retenue en cours de réalisation	13
Tableau 3: Etat de réalisation des périmètres arboricoles à Ziguinchor	14
Tableau 4: Travaux d'aménagement de périmètres irrigués à Matam	14
Tableau 5 : Travaux de réalisation de digues anti sel à Fatick et Ziguinchor	15
Tableau 6: Sites à amender au phosphogypse en 2017	15
Tableau 7: Sites d'implantation des marchés à bétail.....	16
Tableau 8 : Sites d'implantation des infrastructures d'élevage.....	16
Tableau 9: Sites d'implantation des magasins d'aliments de bétail.....	17
Tableau 10: Sites d'implantation des mini laiteries.....	17
Tableau 11: Rôles des partenaires dans le développement des chaînes de valeur agricoles.....	21
Tableau 12: Superficie, rendement et production par spéculation	23
Tableau 13: Répartition des emblavures par région et par spéculation	24
Tableau 14: Sites d'implantation des mini laiteries.....	26
Tableau 15: Sites d'implantation des mielleries.....	27
Tableau 16: Répartition des brebis et chèvres par région	28
Tableau 17: Répartition des volailles par région.....	29
Tableau 18: Infrastructures aquacoles prévus et sites d'implantation	30
Tableau 19: Résultats des activités de renforcement de la nutrition 2016	32
Tableau 20: Résultats activités de reboisement 2016 par région	34
Tableau 21: Résultats activités de CES/DRS 2016 par région.....	36
Tableau 22: Rôles et responsabilités des partenaires impliquées dans la GES	37

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Superficie de multiplication de semence.....	22
Figure 2: Superficie de multiplication de semence emblavée par région	22
Figure 4: Superficie affectée perdue par arrêt des pluies.....	24
Figure 5: Production et rendement de céréales en 2016	25
Carte 2 : zones d'intervention du P2RS	32



LISTE DES ABREVIATIONS

ANA	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
ARMP	Agence de Régulation des marchés Publics
ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AO	Appel d'Offre
BAD	Banque Africaine de Développement
BAMTARRE	Base d'Appui aux Méthodes et Techniques pour l'Agriculture, les autres Activités Rurales et l'Environnement
CCP	Cellule de Coordination du Projet
CES	Conservation des Eaux et des Sols
CLM	Cellule de Lutte contre la Malnutrition
CP	Comité de Pilotage
CRC	Comité Régional de Concertation
CSE	Centre de Suivi Ecologique
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DBRLA	Direction des Bassins de Rétention et Lacs Artificiels
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DIREL	Direction de l'Elevage
DPPD	Document de Planification Pluriannuelle des dépenses
DRDR	Direction Régionale du Développement Rural
DPN	Direction des Parcs Nationaux
DEEC	Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés
DREEC	Division Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés
DRS	Défense et Restauration du Sol
FAD	Fonds Africain de Développement
INP	Institut Nationale de Pédologie
IREF	Inspection Régionale des Eaux et Fprêts
ISRA	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
LBS	Liste des Biens et Services
OP	Organisation de Producteurs
PADERCA	Programme de Développement de la Casamance
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAP	Plan d'Action Prioritaire
PAPIL	Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
TDR	Termes De Référence



RESUME EXECUTIF

Au cours de l'année 2016, toute l'équipe du projet a été mise en place, aussi bien au niveau de la coordination nationale que de celle régionale. Le matériel informatique et les véhicules ont été acquis et mis en place. La construction des sièges des antennes régionales de Fatick et de Matam et l'extension des bureaux de la cellule de coordination sont phase de finition. Le dispositif de gestion administrative, financière et de suivi évaluation a été mis en place. Le cabinet en charge de l'audit des comptes a été recruté et devra démarrer ses prestations en février 2017. Quatorze conventions de partenariat et vingt quatre protocoles et plans d'actions régionaux ont été élaborés et signés avec les partenaires techniques de mise en œuvre pour un montant de 3 054 000 000 FCFA. Une quarantaine de dossiers d'appels d'offres ont été lancés et les marchés attribués pour un montant de plus de 4 milliards FCFA.

Les travaux de la phase 1 du programme d'ancrage portant sur la réalisation d'une digue anti sel, de 5 ouvrages de retenue, de 7 périmètres irrigués ont été démarrés et se poursuivent. Les marchés des travaux de la phase 2 ont été attribués pour un montant total de 770 748 375 F CFA et portent sur la réalisation de 5 digues anti sel permettant la protection de 1382 ha de terres contre la salinisation, l'aménagement de 480 ha de périmètres irrigués villageois et de périmètres horticoles et l'aménagement d'une mare pastorale. De même, les marchés relatifs à la construction de 4 marchés à bétail et de 28 infrastructures aquacoles ont été attribués et devraient démarrer en janvier 2017. Le recrutement des cabinets chargés de l'étude et du contrôle des travaux restants du programme est en phase de finalisation.

Les stratégies de développement des chaînes de valeur et de ciblage des ménages vulnérables ont été élaborées et validées en relation avec les acteurs impliqués. Les sites d'implantation des activités de développement des chaînes de valeur ciblées ont été identifiés en relation avec les acteurs locaux et validés par les CRC.

En appui au développement des productions agricoles, le P2RS a aidé à la mise en place de 400 tonnes de semences et 20 tonnes d'engrais pour la campagne agricole 2016/2017. Les superficies encadrées par le projet en 2016 sont de 10 633 ha dont 188 ha de multiplication de semences de riz, sur un objectif initial de 6 600 ha. Les spéculations concernées sont le riz, le maïs, le mil et le sorgho. La production attendue est estimée à environ 15 000 tonnes.

La procédure pour l'acquisition de 470 petits ruminants a été bouclée et devra permettre l'installation de bergeries familiales au niveau de ménages vulnérables ; celle d'acquisition des volailles sera reprise au cours du dernier trimestre.

L'élaboration du PGES du programme a été finalisée et soumise à la validation du comité technique prévue début janvier 2017. Les activités de protection et de gestion des ressources naturelles ont porté sur le démarrage du processus d'installation et de réhabilitation de 5 pépinières villageoises, le reboisements 492 ha, et les activités de CES/DRS avec 11 km de cordons, 120 km de pare feux et 37 unités de diguettes en cadre. Le programme a également appuyé la diffusion de 300 unités de foyer améliorés.

Le budget de l'exercice 2016 d'un montant de quatre milliards six cent quarante-trois millions neuf cent quatre-vingt-dix-sept mille (4 650 985 000) de francs CFA a été engagé à hauteur de 74% et exécuté à 34,84%. Le taux de décaissement atteint est de 10,05%. Le processus de recrutement du cabinet en charge de l'audit des comptes des exercices 2015 /2016, 2017 et 2018 a été bouclé et la prestation va démarrer en début 2017



I. INFORMATION DE BASE

I.1. APERÇU SUR LE PROJET

Le Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS) est une initiative multinationale et concerne les pays membres du CILSS.

Il a été conçu pour faire face au nombre en constante augmentation de personnes souffrant d'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique, de pauvreté, et de vulnérabilité aux effets pervers du changement climatique au Sahel. Il vise le développement de la résilience au changement climatique, le financement à long terme du secteur agricole, et le développement du commerce et de l'intégration régionale.

Le projet 1 du P2RS pour le Sénégal est financé par la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Etat du Sénégal et les Bénéficiaires pour un montant de 26,17 millions UC soit environ 19,5 milliards de F CFA.

Le programme épouse les orientations stratégiques du Plan Sénégal Emergent (PSE) et participe à l'opérationnalisation de l'axe 1 portant sur la transformation structurelle de l'économie et la croissance. Il va contribuer à l'atteinte de l'objectif d'autosuffisance en riz fixé par le Gouvernement.

Il a pour objectif global de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et comme objectif spécifique d'accroître, sur une base durable, la productivité et les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques.

Le P2RS a capitalisé les expériences tirées de la mise en œuvre du PAPIL et du PADERCA et contribuera à consolider les acquis de ces deux projets. La phase 1 concerne les régions de Fatick, Kédougou, Kolda, Matam, Tambacounda et Ziguinchor.

Le projet va s'exécuter autour de trois composantes :

Composante A : Développement des infrastructures rurales ;

Composante B : Développement des chaînes de valeurs et des marchés régionaux ;

Composante C : Coordination et gestion du projet

Les activités prévues au niveau de la composante A portent sur la réalisation d'ouvrages de collecte d'eau, de points d'eau pastoraux, de 4 marchés à bétail, de 6 parcs de vaccination, de 6 mini laiteries, de 12 mielleries, de 66 magasins de stockage, de 15 plateformes multi fonctionnelles, d'une fabrique d'aliments de poissons, d'écloseries et de fermes aquacoles, de 45 points d'eau villageois, de 6 centres de santé, de 6 centres de formation, d'aménagement de 3016 ha de terres agricoles, de 60 micro-périmètres et de 1000 km de pare feux.

Pour la composante B, les activités prévues concernent le développement de filières semencières; l'appui aux productions agricoles sur 30 000 ha, la promotion de produits forestiers non ligneux, le reboisement et l'aménagement de 4730 ha, l'installation de 2600 unités d'embouche, la promotion de l'aviculture villageoise améliorée, l'installation des aquaculteurs, l'appui à la valorisation et à la commercialisation de produits halieutiques, le soutien nutritionnel aux femmes, aux enfants et aux personnes vulnérables, le renforcement du mécanisme de prévention et de gestion de la sécurité



alimentaire et des risques naturels et climatiques, le renforcement des capacités de 300 jeunes en entrepreneuriat, l'appui aux initiatives innovantes des jeunes ruraux et des femmes.

I.2. DONNEES DE BASE

- Prêt N° : 2100150032893
- Organe d'exécution : CCP/ MAER
- Date d'approbation : 16/03/2015
- Date de signature : 21/05/2015
- Date de satisfaction des conditions : 24/07/2015
- Date de mise en vigueur : 01/09/2015
- Date de clôture prévue : 30/06/2020
- Coût total du projet : 26,18 millions d'UC
- Montant du prêt FAD : 22,250 millions d'UC
- Autre source de financement : 3,93 million d'UC (Gouv. et Bénéficiaires)
- Montant décaissé : 2 235 477,22 UC (10,05% au 31/12/2016)
- Solde non décaissé : 20 014 522,78 UC (89,95%)
- Date mission de lancement : Novembre 2015
- Zone du projet : Régions de Fatick, Kédougou, Kolda, Matam,
Tambacounda, Ziguinchor

II. ORGANISATION ET GESTION DU PROJET

Le P2RS est placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER).

Le suivi technique et financier du projet et la coordination des activités sont assurées par une Cellule de Coordination du Projet (CCP), basée à Dakar, dirigée par un Coordonnateur National. Le personnel de la CCP est composé d'un Responsable du Suivi Evaluation et de la Communication, d'un Responsable Administratif et Financier, d'un Expert en Infrastructure et Passation des Marchés, d'un Expert en Développement Rural et Environnement, d'un Expert en Genre et Nutrition, d'un Comptable, et d'un personnel d'appui.

Les interventions sont coordonnées au niveau régional par des antennes basées au niveau des chefs lieu de région (Fatick, Kédougou, Kolda, Matam, Tambacounda et Ziguinchor). Le personnel de l'antenne régionale est composé d'un chef d'antenne, d'un ou deux assistant (s) sectoriel (s) et d'un personnel d'appui.

Au niveau national, un Comité de Pilotage (CP) doté de pouvoirs d'orientation et de décision, supervise l'exécution des différentes composantes. Il est notamment responsable de l'approbation et du



contrôle des plans de travail et budgets annuels, établis aux niveaux des 6 régions. Le CP se réunit au moins une fois par an. Au niveau régional, le pilotage et le suivi des activités sont assurés par un Comité Régional de Concertation (CRC) présidé par le Gouverneur de Région.

Les instances de coordination et de gestion du P2RS assurent l'exécution des activités selon les règles et procédures édictées par l'accord de prêt.

L'organisation et le fonctionnement de la CCP ainsi que celles des Antennes Régionales s'effectuent conformément à un manuel de procédures administratives et financières validé par la BAD.

III. ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES

Au démarrage du projet, l'Autorité de Régulation des Marchés publics a autorisé, par décision n° 324/15/ARMP/CRD du 11 novembre 2015, la constitution d'une commission et d'une cellule de passation des marchés conjointes au Programme Multinational de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS) et au Projet de Développement d'une Résilience à l'Insécurité Alimentaire Récurrente au Sénégal (DRIARS).

Les notes de services arrêtant les compositions de la commission et de la cellule ainsi que les chartes de transparence des différents membres ont été transmises à la DCMP et à l'ARMP.

L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) du programme a été publié dans le site de la BAD en date du 23 juin 2015 et dans le journal « Le Soleil » du 09 Octobre 2015. Le plan de passation des marchés (PPM) 2016 a été également préparé et validé par la cellule de passation des marchés du MAER et posté par la DCMP sur le portail des marchés publics.

Le PPM sur 18 mois a également été élaboré et transmis à la BAD.

Une synthèse de la situation des dossiers d'acquisition suivis et traités est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 1: Etat d'exécution du plan de passation des marchés

Acquisitions prévues	Etat d'exécution
Travaux	
Travaux d'ancrage – Phase 1	Les marchés ont été attribués. Les travaux sont en cours
Travaux de construction du siège de l'antenne de Fatick	Marché attribué. Contrat signé et travaux en cours.
Travaux de construction du siège de l'antenne de Matam	Marché attribué. Contrat signé et travaux en cours.
Travaux d'ancrage Phase 2	Marché attribué. ANO BAD et DCMP sur attribution reçues. Contrats approuvés
Travaux de construction de marchés à bétail	DAO lancé. Marchés attribués, contrats en signature
Travaux de construction d'infrastructures aquacoles	DAO lancé. Marchés attribués, contrats en signature
Recrutement de cabinets	
Sélection de cabinet pour l'audit externe annuel	Marché attribué
Sélection de cabinets pour les études techniques (APD, élaboration DAO)	LI et DP approuvées. Evaluation des offres techniques en cours
Sélection d'opérateurs de proximité pour l'accompagnement des bénéficiaires des activités du projet	Evaluation des offres effectuées. Proposition d'attribution soumise à la BAD et à la DCMP
Sélection de consultant pour l'étude de faisabilité de la mise en place de centres de services	Marché attribué. Etude en cours



Acquisitions de biens	
Acquisition de véhicules pour l'UCP	Marché bouclé. Véhicules livrés
Acquisition de matériels informatique	Marché bouclé. Matériels livrés
Acquisition de Tee- shirt, casquette et Lacoste	DRP attribué. Fournitures livrées
Acquisition de fournitures de bureau et de consommables informatiques	DRP attribuée. Fournitures livrées
Acquisition de supports de communication	DRP attribuée. Fournitures livrées
Acquisition de matériels solaires pour le compte de l'UCP et des antennes	DRP attribuée. Fournitures livrées
Acquisition et installation de bergerie familiale	Evaluation des offres effectuées. Attribution en cours
Acquisition de volaille	Evaluation des offres effectuées. Marché déclaré infructueux
Consultants individuels	
Sélection de consultant individuel pour l'adaptation du logiciel TOM PRO existant au projet P2RS	Marché exécuté
Sélection de consultant pour l'étude d'évaluation des pertes post-récolte	Marché attribué. Prestation en cours
Sélection de consultant individuel pour l'élaboration du manuel de procédure de gestion administrative et financière	Marché attribué. Prestation réalisée. Manuel en cours de validation au niveau de la BAD
Sélection de consultant individuel pour la mise en place du dispositif de suivi-évaluation	Marché attribué. Prestation réalisée.
Sélection de consultant individuel pour la mise en place de site Web	Marché attribué. Prestation en cours
Sélection de consultant individuel pour l'élaboration de la situation de référence	Marché attribué. Prestation en cours
Sélection de consultant individuel pour le suivi des travaux d'ancrage	Marché attribué. Prestation en cours
Sélection de consultant individuel pour la mise en œuvre de la stratégie de communication	Consultant sélectionné

La situation détaillée de la mise en œuvre du plan de passation des marchés est présentée en annexe 3 du présent rapport.

IV. SUIVI DE BASE

Au cours de l'année 2016, le projet a fait l'objet d'un suivi régulier pour faciliter sa mise en œuvre à travers des réunions et une mission de supervision.

IV.1. Réunions de suivi

Le Task Manager a tenu avec l'équipe du projet, diverses réunions de travail notamment sur la mise en œuvre du programme en général, sur la révision de la LBS et sur les projets de conventions de partenariat en particulier. Ces réunions ont aidé l'équipe aller vite dans la révision de la LBS du programme, à prendre en charge les omissions et incohérences notées dans le document de base du programme et à procéder à l'élaboration de 14 conventions de partenariat.

Par ailleurs, une réunion de suivi de l'état d'avancement global du projet et de mise en œuvre des recommandations des missions de supervision, s'est tenue le 2 septembre 2016 à SNFO à Dakar.



L'équipe du projet a bénéficié d'une formation des services de décaissement de SNFO, sur la gestion des contrats et sur les procédures de décaissement au cours du premier trimestre.

IV.2. Mission de supervision

Le projet a fait l'objet d'une mission de supervision de la Banque Africaine de Développement, conduite par M. Hatem FELLAH, Agronome Principal, et composée de Mme Fatou Siby FAYE BA, chargée de décaissement, Mme Souweye MAIGA, chargée des acquisitions, et M. Mamadou Abdoul KANE, consultant en infrastructures et développement rural, du 31 mai au 17 juin 2016.

La mission a constaté que toutes les recommandations faites lors de la mission de supervision précédente, ont été satisfaites, à l'exception de celle portant sur le partenariat avec le DRIARS L'état de mise en œuvre des recommandations de la mission est jointe en annexe 1.

V. BILAN D'EXECUTION DES ACTIVITES 2016

V.1. Composante A : Développement des infrastructures rurales

Cette composante couvre la réalisation des infrastructures hydro agricoles, pastorales, aquacoles, sylvicoles, de conservation, de transformation, de commercialisation et des infrastructures sociales de base retenues dans le cadre du programme. Les activités réalisées dans le cadre de cette composante en 2016, ont porté sur l'instruction de plusieurs dossiers de marchés et le démarrage des travaux d'ancrage. Ces activités ont concerné plusieurs sous composantes.

V.1.1. Développement des aménagements et infrastructures hydro-agricoles

La sous composante *Développement des aménagements et infrastructures hydro-agricoles*

porte sur la mobilisation des eaux de surface, l'aménagement de terres agricoles et la défense et restauration des sols.

V.1.1.1. Mobilisation des eaux de surface

Les activités menées dans le cadre de la mobilisation des eaux de surface ont porté sur la réalisation de petits ouvrages de retenue et l'extension de petits système d'irrigation.

i) Réalisation de petits ouvrages

A travers un programme d'ancrage, le projet a lancé les travaux pour la réalisation de cinq (05) ouvrages de retenue dans les régions de Fatick, Kolda et Tambacounda. Les ordres de service ont été délivrés le 1^{er} août 2016 et la situation des travaux se présente comme suit :

Tableau 2: Ouvrages de retenue en cours de réalisation

Régions	Communes	Sites	Type d'ouvrage	Taux d'exécution
Fatick	Colobane	Balol	Ouvrage de retenue et de franchissement	24%
	Niassène	Ndiakha Aly	Ouvrage de retenue et de franchissement	29%
Kolda	Bignarabé	Saré Mayi (Kéréwane)	Ouvrage de retenue	75%
	Badion	Saré Yoro Bambi	Ouvrage de retenue	5%
Tambacounda	Gabou	Siré Mamadou Bocar	Ouvrage de retenue	15%
	Gabou	Gounian	Ouvrage de retenue	90%



Photos 1&2 : Travaux ouvrages de retenue dans la région de Kolda

ii) Extension des petits système d'irrigation

L'extension des petits système d'irrigation consiste à la réalisation d'aménagements secondaires adossés aux petits ouvrages et de périmètres irrigués pour améliorer la disponibilité de l'eau à la parcelle.

Au cours de l'année 2016, la réalisation de deux périmètres à Ndiakha Aly sur 15 ha et à Balol sur 5 ha dans la région de Fatick a été lancée et les travaux sont en cours dans le cadre du programme d'ancrage.

V.1.1.2 . Aménagements de terres agricoles

Le volet aménagement de terres agricoles porte sur (i) la réhabilitation et l'aménagement de superficies en aval des petits barrages (ii) l'aménagement de nouvelles superficies de bas-fonds rizicoles (iii) l'aménagements de micro périmètres irrigués par pompage et (iv) l'aménagements de micro périmètres pour les groupements de Jeunes et Femmes.

Les activités déroulées en 2016 ont concerné principalement l'aménagements de micro périmètres irrigués par pompage.

i) L'aménagement de micro périmètres irrigués par pompage

Dans le cadre du programme d'ancrage 1, des travaux sont en cours pour l'aménagement de 5 périmètres arboricoles dans la région de Ziguinchor. L'ordre de service a été délivré le 1^{er} Août 2016.

Les travaux au niveau des différents sites consistent à (i) la réalisation de puits en béton armé (ii) la réalisation de support du réservoir d'eau en BA et (iii) des travaux de raccordement du réservoir en polyester à l'aide de tuyaux PVC pression. La situation de réalisation se présente comme suit

Tableau 3: Etat de réalisation des périmètres arboricoles à Ziguinchor

Région	Commune	Site	Taux de réalisation
Ziguinchor	Kafountine	Village de Kafountine	28%
Ziguinchor	Kataba1	Village de Karongue	36,58%
Ziguinchor	Oulampane	Village de Djilonguéa	46,9%
Ziguinchor	Enampore	Village de Kamobeul Manjacque	62,19%
Ziguinchor	Santhiaba Manjacque	Essaout	53,83%



Photos 3&4 : Puits et support en béton armé à Kamoboul (Région de Ziguinchor)

Dans le cadre la mise en œuvre des travaux d'ancrage 2, des attributions sont déjà faites pour la réhabilitation de périmètres horticoles et de périmètres irrigués villageois dans la région de Matam pour un total de 480 ha. Les détails de ces travaux sont indiqués dans le tableau suivant :

Tableau 4: Travaux d'aménagement de périmètres irrigués à Matam

Travaux prévus	Sites	Commune
Réhabilitation de la mare de Tiguère (réhabilitation de l'ouvrage hydraulique du chenal d'alimentation de la mare)	Tiguère Yene	Nabadji
Travaux de réhabilitation de périmètres horticoles et rizicoles (SIPA de Diowol et de Bokidiawé, périmètres de Ogo et de Ndouloum Aladji Dembé) pour 80 ha	Diowol, Bokidiaw, Ogo, Ndouloum aldaji Dembé	Ogo, Nabandji Civol,
Travaux de réhabilitation de PIV dans les six commune pour 400 ha		Ogo, Agam Civol, dabia, Orefonde, Bokidiaw, Nabandji Civol

ii) Aménagement de micro-périmètres pour les jeunes et les femmes

La réalisation de micro-périmètres pour les jeunes et les femmes s'insère dans la stratégie globale du projet en matière de promotion de l'emploi des jeunes et des femmes en milieu rural. Pour la mise en œuvre de ce volet, le projet entend nouer un partenariat avec des structures s'activant dans le domaine notamment l'ANIDA afin de mettre à la disposition de groupes de jeunes des périmètres fonctionnels avec un dispositif d'encadrement et suivi. L'objectif est de permettre l'accès à un emploi durable à 500 jeunes porteurs de projets dans le domaine agricole.

V.1.1.3. Défense et restauration des sols

Ce volet comprend la réhabilitation et la sécurisation de superficies par la réalisation de digues anti sel et la récupération de terres salées par d'autres moyens.

i) Réhabilitation & sécurisation de superficies

Les actions menées dans ce cadre ont porté, dans le cadre du programme d'ancrage 1, sur la réalisation en cours d'une digue anti sel dans la région de Fatick et dans le cadre du programme d'ancrage 2, sur l'attribution de marchés pour la réalisation de 5 digues anti sel dans les régions de Fatick et Ziguinchor. Les superficies à protéger par ces différents travaux sont estimées à 1372 ha. Le tableau suivant donne les vallées concernées et les superficies.

Tableau 5 : Travaux de réalisation de digues anti sel à Fatick et Ziguinchor

Nom de vallée	Communes	Départements	Régions	Superficies (ha)
Mbouloum	Diossong	Foudiougne	Fatick	20
Boukitingho	Oukout	Oussouye	Ziguinchor	240
Badiat - Essyl	Enampore	Ziguinchor	Ziguinchor	396
Djibélor et ISRA	Niaguis	Ziguinchor	Ziguinchor	191
Djilor Péthie	Djilor	Foundiougne	Fatick	300
Diémou	Niakhar	Fatick	Fatick	225
Total				1372

ii) Récupération de terres salées par amendement au phosphogypse

En appui aux digues anti sel, le projet compte conduire des actions pour accélérer le processus de récupération de terres salées par d'autres moyens. Dans ce cadre, une convention a été établie avec l'INP pour le traitement de 1000 ha au phosphogypse. Les termes de référence de l'activité ont été validés et le démarrage des opérations est prévu en 2017.

Tableau 6: Sites à amender au phosphogypse en 2017

Régions	Communes	Site et superficies à amender	Superficie (ha)
Fatick	Diossong	Mbouloum, Diogone, Ndonrouge	20
Fatick	Niakhar	Ndiémou	50
Fatick	Djilor	Djilor Péthie	50
Fatick	Fatick	Ndiaye Ndiaye	20
Fatick	Mbélacadio	Oyel	20
Fatick	Diarère	Sangharé	20
Fatick	Diarère	Sobème	20
Fatick	Diouroup	Kalé	20
Fatick	Diouroup	Niowi senghor	20
Fatick	Dioffior	Ngalakhokh	50
Fatick	Fimela	Mbissel	50
Fatick	Fimela	Kalé	20
Total Fatick			390
Ziguinchor	Enampore	Brin	75
Ziguinchor	Enampore	Badiat	50
Ziguinchor	Enampore	Essyl	80
Ziguinchor	Niaguis	Djibélor	50
Ziguinchor	Niaguis		19
Oussouye	Oukout		45
Total Ziguinchor			319
Total			709

V.1.2. Développement des infrastructures et aménagements pastoraux

Les activités de cette sous composante portent sur (i) les infrastructures pastorales qui prévoient la réalisation de marchés à bétail et (ii) les aménagements pastoraux qui prévoient l'installation de Tank à lait. Cette année, les activités mises en œuvre ont essentiellement concerné le volet infrastructures pastorales.

i) Réalisation de marchés à bétail

A la suite d'un processus participatif, les sites d'implantation des 4 marchés à bétail ont été identifiés et validés par les instances compétentes. Les spécifications techniques ont été élaborées et le processus de marché a été conduit à terme. Les contrats sont signés et le démarrage pour la réalisation des marchés est prévu en début 2017. Le tableau suivant donne les sites d'implantation et les communes concernées.

Tableau 7: Sites d'implantation des marchés à bétail

Régions	Commune	Site de Marché
Fatick	Mbar	Mbar
Matam	Agnam Civol	Agnam Civol
Tambacounda	Kidira	Kidira
Ziguinchor	Ziguinchor	Ziguinchor

ii) Aménagements de mares et points d'eau pastoraux

Les mares et points d'eau pastoraux sont destinés à l'abreuvement du bétail et sont prévus dans les grandes zones de transhumance et autour des bassins laitiers ou dans les unités pastorales (UP) répertoriées au niveau des communes cibles. Il s'agit de soutenir la production laitière dans le but d'alimenter les mini laiteries dans le cadre de la stratégie de développement de la chaîne de valeur lait. Dans le cadre de la mise en œuvre des activités d'ancrage, l'aménagement de la mare de Lothiandé à Moudéry dans la région de Tambacounda est en cours. L'attribution du marché pour la réhabilitation de la mare de Tiguéré dans la commune de Nabadji (Matam) est faite et les travaux vont démarrer en début 2017.

Les sites devant abriter les mares et points d'eau restants ont été identifiés au cours de l'année en relation les services techniques régionaux, les collectivités locales et les autorités administratives. Le tableau suivant donne la répartition par type d'infrastructure et par région.

Tableau 8 : Sites d'implantation des infrastructures d'élevage

Régions	Forage pastoral	Mare pastorale	Puits pastoral	Abreuvoir	Total Par Région
Fatick	1	1	1	1	4
Matam	1	1	1		3
Kédougou		1	1	7	9
Kolda	1	2	1		4
Tambacounda		4	2		6
Ziguinchor			15		15
Total	3	9	21	8	41

V.1.3. Développement des infrastructures de conservation, de transformation et de commercialisation

Les infrastructures de conservation envisagées par le programme concernent 6 magasins d'aliments de bétails et 36 magasins de stockage de produits agricoles. Les infrastructures de transformation portent sur 6 mini laiteries et 24 plate formes multifonctionnelles. Certains magasins de stockage de produits agricoles feront également office de banques céréalières pour les organisations de producteurs partenaires du programme. Au cours de l'année, il a été procédé à une identification des sites d'implantation dans les différentes régions. Les études détaillées seront engagées en début 2017. La liste des sites est donnée par les tableaux suivants.

Tableau 9: Sites d'implantation des magasins d'aliments de bétail

Régions	Site de magasin d'aliments de bétail	Observations
Fatick	Djilor	Département de Gossas et commune de Djilor
Matam	Ogo	Commune de Ogo
Kédougou	Bandafassi	Commune de Bandafassi
Kolda	Médina Yéro Foula	Commune Médina Yéro Foula
Tambacounda	Gabou	Commune de Kidira et de Gabou
Ziguinchor	Niaguiss	A la frontière des communes de Ziguinchor et de Niaguiss

Tableau 10: Sites d'implantation des mini laiteries

Région	Proposition de sites	Bénéficiaires/Partenaires
Fatick	Passy ou Sokone	Eleveurs de Diossong, Djilor et Toubacouta
Matam	Renforcer la mini-laiterie de Oourossogui	Laiterie de Oourossogui et éleveurs des communes de Oogo et Nabadji
Kédougou	Mettre en place une mini laiterie à Thiabédédi	Eleveurs des communes de Bandafassi et
Kolda	Mettre en place une mini laiterie à Médina Yéro Foula et renforcer le bassin laitier autour de Kolda	Eleveurs des communes de Saré Bidji et Bignarabé, Bourouco etc
Tambacounda	Mettre en place une mini-laiterie à Diawara	Eleveurs de Gabou, Moudery, Kidira, Diawara
Ziguinchor	Réaliser une mini-laiterie à TENGHORY	Eleveurs de TENGHORY

V.1.4. Développement des infrastructures sociales de base

Les infrastructures prévues par ce volet concernent des points d'eau villageois pour soutenir la nutrition des ménages; des centres de santé et des centres de formation et d'alphabétisation. La réflexion a été engagée pour la réalisation de ces différentes infrastructures. Il a été retenu de réaliser dès 2017, 24 points de points d'eau villageois. Concernant les centres santé, l'option retenue est de renforcer et/ou réhabiliter des structures sanitaires existantes par la construction de nouvelles infrastructures annexes en leur sein. Quant aux centres de formation, la discussion sur le choix des sites d'implantation permettant leur exploitation optimale est toujours en cours.

V.1.5. Etudes et contrôle des travaux

Les activités relatives à l'étude et au contrôle des travaux ont concerné (i) les travaux d'ancrage (ii) les travaux de réalisation des marchés à bétail et des infrastructures aquacoles et (iii) les travaux du programme de base.

V.1.5.1. Etudes et contrôle des travaux d'ancrage

Les travaux d'ancrage 1 et 2 portant sur la réalisation de 5 digues anti sel, 5 ouvrages de retenue, 2 mares pastorales et des périmètres irrigués ont été lancés sur la base d'études existantes réactualisées par l'équipe du projet. Ces études ont été essentiellement faites dans le cadre du PAPIL, du PADERCA et de la préparation du Programme National de Développement de la Petite irrigation Locale (PNDIL). Le contrôle des travaux est confié à un consultant individuel qui s'appuie sur des ressources humaines des ARD et des DRDR des régions concernées.

V.1.5.2. Etudes et contrôle des travaux de marchés à bétail et d'infrastructures aquacoles

Les dossiers techniques des marchés à bétail et des infrastructures aquacoles ont été préparés avec l'appui de la Direction de l'Elevage et de l'Agence Nationale d'Aquaculture (ANA) sur la base de modèles types ajustés par rapport au contexte spécifique de chaque site. Le contrôle des travaux sera assuré par les équipes de la Direction de l'Elevage pour les marchés à bétail et de l'ANA pour les infrastructures aquacoles avec au besoin l'appui de consultants.

V.1.5.3. Etudes et contrôle des travaux de base

Les études et les contrôles des travaux restant du projet dit programme de base seront confiées à des cabinets indépendants. Le processus de recrutement est lancé par AMI. Les évaluations techniques sont faites et les prestations devront démarrer durant le premier trimestre 2017.

V.2 Composante B : Développement des chaînes de valeur

La composante Développement des chaînes de valeur et des marchés régionaux comprend l'ensemble des interventions de soutien à la structuration des chaînes de valeur ciblées, à la production et à la productivité, au renforcement des capacités, à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Elle comprend 8 sous composantes que sont : (i) le Renforcement des capacités ; (ii) la Promotion des productions agricoles (iii) Protection et gestion des ressources naturelles (iv) Développement des productions animales (v) Développement des filières pêche et aquaculture (vi) Amélioration de l'accès au marché et au financement (vii) Renforcement de la nutrition et de la sécurité alimentaire (viii) Promotion de l'emploi des jeunes.

Les activités déroulées dans le cadre de cette composante, en 2016, ont porté sur l'ensemble de ces sous composantes.

V.2.1. Renforcement des capacités

V.2.1.1. Renforcement des capacités institutionnelles

Un des axes clés de renforcement des capacités institutionnelles des structures publiques est la signature de convention de partenariat avec les différentes structures impliquées dans la mise en œuvre du programme. Ces conventions renforcent les moyens et les capacités du partenaire d'intervenir convenablement dans son secteur d'activités. C'est ainsi que 14 conventions de partenariat ont été signées en 2016 avec les sectoriels de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et de la pêche. Par la suite, ces conventions ont été déclinées en protocoles opérationnels mis en œuvre tout au long de l'année 2016.

Dans le cadre spécifique du renforcement institutionnel du MAER qui est la tutelle technique du programme, P2RS a établi des conventions de partenariat avec la DAPSA pour le renforcement du dispositif de suivi évaluation, la DBRLA pour une assistance technique et la coordination de la gestion des eaux de ruissellement.

Au cours de l'année 2016, le P2RS a apporté un appui à la DAPSA pour (i) la mise en place d'un outil adapté de collecte des données et de cartographie des indicateurs et la formation des agents du MAER (ii) l'organisation de la Revue Conjointe du Secteur Agricole (RCSA) (iii) la finalisation et la validation du DPPD 2017-2019, des PAPs 2017 et l'élaboration d'une feuille de route 2017 de programmation et de suivi de l'exécution du budget du MAER.

V.2.1.2. Formation des acteurs impliqués

Le projet prévoit la formation des cadres des ministères impliqués dans sa mise en œuvre en planification suivi évaluation, genre et autres thèmes pertinents. La formation en planification et suivi évaluation a été programmée et le processus de recrutement des consultants pour la formation de 180 acteurs est bouclé. Les formations vont se dérouler durant le premier trimestre 2017 au niveau des différentes régions et au niveau central.

V.2.1.3. Renforcement des mécanismes de prévention et de gestion de la sécurité alimentaire et des risques naturels et climatiques

Les activités mises en œuvre dans ce cadre en 2017 ont porté sur (i) le renforcement des mécanismes de prévention et de gestion de la sécurité alimentaire et (ii) la gestion des risques naturels, climatiques et des catastrophes.

i) La gestion des risques naturels et climatiques par La mise en place de stations agro météorologiques et l'accompagnement agro météorologique des agriculteurs

L'acquisition des trois (3) stations stations agro météorologiques a été faite par le CSE en relation avec l'ANACIM. L'installation et la formation des acteurs est prévues courant janvier 2017. Au niveau des régions, des actions d'accompagnement météorologique ont été menées à travers le renforcement de capacités des acteurs et la préparation et la diffusion d'informations climatiques. Quatre (04) GTP au niveau des régions de Fatick, Kédougou, Kolda et Tambacounda ont été redynamisés et appuyés à tenir des réunions régulières de suivi des données pluviométriques et de leur analyse.

Huit (8) réunions ont été organisées à Tambacounda. Douze (12) relais et 6 radios communautaires ont bénéficié de sessions de formation animées par l'ANACIM sur la prévision du temps, l'utilisation de l'information climatique pour une activité résiliente, durable et productive et la diffusion de l'information climatique. Un résumé du bulletin comportant la prévision et les recommandations de la décade est régulièrement préparé et envoyé aux relais et aux radios pour une large diffusion.

Cette stratégie sera poursuivie et renforcée en 2017. En effet, il est prévu d'introduire deux (02) nouveaux outils de diffusion de l'agriculture intelligente face au climat (AIC) auprès des bénéficiaires : la mise en place de champs écoles paysans (CEP) par le projet et en relation avec d'autres partenaires et des relais techniques issus des organisations partenaires pour leur animation.

ii) Le renforcement des mécanismes de prévention et de gestion de la sécurité alimentaire

A travers la convention avec le Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité alimentaire, les activités suivantes ont été réalisées :

- La restitution de la cartographie des acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) au niveau des 14 régions du Sénégal et particulièrement dans la zone d'intervention du P2RS. Cette activité a permis la mise en place d'une plateforme informatisée de suivi de la SAN, le partage de la stratégie nationale de la sécurité alimentaire et de la résilience (priorités résilience pays) et le partage du système national d'alerte précoce ;
- La redynamisation des comités régionaux et départementaux de sécurité alimentaire (CRSA et CDSA) qui est un préalable à la bonne marche des systèmes régionaux d'alerte précoce qui alimentent le système national ;
- Le suivi de la vulnérabilité à travers les sites sentinelles : au total 40 sites sentinelles sont considérés au Sénégal. La collecte des données est organisée dans ces sites deux fois par an. En 2016 un seul passage a été réalisé.



Photos 8&9 : Formation relais en agrométéorologie à Tambacounda

V.2.2. Promotion des productions agricoles

Les activités menées ont porté sur (i) l'élaboration des conventions et protocoles de mise en œuvre (ii) l'élaboration des stratégies de développement des chaînes de valeurs agricoles (iii) la mise en œuvre d'un programme d'appui à la production durant la campagne 2016/2017

V.2.2.1. Elaboration des conventions et protocoles de mise en œuvre

Le projet a établi des conventions et protocoles régionaux avec les structures impliquées dans le développement des chaînes de valeur agricoles. Il s'agit de l'ANCAR et de la SODEFITEX/BAMTAARE pour l'appui conseil aux OP, de la DRDR pour le suivi de la production de semences certifiées et l'accompagnement agro météorologique des agriculteurs, de l'ISRA pour la production de semence de pré base. Le processus de recrutement d'opérateurs de proximités pour la structuration des chaînes de valeur et l'accompagnement des producteurs a également été lancé et sera bouclé en début 2017. Le tableau suivant indique les acteurs impliqués et leurs rôles dans le développement des chaînes de valeurs agricoles.

Tableau 11: Rôles des partenaires dans le développement des chaînes de valeur agricoles

Structure	Mission	Activités
ANCAR&BAMTAARE	l'exécution des activités de conseil agricole et rural et d'accompagnement des bénéficiaires des chaînes de valeur végétales	<ul style="list-style-type: none"> Mise en valeur des aménagements hydro-agricoles et intensification des CV Végétales Appui à la promotion d'un conseil agricole endogène aux OP Diffusion des BPAR Mise en œuvre du programme de multiplication de semences certifiées (sécurité semencière) Appui à l'implantation des centres de services agricoles Animations et formations sur diverses thématiques : GIPD, SRI, etc Contribution à l'animation des tables filières végétales et des bourses céréalières ;
DRDR	Supervision des actions de développement des chaînes de valeur végétales initiées par le projet	<ul style="list-style-type: none"> Supervision des activités d'amélioration de la productivité et des productions végétales Appui à la certification des semences Appui à la gestion technique des aménagements Accompagnement agro-météorologique des agriculteurs Communication sur les activités du programme
ISRA	Exécution des activités de recherche-développement du projet.	<ul style="list-style-type: none"> Mise à disposition de semences pré base de céréales Mise à disposition de vitro plants de banane Appui à la validation de certaines études Mise à disposition de doses de vaccins La réalisation d'actions de recherche-développement, à la demande du projet

V.2.2.2. *Elaboration des stratégies de développement des chaînes de valeurs agricoles*

Les chaînes de valeur prioritaires ciblées au niveau des productions végétales sont le riz, le maïs, la filière mil/sorgho, les produits maraichers et l'arboriculture fruitière. La stratégie de développement de ces chaînes de valeur végétales seront basées sur (i) l'amélioration de la productivité et des productions (ii) la gestion du système post-récolte (iii) la commercialisation et l'accès aux marchés et (iv) la structuration des filières végétales.

Amélioration de la productivité et des productions : Les interventions se feront autour de 4 axes (i) la production durable de semences certifiées, (ii) l'intensification des productions agricoles (iii) la diffusion de bonnes pratiques agricoles et résilientes (BPAR) et (iv) la promotion de centres de services agricoles et ruraux (CSAR).

Gestion du système post – récoltes : Le programme œuvrera à la promotion de bonnes pratiques post récolte à travers les activités suivantes : i) Etude d'évaluation des pertes post-récoltes, ii) Renforcement des capacités des acteurs sur la connaissance et l'intérêt de l'adoption des bonnes pratiques identifiées pour la réduction des pertes post-récolte, iii) promotion des stratégies de stockage et conservation des productions, iv) transformation des produits et iv) stratégies adéquates de fourniture d'emballage aux OP.

La commercialisation et mise en marche : La stratégie d'amélioration de l'accès aux marchés des productions sera axée sur le renforcement de la qualité des produits, la mise en place de bourses céréalières et le développement de la contractualisation commerciale.

L'organisation et la structuration des filières : les actions d'organisation et de structuration des différentes chaînes de valeurs végétales ciblées par le programme porteront sur le renforcement organisationnel et le développement institutionnel des OP partenaires du programme, la connexion et la mise en réseau des OP avec leurs faitières et la mise en place de tables filières pertinentes au niveau de chaque région.

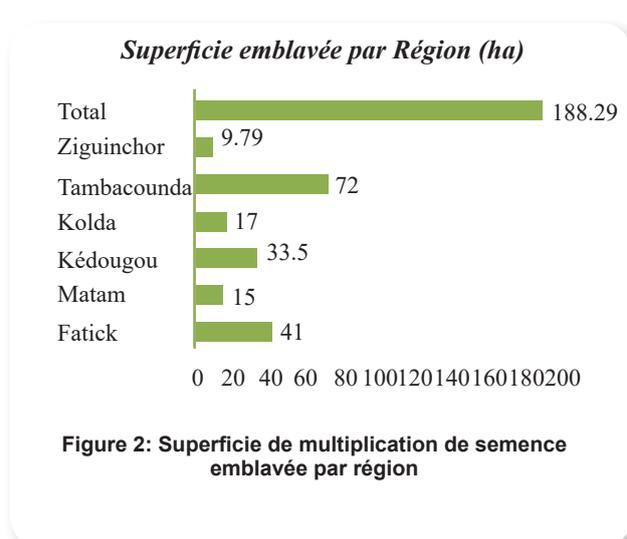
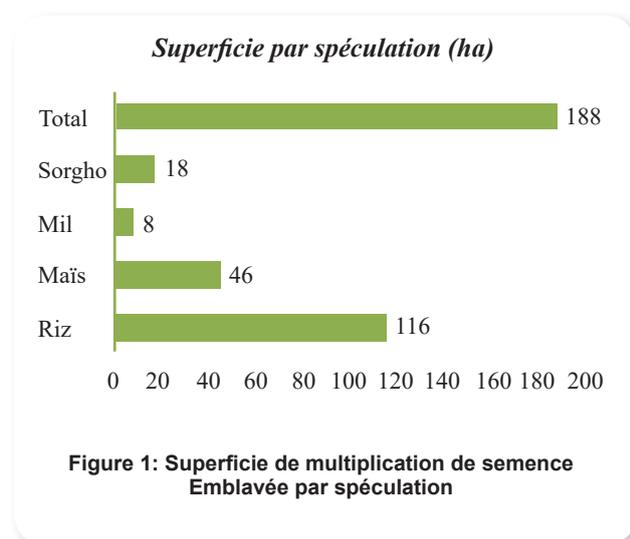
V.2.2.3. Appui aux productions agricoles

Le P2RS, en relation avec les structures d'appui conseil a mis en œuvre un programme d'appui aux productions agricoles pour la campagne agricole 2016/2017. A la suite de l'identification des sites de productions et des bénéficiaires vulnérables, le projet a appuyé (i) l'acquisition et la mise en place des semences et des intrants (ii) le suivi des cultures et l'accompagnement des producteurs. Les actions ont concerné la production de semences certifiées et un programme de production marchande avec comme spéculations visées, le riz, le maïs, le mil et le sorgho. Les cultures maraichères ont été prises en compte en contre saison froide.

i) Appui à la production de semences

Un objectif d'emblavure de 110 ha était fixé avec comme ambition de promouvoir au niveau des zones d'intervention, une chaîne de valeur semencière impliquant des producteurs professionnels. Le programme est mis en œuvre en relation avec l'ISRA qui a fourni les semences de pré base tandis que les semences de base ont été acquises par le P2RS à travers les partenaires d'appui conseil.

Au total, il a été mis à la disposition des multiplicateurs 6, 6 tonnes de semences de multiplication, 17 tonnes d'urée et 14 tonnes de NPK. Une superficie de 188 ha a été emblavée dans les 6 régions, soit un taux de réalisation de 146%. Les détails des superficies emblavées par région et par spéculation sont fournis par les figures suivantes :



La production obtenue est estimée à 383 tonnes avec des rendements moyens de 3,1 tonne à l'hectare pour le riz, 2,2 T/ha pour le sorgho, 2T/ha pour le maïs et 1 tonne à l'hectare pour le mil. Le tableau suivant donne les productions et les rendements par spéculation :

Tableau 12: Superficie, rendement et production par spéculation

Spéculation	Sup récoltée (ha)	Production (T)	Rendement (T/ha)
Riz	87,2	271,7	3,1
Maïs	39	78,4	2,0
Mil	8	8	1,0
Sorgho	11,5	24,8	2,2
Total	145,7	382,9	2,6



Photos 5&6 : Parcelles de multiplication de semences de riz à Fatick et Ziguinchor

ii) Programme de production marchande ou de consommation

L'appui à la production de céréales constitue un des piliers de la stratégie du P2RS pour renforcer la résilience des populations à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Le programme de production 2016/2017 avait un objectif de 6600 ha pour une production de 12 000 tonnes. Le projet, avec le dispositif d'appui conseil mis en place, a procédé à l'identification des sites et des bénéficiaires, à la mise en place des semences et au suivi des cultures.

Une quantité de 386 tonnes de semences a été mobilisée dont 358 tonnes de semences de riz. Les superficies emblavées avec l'appui du P2RS ont atteint 10 637 ha sur un objectif de 6 600 ha soit un taux de réalisation de 161%. L'essentiel des semences de riz a été mobilisé dans le cadre du Programme National d'Autosuffisance en Riz (PNAR) mis en œuvre par le Gouvernement. Les semences et intrants mis en place ont bénéficié à 21 600 personnes dont 68% de femmes. Le nombre de ménages touché est estimé à 2 200.

Avec 7170 ha emblavés, le riz représente 67% des emblavures suivi du mil avec 13% et du maïs 12%. Il faut noter que les emblavures de riz ont aussi concerné des anciens sites du PAPIL dans le cadre de la consolidation des acquis et de la mise en œuvre du PNAR. Le tableau suivant donne le détail des emblavures par région et par spéculation.

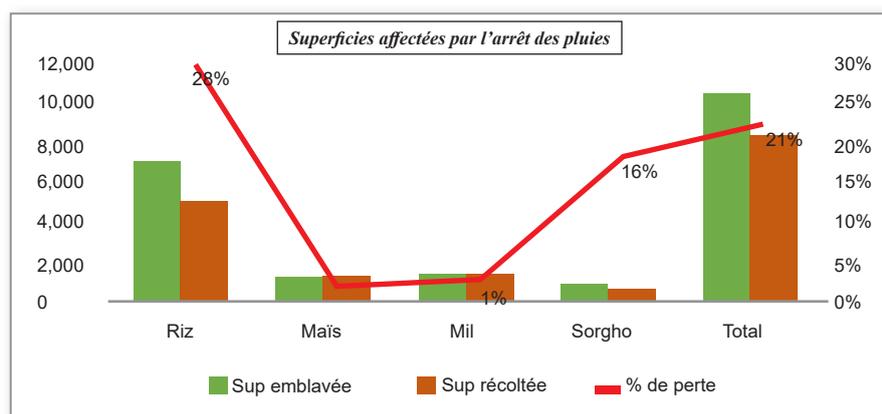
Tableau 13: Répartition des emblavures par région et par spéculiation

Région	Riz	Maïs	Mil	Sorgho	Total
Fatick	2 677	-	305	200	3 182
Matam	63	646	-	406	1 115
Kédougou	657	206	-	-	863
Kolda	2 860	100	207	99	3 266
Tambacounda	814	293	875	128	2 110
Ziguinchor	101	-	-	-	101
Total	7 172	1 245	1 387	833	10 637



Photos 7&8 : Pose carré de rendement sur parcelle de riz et de maïs à Kédougou

En raison du profil de l'hivernage caractérisé par un arrêt précoce, près de 2000 ha de culture n'ont pas connu de récolte soit environ 21% des superficies emblavées. Cette situation a affecté plus le riz avec 28% de superficie perdue et le sorgho avec 16%. Les régions de Fatick et de Kolda ont été plus touchées par cette situation.


Figure 4: Superficie affectée perdue par arrêt des pluies

La production attendue est estimée à 14 418 tonnes de céréales dont 67% de riz et 18% de maïs. En plus des superficies asséchées, les rendements ont été affectés par l'arrêt précoce de l'hivernage et varient de 2,1 t/ha pour le maïs à 0,90 tonne/ha pour le mil passant par 1,3t/ha pour le sorgho et de 2,1 t/ha pour le riz.

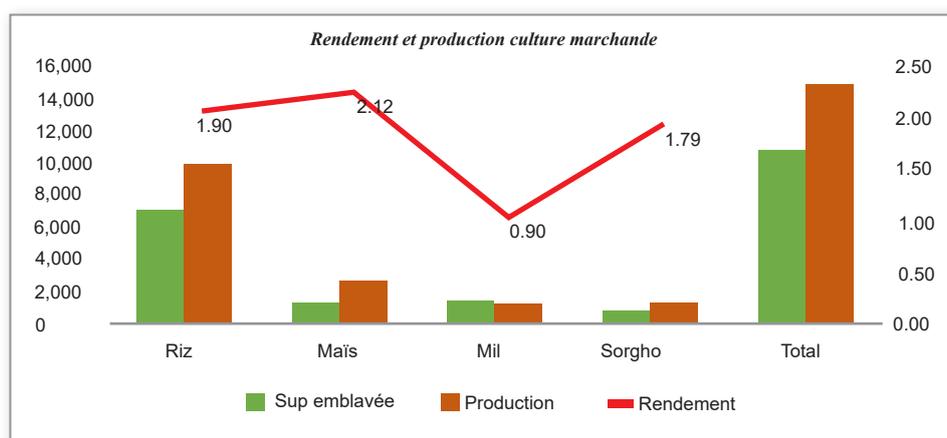


Figure 5: Production et rendement de céréales en 2016

Les variétés concernées sont essentiellement :

- *Pour le riz* : le Sahel 108, l'ITA 123, le BG 90-2, le Nerica 6 et 4 dans les toutes régions à l'exception de celle de Ziguinchor où on retrouve l'IR 15 29-6880_3, les Warr, le DJ 11 -509 et DJ 684 -D etc.
- *Pour le maïs* : le Early Thaï en majorité et du Suwane à Kolda.
- *Pour le mi* : le Suna 3 essentiellement.

L'année 2016 a été une année d'expérimentation pour les productions agricoles. Les objectifs fixés au programme ont été largement atteints et lui permettent d'être dans l'optique d'atteinte de l'objectif spécifique du programme. Néanmoins, la réflexion critique entamée par l'équipe projet a permis de relever des défis majeurs permettant de réorienter les actions vers plus d'effets pour les groupes vulnérables. C'est pourquoi il est envisagé l'élaboration d'une note technique précisant la stratégie de mise en œuvre du programme agricole. Cette stratégie sera basée sur : i) le renforcement du partenariat formalisé avec les OP partenaires dans la production de semences et la production marchande, ii) la mise en place de relais technique ou conseillers en exploitation familiale issus des OP, l'élaboration de schémas de gestion des subventions accordées aux OP et l'adoption de l'agriculture de conservation (conservation farming) comme pratique agricole résiliente à diffuser dans le cadre du programme.

V.2.3. Développement des productions animales

Les activités de cette sous composante concerne la réalisation d'infrastructure de soutien aux chaînes de valeur animales (équipements pour les éleveurs, équipements des mini laiteries, construction de mielleries), l'installation de bergeries et de poulaillers en soutien à la production de bétail sur pied et d'autres actions de renforcement des chaînes de valeurs animales. Au cours de l'année 2016, les actions mises en œuvre ont porté sur, l'élaboration de la convention et de protocoles de partenariat avec les services de l'élevage, l'identification des sites, l'élaboration de la stratégie de développement des chaînes de valeur végétale et la conduite des procédures d'acquisition et de mise en place des bergeries et des volailles.

i) Elaboration des conventions et protocoles

Le P2RS a établi une convention avec la Direction de l'Élevage (DIREL) et des protocoles régionaux avec les Services régionaux de l'élevage (SREL) pour appuyer la mise en œuvre des activités de la sous composante. La convention globale établie porte sur un montant de 425 000 000 FCFA et sur les activités suivantes :

L'ISRA est chargé de fournir les doses de vaccins.

- Définition des stratégies d'intervention dans le secteur ;
- Appui à la réalisation des infrastructures prévues
- La conduite des activités : Bergeries, AVA, cultures fourragères, amélioration génétique
- L'assistance technique pour la réalisation des travaux d'infrastructures pastorales ;
- L'encadrement et le renforcement des capacités techniques des producteurs et transformateurs dans les différentes filières ;
- L'appui à la structuration et la concertation au sein des filières animales

ii) Identification des sites

L'identification des sites des infrastructures de soutien aux chaînes de valeur animales s'est faite en relation avec les services techniques régionaux, les collectivités locales et les bénéficiaires. La validation des sites ciblés a été faite au niveau des cadres régionaux de concertation présidés par les gouverneurs de région. Les choix ont été effectués sur la base de critères bien définis. Le résultat du ciblage sont présentés ci après :

Tableau 14: Sites d'implantation des mini laiteries

<i>Région</i>	<i>Proposition de sites</i>	<i>Bénéficiaires/Partenaires</i>
Fatick	Passy ou Sokone	Éleveurs de Diossong, Djilor et Toubacouta
Matam	Renforcer la mini-laiterie de Ourosogui	Laiterie de Ourosogui et éleveurs des communes de Ogo et Nabadji
Kédougou	Mettre en place une mini laiterie à Thiabédjji	Éleveurs des communes de Bandafassi
Kolda	Mettre en place une mini laiterie à Médina Yéro Foula et renforcer le bassin laitier autour de Kolda	Éleveurs des communes de Saré Bidji et Bignarabé, Bourouco etc
Tambacounda	Mettre en place une mini-laiterie à Diawara	Éleveurs de Gabou, Moudery, Kidira, Diawara
Ziguinchor	Réaliser une mini-laiterie à Tenghory	Éleveurs de Tenghory

Les Mielleries

Cinq (05) sites de mielleries sont identifiés dans les zones désenclavées à proximité des zones de production et des marchés. Le programme prévoit d'organiser et d'appuyer les producteurs de miel dans l'utilisation de technologies modernes et performantes de production et de récolte du miel, mais également dans l'amélioration de la qualité du miel transformé. Les producteurs sont organisés sous forme de coopératives composées d'OP mixtes de base au niveau de chaque village de producteurs.

Les sites proposés sont les suivants :

Tableau 15: Sites d'implantation des mielleries

Région	Proposition de sites/Bénéficiaires
Fatick	Deux propositions : <ul style="list-style-type: none"> Villages de la commune de Fimela (zone de Mar et de Samba Dia) Villages des communes de Djilor et Diossong: (Boly Serer, Diossong etc)
Kédougou	<ul style="list-style-type: none"> Villages des communes de Dimboli et de Médina Baffé Le site de Dimboli est proposé pour abriter la miellerie
Kolda	<ul style="list-style-type: none"> Un bassin identifié : Médina Yéro Foula pour la mielleries et valoriser les bassins de Fafacourou, Badiong.
Ziguinchor	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la miellerie de MLOMP et valoriser les bassins de MLOMP, Diégoune, Oukout, Kafountine etc...

Le projet a élaboré une note de ciblage des populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dont la mise en œuvre est entamée en fin 2016. Toute la stratégie de renforcement de la résilience du programme est issue de ce ciblage. Donc la confirmation des sites énumérés ci-dessus sera fonction des résultats de ce ciblage et sera définitif avant la fin du premier trimestre 2017.

iii) Elaboration de la stratégie de développement des chaînes de valeur animales

L'équipe du projet a travaillé et partagé la stratégie de développement des chaînes de valeurs animales. A l'image des chaînes de valeur végétales, la stratégie pour les chaînes de valeur animales sera basée sur (i) l'amélioration de la productivité et des productions (ii) la transformation des produits d'élevage (iii) la commercialisation et l'accès aux marchés et (iv) la structuration des filières animales.

L'amélioration de la productivité et des productions

La stratégie d'amélioration de la productivité et des productions est basée sur (i) l'installation de bergeries familiales (ii) l'introduction de volailles de race améliorée (iii) l'amélioration génétique des races animales (iv) le renforcement de l'alimentation animale (v) l'amélioration de la santé animale et (vi) la promotion des centres de services dédiés à l'élevage.

La transformation des produits d'élevage

Le programme renforcera et/ou mettra en place 6 mini-laiteries dans les régions d'intervention et mettra à disposition, des équipements solaires de transformation et de conservation des produits. Le programme travaillera à élargir le rayon de collecte des mini-laiteries par l'implantation de tank à lait dans des sites adaptés le long des axes routiers. Un programme de renforcement de la production de lait sera développé dans le bassin laitier avec un dispositif de collecte et de fourniture de lait. Ce programme travaillera également sur l'amélioration de l'alimentation et de la santé animale, la mise à disposition de centres de services d'amélioration génétique des races locales (bovin reproducteur laitier), la construction et l'équipement de centres de groupage et de collecte du lait, la mise en place, le renforcement et l'équipement de collecteurs individuels, etc.

Une stratégie similaire sera mise en œuvre pour l'implantation des mielleries. Elles seront mises en place autour des bassins à miel, des formations forestières (forêts classées, domaine protégé) ayant un important potentiel de production de miel. Les producteurs seront organisés, renforcés et équipés

pour l'amélioration de la productivité et de la qualité du miel. Le programme améliorera les conditions de travail des récolteurs de miel et leur productivité par la promotion des ruches modernes ayant une productivité optimale (kenyane ou mixte).

La commercialisation et l'accès aux marchés

La stratégie de commercialisation va cibler les chaînes de valeur lait, miel, volaille et mouton avec des actions diversifiées en fonction des besoins. Pour le **lait**, il s'agira de travailler sur la qualité des produits, le conditionnement et l'étiquetage, la vente dans les distributeurs locaux par des actions de promotion locales. Pour le **miel**, les actions vont porter sur la gestion de la qualité, le conditionnement et l'étiquetage et la connexion avec des transformateurs et distributeurs urbains. Pour la **volaille**, le programme travaillera sur la qualité des produits, la maîtrise des poids des sujets et la planification de la production, les équipements de transformation des produits, la connexion avec des distributeurs dans des centres urbains, l'installation de boutiques urbaines spécialisées et les APS de groupage et vente renforcés et équipés. Pour le **mouton**, les techniques d'embouche des sujets, la formation en qualité et marketing du mouton et l'organisation pour une commercialisation groupée durant les fêtes religieuses seront soutenues.

L'organisation et la structuration des filières animales

Les interventions pour l'organisation et la structuration des filières vont porter sur le renforcement organisationnel et le développement institutionnel des OP partenaires du programme, la connexion et la mise en réseau des OP avec leurs faitières et la mise en place de tables filières pertinentes.

iv) Acquisition et mise en place des bergeries et des volailles.

La procédure pour l'acquisition de 840 petits ruminants qui a été lancée en 2016 est bouclée avec l'attribution du marché. Les antennes régionales ont, en relation avec les services régionaux de l'élevage et des collectivités locales, procédé à l'identification des bénéficiaires. La mise en place sera faite en partenariat avec le projet USAID YAAJEENDE dans les zones d'intervention communes aux deux projets. La répartition de sujets par région est fournie dans le tableau suivant :

Tableau 16: Répartition des brebis et chèvres par région

Animaux/race	Fatick	Matam	Kédougou	Kolda	Tamba	Ziguinchor	Total
Brebis Touabir	80	100			100		280
Brebis Djallonké			80	100		80	260
Chèvre du Sahel	20	80			80		180
Chèvre Djallonké			20	80		20	120
Total	100	180	100	180	180	100	840

L'appel d'offres pour l'acquisition de 7500 volailles a été déclaré infructueux car aucun des soumissionnaires n'a présenté des références pertinentes. La procédure sera reprise au cours du premier trimestre de l'année 2017.

Tableau 17: Répartition des volailles par région

Animaux/race	Fatick	Matam	Kédougou	Kolda	Tamba- counda	Ziguinchor	Total
Poule Locale	1 000	800	1 200	1 000	800	1 000	5 800
Poule de Bleu Hollande	60	60	60	60	60	60	360
Coqs de Bleu Hollande	230	190	270	230	190	230	1 340
Total	1 290	1 050	1 530	1 290	1 050	1 290	7 500

En vue de renforcer la résilience des bénéficiaires et de contribuer de manière significative au programme d'autosuffisance en moutons (PNAM) porté par le MEPA, les animaux seront placés en mode « passage du don » expérimenté par plusieurs acteurs et ayant porté ses fruits en termes d'effets sur les bénéficiaires et sur le système de solidarité entre membre de mêmes communautés.

V.2.4. Développement de l'aquaculture

Les activités inscrites à ce niveau portent sur la réalisation d'infrastructures aquacoles et la valorisation des infrastructures par l'appui à l'installation, l'encadrement et la formation des acteurs. Les activités menées en 2016 ont concerné l'élaboration de la convention avec l'ANA, l'identification des sites et la préparation et le lancement du marché de travaux de réalisation des infrastructures.

v) *Elaboration convention avec ANA*

La mise en œuvre des activités de développement de l'aquaculture est confiée à l'ANA avec comme mission (i) d'apporter une assistance technique à la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des infrastructures (ii) d'appuyer l'exploitation et gestion des fermes aquacoles (iii) promouvoir la transformation et la commercialisation des produits et (iv) appuyer la structuration et à la professionnalisation des acteurs du secteur de l'aquaculture. Le montant de la convention est de 180 000 000 FCA.

vi) *Identification des sites et préparation des dossiers de réalisation des travaux d'infrastructures aquacoles*

L'identification des sites des infrastructures de soutien aux chaînes de valeur aquacoles s'est faite en relation avec les services de l'ANA, les collectivités locales et les bénéficiaires. A la suite de l'identification des sites, les DAO pour la réalisation des écloseries, de la fabrique d'aliments de poisson, des fermes de pré-grossissement et de grossissement a été finalisée et préparé en relation avec l'ANA. Les DAO ont été lancés, les évaluations effectuées et les marchés attribués. Tous les lots des 6 régions ont été attribués à l'exception du lot 5 de la région de Tambacounda qui sera relancé. Les travaux vont démarrer en début 2017. La liste des sites et les infrastructures prévues sont indiquées dans le tableau ci dessous.

Tableau 18: Infrastructures aquacoles prévus et sites d'implantation

Région	Sites	Infrastructures prévues
Fatick	Missirah	Réalisation d'une Ferme de pré grossissement en étang à Missirah
	Ndiaye Ndiaye	Réalisation d'une Ferme de grossissement en étang Liner à Ndiaye Ndiaye
	Fimela	Réalisation d'une Ferme de grossissement en cages à Fimela
		Fourniture et installation d'une unité semi-industrielle de fabrique d'aliments de poisson à Fatick
Kédougou	Saroudia	Réalisation d'une ferme de pré-grossissement à Saroudia
	Mako	Réalisation d'une ferme de pré-grossissement à Mako
Kolda	Sam Pathé`	Renforcement de l'écloserie de Sam Pathé à Kolda
	Saré Tamsir	Réalisation d'une ferme de pré-grossissement en étang à Saré Tamsir
	Saré Diatta	Réalisation d'une ferme de grossissement en cages à Saré Diatta
Matam	Matam	Renforcement de l'écloserie de Matam
	Bély Diallo	Renforcement de la ferme de pré-grossissement et grossissement de Bély Diallo (OGO)
	Mbakhna 1	Fourniture et installation de fermes de grossissement en cages à Mbakhna 1,
	Dabia	Fourniture et installation de fermes de grossissement en cages à Dabia,
	Thiaski	Fourniture et installation de fermes de grossissement en cages à Thiaski,
	Agnam	Fourniture et installation de fermes de grossissement en cages à Agnam
	Nabadji	Fourniture et installation de fermes de grossissement en cages à Nabadji
Sédhiou	Djiendé	Renforcement de l'écloserie de DJENDE (Sédhiou)
	Djinabar	Réalisation d'une ferme de pré-grossissement à Djibanar
	Djiragone	Realisation d'une ferme de grossissement en étang à Djiragone
Tambacounda	Gouloumbou	Realisation d'une écloserie à Gouloumbou
	Tambacounda	Renforcement de la ferme de pré-grossissement et de la commune de Tambacounda
	Mani walo	Réalisation d'une ferme de grossissement en cages à Mani walo
	commune de Bakel	Réalisation d'une ferme de grossissement en cages dans la commune de Bakel
	Diawara	Réalisation d'une ferme de grossissement en étang Liner à Diawara
Ziguinchor	Tobor	Réalisation d'une écloserie à Tobor
	Niaguiss	Fermes de pré-grossissement à NIAGUISS
	Niabalang	Ferme de grossissement en étang à NIAMBALANG

La capitalisation des expériences du programme a permis de se rendre compte de la nécessité de mettre en œuvre certaines activités de réorientation de ce volet :

- L'encadrement des fermes par de jeunes diplômés issus des écoles de formation en pêche et aquaculture aux fins de la promotion de l'emploi des jeunes
- La mise en place de relais en aquaculture issus des bénéficiaires qui sont la pierre angulaire de la stratégie de renforcement des capacités des bénéficiaires ;
- La définition des schémas de gestion les plus appropriés pour les infrastructures mises en place. Cette activité concerne particulièrement l'usine de fabrique d'aliments de poissons pour lequel il est envisagé un mode de gestion en PPP.

V.2.5. Amélioration de l'accès au marché et au financement

Les activités mise en œuvre dans le cadre de cette sous composante en 2016 ont porté sur le lancement des études spécifiques sur les chaînes de valeur et le processus de recrutement des OPP de proximité en charge des activités d'appui au conditionnement et à la commercialisation des produits ainsi que la formation des acteurs sur les aspects marketing.

i) Mise en œuvre des études sur les chaînes de valeur

Au cours de l'année, le projet a lancé deux études dont l'une portant sur l'évaluation des pertes post-récolte au sein des chaînes de valeur et l'autre sur la faisabilité de la mise en place de centres de prestations en soutien aux chaînes de valeur.

L'objectif de l'étude sur les pertes post-récolte est de renforcer la sécurité alimentaire des ménages en limitant celles-ci à leur plus faible niveau. En effet, sur la base de diverses études faites, les pertes alimentaires dans les chaînes de valeur se chiffrent jusqu'à 30% de la production totale. La combinaison d'une bonne productivité des cultures avec une stratégie de réduction des pertes permet à elle seule de contribuer significativement à la sécurité alimentaire des ménages. Il s'agit donc pour cette étude d'identifier les maillons les plus sensibles des chaînes de valeur sur lesquelles le programme pourrait agir. Le rapport initial définissant la méthodologie a été validée dans le dernier trimestre et le rapport provisoire est attendu avant la fin du mois de janvier 2017. Les conclusions de cette étude permettront d'améliorer la stratégie du projet en matière de gestion des pertes post-récolte.

L'étude de faisabilité de centres de services quand à elle cherche à identifier et à lever les goulots d'étranglement des acteurs des chaînes de valeur en matière d'accès à des services de développement des chaînes de valeur. L'objectif de l'étude est d'identifier une série de services communautaires (OP, structures) et individuels pouvant être promus par le programme. Le programme s'intéresse particulièrement à la mise en place de services offerts par les jeunes ruraux appelés « Agents prestataires de services » ainsi que des business développement services (BDS) au profit des MPME promues par le programme. L'étude est actuellement en phase de rapport provisoire et sera bouclée avant la fin du premier trimestre 2017.

ii) Recrutement des opérateurs de proximité (OPP)

Au niveau de cette sous composante, les OPP auront en charge l'animation des concertations au sein des filières, l'organisation des bourses céréalières, l'appui au conditionnement et la commercialisation des produits agricoles ainsi que le renforcement des capacités des acteurs sur les aspects marketing et commercialisation.

Le recrutement des opérateurs a été lancé par AMI et les contrats sont en préparation. Les prestations devront démarrer au cours du premier trimestre de 2017.

V.2.6. Renforcement de la nutrition

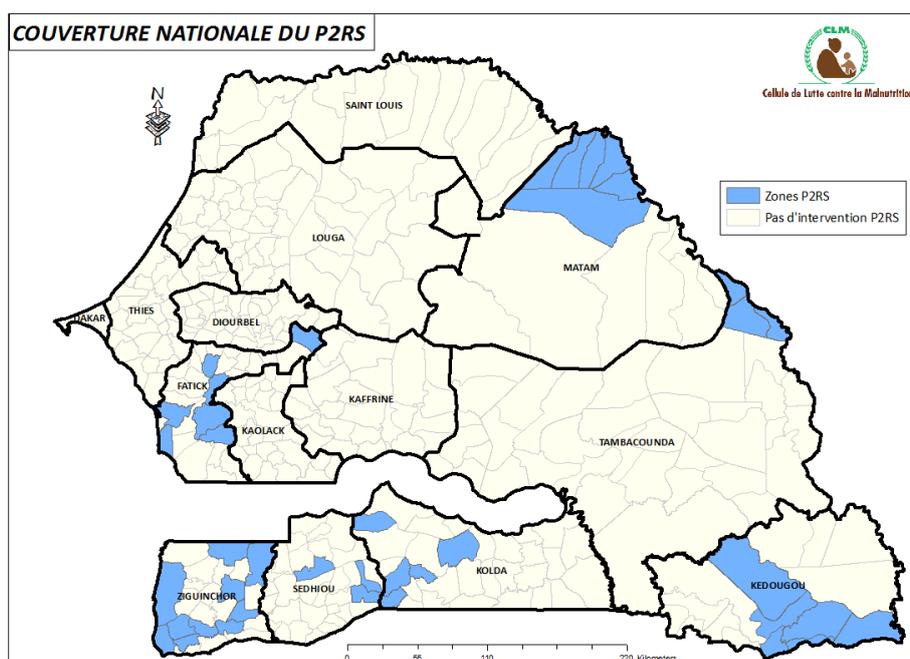
Le renforcement de la nutrition constitue un axe majeur de l'intervention du P2RS. Les activités retenues portent sur le dépistage de la malnutrition, le soutien à la nutrition maternelle et infantile, la mise en place d'initiatives communautaires pour les ménages les plus vulnérables et l'élaboration et la publication d'un guide de recette à base de produits locaux.

Pour la mise en œuvre opérationnelle des activités de nutrition, le projet a établi une convention avec la CLM pour un montant de 425 millions. Celle-ci a planifié et mis en œuvre des actions d'ancrage au niveau de sites prioritaires identifiés, en relation avec l'équipe du P2RS. Les activités menées ont été axées sur :

- La formation de membres d'associations de femmes à l'éducation nutritionnelle, Marketing BCC et sociale ;
- Le dépistage et la prévention de la malnutrition aiguë et modérée ;
- Le soutien à la Nutrition maternelle ;

- La préparation de la mise en place d'initiatives communautaires pour les ménages les plus vulnérables ;
- La sélection des AEC devant assurer la mise en œuvre des interventions de nutrition communautaire dans la région de Ziguinchor.

La CLM couvre avec son dispositif, 32 communes. Le dispositif est en cours de mise en place dans les 10 communes d'intervention du P2RS situées dans la région de Ziguinchor avec la sélection d'Agences d'Exécution Communautaires (AEC) maitresses d'ouvrages des projets de nutrition communautaire.



Carte 2 : zones d'intervention du P2RS

Les résultats issus de ces différentes activités se présentent comme suit :

Tableau 19: Résultats des activités de renforcement de la nutrition 2016

Activités	Résultats obtenus
Formation de membres d'associations de femmes à l'éducation nutritionnelle, Marketing BCC et sociale (nombre de causeries réalisées et de participants aux causeries)	5 247 causeries organisées pour 96 574 participants
Dépistage et prévention de la malnutrition aigüe et modérée	<p>95 119 enfants 6-59 mois dépistés sur une cible de 113 764 soit un taux de couverture de 83,6%.</p> <p>2 114 enfants dépistés souffrant de malnutrition aigüe modérée (MAM) et 152 enfants dépistés souffrant de malnutrition aigüe sévère (MAS). Soit un taux de prévalence de 2,22% de la MAM et de 0,13% pour la MAS</p> <p>1 905 enfants pris en charge dans le cadre de la Prise En Charge des cas de Malnutrition Aigüe Modérée (PECMAM) selon les normes et protocoles. Soit 90,11% des enfants dépistés MAM</p> <p>1 708 enfants récupérés après la prise en charge, soit 89,6% du total des enfants MAM</p> <p>84,2% des MAS soit 128 enfants ont été référés vers le système sanitaire pour une prise en charge</p>

Soutien à la Nutrition maternelle	210 Sites de nutrition communautaire fonctionnels dans les communes ciblées. En moyenne, 24 000 enfants pesés mensuellement durant la période
	2 Agences d'Exécution Communautaire (Africare et 3D) sélectionnées par le Comité Régional de Sélection de la région de Ziguinchor
Mise en place d'initiatives communautaires pour les ménages les plus vulnérables	190 sur les 250 ménages ciblés dans le plan d'action sont déjà identifiés et le choix de leurs initiatives effectif
Réunion consultative sur les mécanismes de coordination	Réunions tenues avec toutes les parties prenantes du P2RS, financées à partir du budget de la CLM/P2RS
Appui à la gestion et coordination de collectes et analyse des données de Nutrition	Réunion et activités de suivi impliquant les différentes parties prenantes au niveau régional et local

V.2.7. Protection et gestion des ressources naturelles

Les activités de protection et de gestion des ressources naturelles concernent divers types d'interventions et sont mises en œuvre en relation avec les services des eaux et Forêts. Les activités mises en œuvre en 2016 ont porté sur l'élaboration de la convention avec la Direction des Eaux, Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols (DEFCCS) et la mise en œuvre d'activités opérationnelles sur les différents volets concernés à savoir la mise en place de pépinières villageoises, le reboisement et la mise en défens d'aires protégées, des activités de CES/DRS et la diffusion de foyers améliorés.

V.2.7.1. Mises-en place de pépinières polyvalentes :

Les activités réalisées ont porté sur :

- La réhabilitation de la pépinière en régie de Fimela dans la région de Fatick avec l'implantation d'une clôture pour 01 ha avec du grillage autour de la zone de production de plants afin de protéger les plants contre la divagation des animaux ;
- Le renforcement de la pépinière villageoise de Danthiady dans la région de Matam avec la mise à disposition d'environ 24 600 plants de diverses espèces ;
- La réhabilitation des pépinières communautaires de Gabou et de Moudéry dans la région de Tambacounda en relation avec la mairie. Le projet a apporté divers équipements
- La mise en place de la pépinière villageoise de Saré Samba Diaba dans la région de Kolda avec le démarrage de l'installation d'une clôture. La construction d'un puits est également envisagée.



Photo 9 : Réception pépinière de Fimela (Région Fatick)



Photo10 : Pépinière à Tambacounda

V.2.7.2. Mise en défens d'aires protégées

Les activités de mise en défens entrent dans la stratégie de développement des chaînes de valeur des PFNL. Elles sont réalisées dans des formations forestières ayant un important potentiel de production et de génération de revenus pour les populations riveraines en complément aux autres activités agricoles agro-pastorales.

Le processus de mise en défens d'aires protégées a démarré au niveau des différentes régions. A Fatick et à Tambacounda, le processus est plus avancé. Pour Fatick des actions sont en cours autour de la forêt classée de Samba Dia d'une superficie de 60 ha et érigée en réserve de biosphère depuis 1982. A Tambacounda, les actions sont menées autour de la réserve de Gabou et la RNC du Boudou pour une superficie totale de 131 ha. A Kédougou, les sites Sedembou dans la Commune de Dar Salam et Baytilaye dans le saraya, ont été choisis. Le processus de sensibilisation, d'identification des acteurs, de pancartage, de cartographie a été déroulé et terminé.

Les activités suivantes sont entamées en 2016 :

- Information et sensibilisation des bénéficiaires sur l'importance de la mise en défens et son processus ;
- Redynamisation des comités de gestion des ressources naturelles des formations forestières concernées en partenariat avec les autorités administratives et locales
- Campagnes de délimitation des zones de mise en défens

Ces actions seront complétées en 2017 par les plans d'aménagement et de gestion et l'élaboration de conventions locales de gestion des formations concernées. D'autres aires protégées ciblées en fin 2016 seront également concernées par ces processus de mise en défens en collaboration avec les services des eaux et forêts.

V.2.7.3. Activités de reboisement

Les activités de reboisement réalisées ont porté sur le reboisement communautaire autour des bois villageois et l'enrichissement des forêts, les plantations de reboisement individuelles ou communautaires au niveau des vergers, des plantations linéaires et la régénération naturelle assistée. Elles ont été menées au niveau de toutes les régions. Au total 492 ha ont été touchés par les différents types de reboisement. Avec 295 ha, l'essentiel des actions de reboisement ont été menées au niveau de la région de Tambacounda. Le tableau suivant détaille les résultats obtenus par région :

Tableau 20: Résultats activités de reboisement 2016 par région

Activités	Unités	Fatick	Matam	Kédougou	Kolda	Tamba	Ziguinchor	Total
Nombre d'hectare réalisés dans le cadre du reboisement communautaire et bois villageois (arboriculture)	ha	35	20	24		45	30	130
Nombre d'hectare réalisés dans le cadre de la plantation de reboisement (enrichissement de forêts)	ha	10,5	20		10		18	58,5
Nombre d'hectares régénérés par RNA	ha	23,1	125	0	0	125	50	323,1
Nombre de km de reboisement linéaire			2			1	3,1	6,1



A Fatick, les activités de reboisement communautaire concerné les sites de Djossong, Niassène, Djilor, Niodior, Mbéllacadio, Colobane, Niakhar et Fimela. Pour la plantation de reboisement, un enrichissement de 8 ha a été réalisé dans la forêt classée de Mahécor et une superficie de 2.5 ha a été reboisée dans la forêt classée de Malka. La RNA est exécutée dans la zone de Niakhar et d'Ouyal Sandé.

A Matam, les actions ont porté sur l'enrichissement de la forêt régionale au niveau de Sinthiou Garba et de Wassacodé. Les espèces concernées sont entre autres *Acacia mellifera*, *Eucalyptus*, *Ziziphus mauritiana*, *Prosopis juliflora* et *Acacia Sénégal*. **Au niveau de Tambacounda**, les appuis du P2RS ont permis la production de 18.000 plants. Une caravane de reboisement a été organisée au niveau des réserves de Ganda et des périmètres maraichers et de concessions de ménages vulnérables de 6 communes de Bakel. Dans la commune de Payar, 3 ha ont été reboisés et 5 ha au niveau de Bamba Thialéne. Le secteur de Koumpentoum a appuyé en *Acacia mellifera*, deux périmètres maraichers de femmes à Méréto. Dans le Goudiry, le reboisement a concerné surtout la réserve RNC de Boundou. **A Kolda**, les reboisements ont concerné une superficie de 10 ha dans les communes de Saré Bidji, Dioulacolon, Ndorna et Fafacourou avec essentiellement des anacardiens. Les plantations de reboisement ont porté sur 6 ha avec l'enrichissement par des anacardes dans la zone de Bourouco et Ndorna. **A Kédougou**, le reboisement communautaire a concerné les espèces fruitières et comestibles suivantes : l'anacardier, le manguier, le jujubier, le baobab, le maad, le néré, le moringa, le papayer, le citronnier, l'oranger, le karité. Des espèces forestières comme le Khaya, le Vène, le Bombax costatum, le Leucaena, le flamboyant, l'*Acacia mellifera*, ont aussi été plantées. Les sites concernés sont Samécouta, Dar Salam, Loumbel, Noubou, Thiabécaré pour une superficie totale de 24 ha. **A Ziguinchor**, les activités se sont déroulées dans les départements de Oussouye et de Ziguinchor. Elles ont porté sur la production de 67 960 plants dont 48 127 en régie et 19 833 plants par des individuels. Les réunions d'information et de sensibilisation ont touché plus de 683 personnes dont 363 hommes et 320 femmes. Une superficie totale de 21 ha a été reboisée dont 16 ha à Oussouye et 6 ha à Ziguinchor. Des plantations linéaires ont également été réalisées sur 3,1 km le long des axes routiers.

V.2.7.4. Les activités de CES/DRS

Les activités de CES/DRS mises en œuvre en 2016 portent sur la réalisation de pare feux, de cordons pierreux et la mise en place de diguette en cadre. La confection de pare feux a porté sur 120 km au niveau des régions de Fatick, Kédougou et Tambacounda. Douze (12) km de cordons pierreux et 37 unités de diguettes en cadre ont été réalisés de Fatick, Tambacounda et Kolda.

Tableau 21: Résultats activités de CES/DRS 2016 par région

Activités	Unités	Fatick	Kédougou	Kolda	Tamba	Réalisé
Nombre de km de pare-feu confectionnés	km	10	40	40	30	120
Nombre de km de cordons pierreux confectionnés	km	5	0	0	6,5	11,5
Nombre d'unités de diguettes en cadre construites	nb	5	10	10	12	37



Photos 11&12 : Diguettes en cadre dans les régions de Tambacounda et Kolda

V.2.7.5. Diffusion de foyers améliorés

La promotion des foyers améliorés vise à diminuer la pression sur les ressources forestières et à alléger le travail des femmes. Au cours de l'année, une note sur la stratégie de diffusion des foyers a été préparée et partagée et une opération test d'introduction de foyers lancée dans les différentes régions. Ainsi au total 300 foyers ont été introduits au niveau des régions de Fatick, Kolda et Matam.

V.2.8. Gestion environnementale et sociale

Les activités mises en œuvre tournent autour de la préparation des conventions de partenariat et le processus d'élaboration du PGES.

i) Elaboration des conventions de partenariat

Le projet a établi deux conventions de partenariat avec le CSE et la DEEC pour la prise en charge des activités liées à la GES. Les missions et activités confiées à ces deux structures sont fournis par le tableau suivant :

Tableau 22: Rôles et responsabilités des partenaires impliqués dans la GES

<i>Structure</i>	<i>Mission</i>	<i>Activités</i>
CSE	Appui à la gestion environnementale et sociale et l'évaluation de l'impact cumulatif du projet.	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration du PGES et de la situation de référence • installation de stations agro météorologiques et RC • Elaboration du guide de gestion environnementale • Suivi et surveillance environnementale des activités • Evaluation de l'impact cumulatif du projet sur l'ENV • Conception d'une application SIG pour l'UGP • Réalisation de POAS
DEEC	Appui à l'application des mesures de sauvegarde environnementales et sociales.	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi de la mise en œuvre du PGES ; • Surveillance environnementale des chantiers • Renforcement des capacités des services techniques • Information et sensibilisation sur l'environnement

La signature de la convention avec la DEEC reste assujettie à la validation du PGES.

ii) Elaboration du PGES

L'élaboration du PGES du projet par le CSE a démarré à la suite de la validation des TDR par la Direction de l'Environnement et des Etablissement Classées (DEEC). Les consultations publiques au niveau des 40 communes ont été organisées. La version finale du document est soumise, pour validation, au comité technique et la réunion est prévue le 26 janvier 2017. En plus de l'évaluation environnementale stratégique, le projet a procédé à l'élaboration de la situation de référence environnementale de la zone du projet dans un document séparé du PGES. Ce document sera finalisé par la collecte de l'état initial des indicateurs de suivi retenu dans le cadre du plan de suivi et de surveillance environnementale validé par le comité technique interministériel. Le document de situation de référence environnemental est primordial notamment pour mener à bien l'étude de l'impact cumulatif des effets du programme prévu en 2019.

Sur la base du PGES validé, le CSE accompagnera le programme pour l'élaboration d'un guide de gestion environnemental qui est l'outil principal d'opérationnalisation des mesures du PGES.

V.2.9. Prise en compte de la dimension genre

A la suite des orientations reçues au cours de la formation sur le Genre organisée par la Composante sous régionale du P2RS basée à Ouagadougou, le projet a démarré l'élaboration de sa stratégie genre. Les outils de suivi évaluation mis en place prennent en compte cette dimension genre avec la désagrégation des indicateurs suivant le genre tels que prévus par le cadre de résultats du projet. Des orientations ont été données pour favoriser l'accès des femmes aux ressources du projet. Il ressort des premières analyses qu'elles représentent 53% des bénéficiaires des formations déroulées avec l'appui du projet et 67% des bénéficiaires des semences mises à disposition.

V.3 Composante C : Gestion du projet

Les activités déroulées ont porté sur (i) la finalisation de la mise en place du personnel (ii) l'opérationnalisation des locaux de la CCP et des antennes (iii) la finalisation des protocoles et plans d'actions régionaux (iv) la planification, le suivi évaluation et la communication

V.3.1. Mise en place et renforcement des capacités de l'équipe

Tous les postes d'Experts prévus dans le cadre du programme ont été pourvus. Le poste d'Expert Genre et Nutrition vacant depuis fin août 2016, a fait l'objet d'une relance. Le volet Environnement a été confié à l'Expert Développement Rural, titulaire d'un DESS dans ce domaine. Tout le personnel d'appui est également en place au niveau de la CCP et des antennes. Les contrats de performance du Coordonnateur et des autres cadres, définissant pour chacun les objectifs à atteindre, ont été établis.

Dans le cadre du renforcement des capacités du personnel, le Responsable Administratif et Financier (RAF) et le Responsable Développement Rural et Environnement (RDRE) ont participé à des sessions de formation sur l'utilisation optimale du logiciel TOM 2 PRO, l'élaboration des états financiers, le suivi budgétaire, le tableau de bord et état de synthèse pour le RAF, et sur la Gestion Environnementale des projets et programmes pour le RDRE.

V.3.2. Fonctionnement de la CCP et des antennes

LA CCP et toutes les antennes disposent à ce jour, de bureaux fonctionnels. La construction de bureaux à Matam et à Fatick au niveau des DRDR est en cours sur les ressources de l'Etat. L'extension des locaux de la CCP est également en cours pour disposer de bureaux supplémentaires plus fonctionnels.

Le matériel informatique et les véhicules ont été acquis et livrés au mois de mai 2016.



Photos 13&14 : Travaux sièges des antennes de Fatick et Matam

V.3.3. Mise en place du dispositif opérationnel de mise en œuvre

Le dispositif opérationnel de mise en œuvre est constitué de partenaires techniques (à travers des conventions et protocoles) et d'opérateurs de proximité. Au total, 14 conventions sur 16 prévues ont été finalisées et signées pour un montant total de 3 milliards F CFA. En plus, 24 protocoles et 6 plans d'actions ont été établis pour mettre en œuvre les activités en 2016 pour un montant de 725 millions FCA.

Le processus de recrutement des opérateurs de proximité pour l'accompagnement des bénéficiaires dans la structuration et le renforcement de leurs organisations et le développement des chaînes de valeur a été lancé et finalisé. Le démarrage des prestations est prévu en début 2017.

V.3.4. Ateliers régionaux de lancement

Des ateliers de lancement ont été organisés au niveau des différentes régions d'intervention du 9 au 26 février 2016. Ces rencontres ont regroupé autour des autorités administratives, les élus des collectivités locales bénéficiaires, les représentants des bénéficiaires, les partenaires techniques régionaux et les projets, programmes et ONG intervenant dans les zones concernées par les interventions du programme. A la suite des présentations sur les objectifs, résultats attendus et dispositifs de mise en œuvre du programme, les discussions ont essentiellement porté sur :

- Le nombre limité des communes d'intervention et la nécessité d'élargir les zones d'intervention ;
- Les opportunités de synergies à développer dans les différentes régions ;
- La nécessité d'établir des critères de ciblage adaptés et équitables ;
- La participation et le rôle des collectivités locales ;
- La mise en place des CRC et le besoin d'harmonisation avec les mécanismes de supervision existants.

V.3.5. Elaboration des stratégies

Des notes méthodologiques de développement des groupes de chaînes de valeur ciblées ont été élaborées et partagées avec les partenaires. Elles clarifient les objectifs visés et décrit le mode opératoire de mise en œuvre des activités retenues. Une note sur la méthodologie de ciblage des villages et ménages bénéficiaires des interventions du P2RS notamment celles visant les ménages vulnérables a été élaborée et partagée avec les parties prenantes. Elle s'appuie sur les expériences de la DGPSN, de la CLM, du SECNSA ainsi que sur celles d'autres intervenants.

V.3.6. Développement de synergies avec les autres intervenants

Le P2RS a engagé des discussions et signé des protocoles de partenariat avec :

- Le projet YAAJEENDE financé par l'USAID pour développer des synergies pour la mise en place des petits ruminants à travers la stratégie du passage au don.
- La Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale (DGPSN) pour renforcer la protection sociale des ménages vulnérables en mettant à leur disposition des actifs productifs en plus des bourses familiales,
- Le Fond d'Appui au Développement du Secteur Rural (FADSR) pour accompagner le financement des chaînes de valeur et la promotion de l'emploi des jeunes ;

V.3.7. Planification, Coordination, Suivi Evaluation et Communication

V.3.7.1. Activités d'évaluation et de planification

Les activités de planification mises en œuvre ont porté essentiellement sur la révision de la LBS du projet, la préparation du PTBA, l'évaluation et la préparation des différents programmes de travail trimestriels et la rédaction des différents rapports périodique.

i) Révision de la Liste des Biens et Services (LBS)

A la suite d'une analyse des documents techniques et budgétaires du programme, l'équipe avait relevé et partagé avec la mission de lancement, un certain nombre d'omissions, de sous-évaluation de coûts et d'incohérences. La mission avait alors recommandé de faire une proposition de révision

pour prendre en charge les manquements soulevés. Sur cette base, la proposition de révision a été préparée et transmise à la BAD par le biais du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan.

Les modifications opérées ont porté sur (i) une réévaluation de certains coûts unitaires sur la base des expériences passées (ii) une révision de certaines quantités (iii) une affectation des coûts d'activités essentielles sur les ressources FAD (iv) la prise en charge des activités pertinentes omises dans le tableau des coûts et (v) la reformulation de certaines activités pour plus de précision.

Les ressources FAD concernées par la révision sont de 22,25 millions UC réparties entre la Composante A pour 55%, la Composante B pour 29% et la Composante C pour 17%. Le taux de change du mois de février 2016 a été utilisé pour avoir les montants en F CFA.

Les ressources sont réparties en Travaux (55%), Biens (4%), Services (27%), Personnel (8%) et Fonctionnement (5%).

ii) Elaboration des Programmes de travail et rapports périodiques

Le PTBA 2016 et les programmes de travail trimestriels ont fait l'objet de rapports périodiques transmis au Gouvernement et à la BAD.

V.3.7.2. Suivi évaluation

La mise en place du dispositif de suivi évaluation a été lancée au cours de l'année 2016. Le manuel de suivi évaluation a été préparé avec l'appui d'un consultant, partagé avec les acteurs impliqués et validé au cours d'un atelier. Le manuel décrit les modalités de mesure des performances du Programme. Il donne les orientations, la collecte, l'analyse et l'interprétation des données pour les besoins de pilotage du Programme. Il comprend les différentes fiches de collecte à l'intention des différents partenaires et les canevas de reporting.

Le consultant pour l'établissement de la situation de référence a été recruté et la prestation est en cours. La méthodologie proposée a été validée à la suite des amendements apportés par les acteurs notamment la CLM et le SE/CNSA. Les enquêtes sont prévues courant janvier 2017 et le rapport final attendu en fin mars 2017.

V.3.7.1. Activités d'information et de communication

Les activités menées en 2017 ont porté sur la participation du projet à la FIARA et à la FIDAK, l'élaboration de supports de communication, la préparation d'un film institutionnel, et des reportages à la télévision et dans la presse écrite.

Le programme a participé à la 17^{ème} édition de la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA) tenue à Dakar du 29 mars au 18 avril 2016 ainsi qu'à la 25^{ème} édition de la FIDAK tenue du 24 novembre au 9 décembre 2016. Pour l'animation du stand du projet, des supports de communication (dépliants, kakémonos) ont été déployés et plusieurs visiteurs sont passés au niveau du stand du programme pour s'informer sur les activités et les zones d'intervention. Le projet a également réalisé les panneaux d'indication et signalétiques au niveau de la CCP et des régions.



1) Mise en place du site web et élaboration de la stratégie de communication

Le consultant pour la mise place du site web et la mise à niveau du logo et de la charte graphique du projet a été recruté et les prestations sont en cours. La mise à niveau du logo a été finalisée et les deux formes (Verticale et Horizontale) retenues sont présentées ci dessous.



Programme Multinational de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel - **SENEGAL**

2) Elaboration de la stratégie de communication

Le consultant en charge de l'élaboration de la stratégie et du plan de communication du projet est recruté et a démarré la prestation qui sera finalisé au premier trimestre 2017.

3) Réalisation de reportage et de film institutionnel

Au cours du dernier trimestre 2016, un film institutionnel sur le P2RS et des reportages à diffuser à la télévision (RTS1) et dans le journal « agro pasteurs » ont été préparés avec l'appui de la cellule de communication du MAER. Le film institutionnel met le focus sur la justification du programme, ses objectifs et sa mise en œuvre un an après son lancement. Le reportage rend compte des activités

menés sur le terrain, leur articulation aux initiatives du MAER et les appréciations des acteurs locaux sur les résultats obtenus après une année de mise en œuvre.



Photos 15&16 : Prise de vue à Fatick dans le cadre de la réalisation du film sur le P2RS

Par ailleurs, le P2RS a fait l'objet de plusieurs articles de presse à l'occasion d'évènements spécifiques organisés à Dakar et au niveau des régions.

V.3.7.2. Coordination des activités, réunions et rencontres

Dans le cadre de la coordination et du suivi interne des activités du programme, des réunions de coordination hebdomadaires ont été régulièrement tenues aussi bien au niveau de la CCP qu'au niveau des antennes.

La coordination nationale et les antennes régionales ont participé à plusieurs rencontres (réunions au niveau du ministère de tutelle, séminaires et ateliers) durant l'année. Il s'agit essentiellement :

- De réunions de travail pour la mise en place de mécanismes de partenariat avec YAAJEENDE, FADSR et DGPSN ;
- Des réunions avec les partenaires techniques dans le cadre du partage des outils et notes techniques et de la mise en œuvre des activités ;
- Des réunions de suivi du projet à SNFO et à la DCEF ;
- Des réunions de coordination du MAER et des Comités Régionaux de Développement pour les chefs d'antenne ;

Le Responsable du Suivi Evaluation et l'expert Développement Rural et Environnement ont effectué des missions dans les régions pour partager les outils de suivi évaluation et les stratégies d'intervention, et échanger sur la mise en œuvre des protocoles et conventions.



V.3.8. Gestion financière

V.3.8.1. Situation des décaissements

Le P2RS a reçu trois Fonds de Roulement (FDR) d'un montant total de 1 348 426 913 FCFA.

Le 1er en date du 27 octobre 2015 d'un montant de 201 392 000 FCFA a été justifié à hauteur de 100%, le 2ème d'un montant de 381 917 500 FCFA a été reçu le 31 mai 2016 et justifié à hauteur de 74 % et le troisième d'un montant de 765 126 413 FCFA a été reçu le 24 novembre 2016. Le taux de décaissement global du programme est de 10,05 % à la date du 31 décembre 2016.

V.3.8.2. Situation d'exécution du budget

Le budget de l'exercice 2016 (BAD - Gouvernement - Bénéficiaires) approuvé par le comité de pilotage et par la BAD s'élève à quatre milliards six cent quarante-trois millions neuf cent quatre-vingt-dix-sept mille (4 650 985 000) de francs CFA.

Le montant total des engagements effectués s'élève à 3 449 192 842, représentant 74% du budget annuel, et celui des dépenses exécutées s'élève à 1 620 461 619, soit un taux de 34,84% du budget annuel.

Les engagements effectués s'analysent comme suit :

- Financement BAD : 2 695 943 934 F CFA
- Contrepartie Etat du Sénégal : 445 821 960 F CFA
- Etat taxes (TVA & DD) : 297 426 948 F CFA

Pour les dépenses la répartition est la suivante :

- Financement BAD : 1 074 680 339 F CFA
- Contrepartie Etat du Sénégal : 445 821 960 F CFA
- Etat taxes (TVA & DD) : 89 959 320 F CFA

Les détails des engagements et des dépenses par source de financement et catégorie, et par source de financement et composante, sont présentés dans les matrices suivantes :

**Exécution budgétaire par source de financement et par catégorie**

Désignation	Budget	Engagement	Exécution	Taux en %	
				Engagement	Exécution
BAD	3 988 806 000	2 695 943 934	1 074 680 339	68%	26,94%
Travaux	2 079 100 000	1 383 631 669	207 525 620	67%	9,98%
Biens	245 156 000	131 010 330	115 476 264	53%	47,10%
Services	1 157 475 000	771 847 000	339 350 142	67%	29,32%
Fonctionnement	180 500 000	82 879 935	115 603 313	46%	64,05%
Personnel	326 575 000	326 575 000	296 725 000	100%	90,86%
Contrepartie Etat sur BCI	468 551 960	455 821 960	455 821 960	97%	97,28%
Travaux	55 000 000	55 000 000	55 000 000	100%	100,00%
Biens	35 000 000	34 270 000	34 270 000	98%	97,91%
Fonctionnement	378 551 960	366 551 960	366 551 960	97%	96,83%
BENEFICIAIRES	19 496 000	0	0	0%	0,00%
Travaux	19 496 000	0	0	0%	0,00%
SOUS TOTAL	4 476 853 960	3 151 765 894	1 530 502 299	70%	34,19%
Etat taxes (TVA et DD)	174 131 040	297 426 948	89 959 320	171%	51,66%
TOTAL	4 650 985 000	3 449 192 842	1 620 461 619	74%	34,84%

Exécution budgétaire par source de financement et par composante

Désignation	Budget	Engagement	Réalisation	Taux en %	
				Engagement	Exécution
BAD	3 988 806 000	2 695 943 934	1 074 680 339	68%	26,94%
Développement des infrastructures	2 079 100 000	1 383 631 669	207 525 620	67%	9,98%
Développement des chaînes de valeur	1 157 475 000	771 847 000	339 350 142	67%	29,32%
Gestion et coordination du programme	752 231 000	540 465 265	527 804 577	72%	70,17%
ETAT	468 551 960	455 821 960	455 821 960	97%	97,28%
Développement des infrastructures	0	0	0	0%	0,00%
Développement des chaînes de valeur	0	0	0	0%	0,00%
Gestion et coordination du programme	468 551 960	455 821 960	455 821 960	97%	97,28%
BENEFICIAIRES	19 496 000	0	0	0%	0,00%
Développement des infrastructures	16 562 000	0	0	0%	0,00%
Développement des chaînes de valeur	2 934 000	0	0	0%	0,00%
Gestion et coordination du programme	0	0	0	0%	0,00%
SOUS TOTAL	4 476 853 960	3 151 765 894	1 530 502 299	70%	34,19%
Etat Taxes (TVA ET DD)	174 131 040	297 426 948	89 959 320	171%	51,66%
TOTAL	4 650 985 000	3 449 192 842	1 620 461 619	74%	34,84%



V.3.8.3. Situation d'exécution des protocoles

Le P2RS a établi 14 conventions de partenariat avec des structures en charge de la mise et du suivi des activités pour un montant de 3,003 milliards de FCFA. Ces conventions ont servi de base à l'élaboration de protocoles et plans d'action pour la mise en œuvre des activités de 2016 pour un montant de 751 490 250. Le montant des dépenses réalisées s'élève à 291 454 878 FCFA soit un taux de réalisation de 39%. Cette relative faiblesse s'explique par le retard dans la finalisation des conventions et des protocoles.

Le détail de l'exécution des protocoles est fourni en annexe.

V.3.8.4. Audit des comptes

L'audit de l'exercice 1 du programme est prévu au mois de février 2017 et couvrira la période du 1^{er} septembre 2015 au 31 décembre 2017 soit 18 mois.

CONCLUSION

L'année 2016 a permis de compléter la mise en place de l'équipe du projet, de rendre fonctionnelle la Cellule de coordination du projet et les Antennes régionales, de mettre en place le dispositif de mise en œuvre, de gestion administrative et financière, de suivi évaluation et de communication.

Malgré le retard noté dans le démarrage effectif des activités, lié au processus de révision de la LBS et à la préparation des conventions et protocoles, un programme d'ancrage a été élaboré et mis en œuvre. Il a permis de démarrer les premiers travaux d'aménagements et d'infrastructures rurales, d'appuyer les productions agricoles durant la campagne 2016/2017 et de mener des actions dans le domaine de la protection et de la gestion des ressources et du renforcement de la nutrition.

Parallèlement à ces actions, plusieurs dossiers d'acquisition ont été initiés et bouclés permettant de pouvoir lancer plusieurs chantiers dès début 2017.

Ainsi, en 2017, les activités seront axées, sur (i) le suivi des travaux d'ancrage et de ceux déjà attribués (ii) les études et la préparation des dossiers techniques des travaux restants pour la composante A. Pour la composante B, les activités porteront sur le suivi de la mise en œuvre des conventions et protocoles et pour la composante C, il s'agira de suivre l'audit des comptes et d'assurer les activités de suivi et de coordination des activités.



ANNEXES

**Annexe 1 : Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision**

Recommandations	Etat de mise en œuvre
A la Banque :	
1. Continuer à appuyer le démarrage des activités du P2RS-Sénégal en apportant au cadres de l'UGP toute l'assistance requise pour permettre toutes les clarifications nécessaires, assoir le dispositif opérationnel et faciliter l'élaboration des différents dossiers.	Effectif et en cours
2. Prendre les dispositions nécessaires pour favoriser une bonne interaction entre les différentes composantes nationales du P2RS.	En cours
Au Gouvernement de :	
3. Prendre les dispositions nécessaires pour la mobilisation effective des ressources de contrepartie inscrites pour l'année 2016.	En cours : Les ressources de la contrepartie sont mobilisées correctement
Au P2RS-Sénégal de :	
4. Conduire l'instruction des dossiers d'acquisition prioritaires, dont celles se rapportant au programme d'ancrage, en veillant à respecter le calendrier du plan de passation des marchés et les dispositions prévues lors de l'évaluation du projet.	Réalisé : Les dossiers d'acquisition sont instruits conformément aux dispositions prévues. Celui relatif au programme d'ancrage a été bouclé et les travaux sont en cours.
5. Finaliser l'actualisation du manuel de procédures administratifs et financières et de terminer le reparamétrage du système comptable sous TOMPRO du PAPIL aux besoins du P2RS afin le 30 juillet août 2016.	Réalisé : Le TOMPRO a été re-paramétré avec l'appui d'un consultant. Le projet de manuel de procédure est en cours de validation au niveau de la BAD
6. Procéder à la saisie des pièces comptables au plus tard le 31 aout 2016.	Réalisé : Toutes les pièces ont été saisies
7. Soumettre à la Banque, avant le 31 juillet 2016, les différents contrats de performance impliquant les cadres de l'UGP.	Réalisé : Les contrats de performance du staff ont été signés et soumis à la BAD
8. Soumettre à la Banque, avant le 31 juillet 2016 et sous réserve que la BID valide le document, le projet de protocole à établir avec le DRIARS, afin de favoriser une mutualisation des ressources humaines et financières, en vue d'une plus grande efficacité et synergie sur le terrain.	Non réalisé : La BID n'a pas encore donné suite au projet de protocole soumis à son appréciation par l'UCP du DRIARS depuis janvier 2016
9. Elaborer une note méthodologique relative au choix des groupes cibles du projet et la coordination des domaines d'intervention et activités des divers partenaires et soumettre cette note à la Banque avant le 30 novembre 2016.	En cours : Note élaborée, validée et transmise à la BAD
10. Maintenir un contact étroit et permanent avec les différents services de la Banque, et en s'appuyant sur les différents experts de SNFO, afin d'être pleinement outillé et de finaliser rapidement l'ensemble des dossiers.	En cours : Les échanges entre l'UCP et les différents services de la Banque sont constants.



Annexe 2 : Synthèse des conventions établies dans le cadre de la mise en œuvre du P2RS

N°	Structure	Objet	Contenu de la convention	Budget	Modalités de décaissement
1	ANCAR		<ul style="list-style-type: none"> - mise en valeur des aménagements hydro-agricoles et intensification des CV Végétales - Appuyer la promotion d'un conseil agricole endogène aux OP - Diffusion des BPAR 	310 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Paiement direct compte ANCAR/P2RS - Pui virement comptes régionaux - 30% après approbation PTBA et protocoles - Renouvellement après 50% de consommation
2	BAMTAARE	l'exécution des activités de conseil agricole et rural et d'accompagnement des bénéficiaires des chaînes de valeur végétales	<ul style="list-style-type: none"> - Mises-en œuvre du programme de multiplication de semences certifiées (sécurité semencière) - Appuyer l'implantation des centres de services agricoles - Animations et formations sur diverses thématiques : GIPD, SRI, etc - Contribuer à l'animation des tables filières végétales et des bourses céréalières ; 	150 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - IDEM mais virement dans compte BAMTAARE actuel
3	DRDR	Supervision des actions de développement des chaînes de valeur végétales initiées par le projet	<ul style="list-style-type: none"> - Supervision des activités d'amélioration de la productivité et des productions végétales - Appui à la certification des semences - Appui à la gestion technique des aménagements - Accompagnement agrométéorologique des agriculteurs - Communication sur les activités du programme 	112 500 000	<ul style="list-style-type: none"> - Paiement par compte spécial - 30% après approbation protocole régional - Renouvellement après 50% de consommation
4	ISRA	Exécution des activités de recherche-développement du projet.	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition de semences pré base de céréales - Mise à disposition de vitro plants de banane - Appui à la validation de certaines études - Mise à disposition de doses de vaccins - La réalisation d'actions de recherche-développement, à la demande du projet 	85 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Par Paiement direct à l'ISRA - 30% après approbation PTBA - Renouvellement après 50% de consommation - Les paiements mis à la disposition de l'ISRA qui précisera son numéro de compte.



5	INP	Appui technique et évaluation des actions de GDT du programme	<ul style="list-style-type: none">- Réalisation d'amendements au phosphogypse pour la récupération des terres salées.- Elaboration d'un guide illustré de GDT- Suivi des activités de GDT du programme- Appui à l'INP	100 000 000	<ul style="list-style-type: none">- Fourniture d'amendements payé directement au fournisseurs- Elaboration guide payé suivant tranches par paiement direct- Suivi et encadrement par paiement direct à l'INP puis virement dans comptes antennes
6	DIREL	mise en œuvre des activités d'élevage et de productions animales du programme	<ul style="list-style-type: none">- Définir stratégies d'intervention dans le secteur ;- La conduite des activités : Bergeries, AVA, cultures fourragères, amélioration génétique- L'assistance technique pour la réalisation des travaux d'infrastructures pastorales ;- L'encadrement et le renforcement des capacités techniques des producteurs et transformateurs dans les différentes filières ;- L'appui à la structuration et la concertation au sein des filières animales.	425 500 000	<p>3 modalités en fonction des catégories : travaux, biens et services :</p> <ul style="list-style-type: none">- Acquisitions de biens par paiement direct- Fournitures et entretiens par compte spécial directement aux fournisseurs- Paiement frais de missions et d'encadrement par caisse d'avance suivant expressions de besoins
7	DEFCCS	Mise en œuvre du programme de protection et de gestion durable des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none">- Développement de la filière des PFNL ;- Elaboration et mise en œuvre de plans de reboisement et d'aménagement forestier ;- la création ou le renforcement de réserves ou d'aires de mises en défens- Lutte contre les deux de brousse- Lutte contre l'érosion (CES/DRS) : Réalisation d'actions de CES/DRS au niveau des bassins versants des aménagements hydro-agricoles;- Diffusion de foyers améliorés ;	579 500 000	<ul style="list-style-type: none">- Paiement mis à la disposition des IREF- Paiements à partir du compte spécial- 30% après approbation PTBA et protocoles- Renouvellement après 50% de consommation



8	ANA	Assistance technique à l'exécution des activités de développement de l'aquaculture	<ul style="list-style-type: none"> - Assistance technique à la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des infrastructures - Appui exploitation et gestion des fermes aquacoles - Transformation des produits - Commercialisation et mise en marché des produits - Appui à la structuration et à la professionnalisation des acteurs du secteur de l'aquaculture ; 	180 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Année 1 : premier versement de 20% du montant prévu pour l'encadrement - A partir de Année N+1 Idem que ANCAR - Véhicule payé directement au fournisseur - Paiement direct et Compte spécial ANA/P2RS - Pas de protocoles régionaux mais PA!
9	CSE	Appui à la gestion environnementale et sociale et l'évaluation de l'impact cumulatif du projet.	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration du PGES et de la situation de référence - Installation de stations agro météorologiques et RC - Elaboration du guide de gestion environnementale - Suivi et surveillance environnementale des activités - Evaluation de l'impact cumulatif du projet sur l'ENV - Conception d'une application SIG pour l'UGP - Réalisation de POAS 	200 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Paiement direct sur compte CSE - Etudes payées suivant tranches sur présentation du rapport initial - Suivi et surveillance payé comme ANCAR après approbation du PTBA du CSE
10	DEEC	Appui à l'application des mesures de sauvegarde environnementales et sociales.	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi de la mise en œuvre du PGES ; - Surveillance environnementale des chantiers - Renforcement des capacités des services techniques - Information et sensibilisation sur l'environnement 	60 000 000	<ul style="list-style-type: none"> - Paiement par compte spécial - 30% après approbation protocole régional - Renouvellement après 50% de consommation



11	CLM	Appui à la mise en œuvre des activités de Renforcement de la Nutrition des groupes vulnérables dans les zones d'intervention du P2RS	<ul style="list-style-type: none">- Dépistage et prévention de la malnutrition aigüe ;- Soutien à la Nutrition maternelle et infantile- Révision et publication du guide de recettes à base de produits locaux- Mise en place d'initiatives communautaires pour les ménages les plus vulnérables- Appui à la gestion et coordination de la collecte et l'analyse des données de Nutrition.- Formation à l'éducation nutritionnelle, Marketing BCC et sociale	425 000 000	<ul style="list-style-type: none">- Paiement direct compte dédié CLM/P2RS- 30% après approbation PTBA et protocoles- Renouvellement après 50% de consommation
12	SE/CNSA	Appui à la mise en œuvre des activités de Renforcement de la Sécurité Alimentaire des populations dans les zones d'intervention du P2RS	<ul style="list-style-type: none">- Renforcement du mécanisme de prévention et de gestion de la sécurité alimentaire et des risques naturels et climatiques- Renforcement du suivi de la sécurité alimentaire par l'identification de sites sentinelles- Réalisation de profils HEA dans les zones de moyens d'existence des régions couvertes par le P2RS- Atelier d'analyse et de présentation des résultats du HEA aux acteurs- Renforcement des systèmes d'information de sécurité alimentaire- Planification, suivi et coordination des activités	200 000 000	<ul style="list-style-type: none">- Paiement direct compte dédié SECNSA/P2RS- 30% après approbation PTBA et protocoles- Renouvellement après 50% de consommation



13	DAPSA	Appui à l'exécution et le suivi des activités de renforcement des dispositifs de planification, de suivi évaluation et de communication des activités	<ul style="list-style-type: none">• Renforcement du dispositif du SAKSS et du système de suivi évaluation du MAER;• Renforcement des services techniques dans le domaine de la planification et du suivi évaluation ;• Renforcement de la visibilité des actions de développement agro-sylvo-pastorales ;	140 000 000	<ul style="list-style-type: none">- Paiement par le projet des frais concernant le carburant, l'entretien et la réparation de véhicules, les fournitures de bureau et les frais d'honoraires des consultants à partir du compte spécial,- Les paiements des frais de missions, des indemnités des personnes impliquées, les frais d'organisation d'ateliers, de participation aux foires et de communication sous forme de caisse d'avance
14	DBRLA	Assistance technique à la mise en œuvre, au suivi, à l'évaluation et à la communication des activités de génie rural du P2RS.	<ul style="list-style-type: none">• Appui à la préparation et la validation des études, des dossiers techniques et à la sélection des prestataires• Suivi des travaux d'aménagements• Appui à la mise en place d'un dispositif permanent d'entretien et de maintenance des ouvrages• Appui au suivi évaluation et à la communication• Conduite d'études, de concertations et de réflexions sur des questions	75 000 000	<ul style="list-style-type: none">- Idem DAPSA
15	CONACILS	<ul style="list-style-type: none">• Assistance au suivi et au pilotage du projet	<ul style="list-style-type: none">• Suivi et communication sur les activités et résultats du projet	40 000 000	Idem DAPSA



Annexe 3 : Mise en œuvre du plan de passation des marchés

Réf. PPM	Objet du marché	Financement	Type de marché	Mode de passation	Date				Titulaire et montant
					Lancement	Attribution provisoire	Souscription	Approbation	
TRAVAUX									
T_P2RS_130	Travaux d'aménagements et de construction d'ouvrages hydro agricoles de Fatick, Kolda, Tambacounda et à Ziguinchor	BAD	Travaux	Appel d'offres ouvert	21 janvier 2016	21 mars à 2016	25 mai 2016	08 juillet 2016	<p><u>Lot 1</u> : KCM : 235 000 540 FCFA TTC ;</p> <p><u>Lot 2</u> : SCES : 78 739 984 FCFA TTC ;</p> <p><u>Lot 3</u> : AGRIBAT : 229 020 890 FCFA TTC ;</p> <p><u>Lot 4</u> : GTPHA : 34 230 975 FCFA TTC.</p>
T_P2RS_349	Travaux de construction du siège de l'antenne de Fatick	BAD	Travaux	Demande de renseignement de prix	27 mai 2016	17 juin 2016	28 juin 2016	28 juin 2016	ECCOTRA : 24 029 759 FCFA TTC
T_P2RS_340	Travaux de construction du siège de l'antenne de Matam	BAD	Travaux	Demande de renseignement de prix	21 avril 2016	18 mai 2016	28 juin 2016	28 juin 2016	SAHEL CONSTRUCTION 22 258 957 FCFA TTC
T_P2RS_347	Réalisation des travaux d'ancrage à Matam (réhabilitation de mares, de PIV, de périmètres horticoles) et de digues anti sel et autres ouvrages à Ziguinchor et Fatick	BAD	Travaux	Appel d'offres ouvert	28 juillet 2016	15 septembre 2016	27 octobre 2016	15 décembre 2016	<p><u>Lot 1</u> : GROUPEMENT GIE TAIF ROSS BETHIO & IBRAHIMA SARR : 124 497 316 FCFA TTC</p> <p><u>Lot 2</u> : SCES : 42 741 960 FCFA TTC</p> <p><u>Lot 3</u> : SCTP : 133 820 083 FCFA TTC</p> <p><u>Lot 4</u> : SCTP : 162 306 080 FCFA TTC</p> <p><u>Lot 5</u> : GROUPEMENT SGT LE TAIF & TOUBA KHELCOM : 446 117 644 FCFA TTC</p>
T_P2RS_131	Construction de marchés à bétail dans les régions de Fatick, Matam, Tambacounda et Ziguinchor	BAD	Travaux	Appel d'offres ouvert	26 août 2016	11 novembre 2016	05 janvier 2017	-	<p><u>Lot 1</u> : Entreprise Cheikh M. FADAL : 81 340 798 FCFA TTC</p> <p><u>Lot 2</u> : ECCOTRA : 92 512 188 FCFA TTC</p> <p><u>Lot 3</u> : Entreprise</p>



									Abdoulaye SARR : 92 158 150 FCFA TTC <u>Lot 4</u> : SMTP : 90 691 921 FCFA TTC
T_P2RS_33 2	Travaux d'aménagement et de construction d'infrastructures aquacoles dans les régions de Fatick, Kédougou, Kolda, Matam, Sédhiou, Tambacounda et Ziguinchor	BAD	Travaux	Appel d'offres ouvert	26 aout 2016	10 novembre 2016	05 janvier 2017	-	<u>Lot 1</u> : SIGMA : 97 664 700 FCFA TTC <u>Lot 2</u> : LA SAGESSE : 57 063 906 FCFA TTC <u>Lot 3</u> : ECCOTRA : 62 862 083 FCFA TTC <u>Lot 4</u> : SIGMA 98 874 786 FCFA TTC <u>Lot 5</u> : ECCOTRA 124 850 738 FCFA TTC <u>Lot 6</u> : infructueux <u>Lot 7</u> : MBALLO & FILS 75 670 807 FCFA TTC
FOURNITURES									
F_P2RS_12 6	Acquisition de véhicules pour l'UCP	BAD	Fourniture	Appel d'offres ouvert	15 janvier 2016	24 février 2016	05 avril 2016	25 avril 2016	CFAO MOTORS SENEGAL : 126 949 000 FCFA TTC
F_P2RS_10 2	Acquisition de matériels informatique	BAD	Fourniture	Appel d'offres ouvert	15 janvier 2016	25 février 2016	05 avril 2016	25 avril 2016	OUMOU LEADER DISTRIBUTION EQUIPEMENT : pour un montant 27 643 190 TTC
F_P2RS_34 1	Acquisition de Tee- shirt, casquette et Lacoste	ETAT	Fourniture	Demande de renseigne- ment de prix	10 mars 2016	25 mars 2016	30 mars 2016	30 mars 2016	MPS : 4 100 500 FCFA TTC
F_P2RS_12 7	Acquisition de fournitures de bureau et de consommables informatiques	ETAT	Fourniture	Demande de renseigne- ment de prix à compétition ouverte	21 mai 2016	14 juin 2016	17 aout 2016	17 aout 2016	ETIC : 29 764 084 FCFA TTC
F_P2RS_34 3	Acquisition et installation de bergerie familiale	BAD	Fourniture	Demande de renseigne- ment de prix à compétition ouverte	13 aout 2016	09 septembr e 2016			<u>Lot 1</u> : GIE PAZS : 7 862 904 FCFA TTC <u>Lot 2</u> : GIE YAAKAAR



									PULAAGU : 12 169 576 FCFA TTC Lot 3: GIE PAZS : 6 013 535 FCFA TTC Lot 4: GIE PAZS 10 175 716 FCFA TTC Lot 5: GIE YAKAAR PULAAGU : 14 341 720 FCFA TTC Lot 6: GIE PAZS : 6 013 535 FCFA TTC
F_P2RS_34 2	Acquisition de volaille de races améliorées	BAD	Fourniture	Demande de renseignement de prix à compétition ouverte	13 août 2016	N/A	N/A	N/A	N/A
F_P2RS_35 5	Acquisition de supports de communication	ETAT	Fourniture	Demande de renseignement de prix	20 septembre 2016	03 octobre 2016	10 octobre 2016	10 octobre 2016	OPTIMUM ENERGY : 9 989 880 FCFA TTC
F_P2RS_36 5	Acquisition de matériels solaires pour le compte de l'UCP et des antennes	ETAT	Fourniture	Demande de renseignement de prix	28 juillet 2016	12 août 2016	20 septembre 2016	20 septembre 2016	INTEC ENERGIE : 5 770 000 FCFA TTC
F_P2RS_35 4	Acquisition de matériels informatique	ETAT	Fourniture	Demande de renseignement de prix	24 octobre 2016	04 novembre 2016	09 novembre 2016	09 novembre 2016	ETS AMIDIS.CO : 14 491 580 FCFA TTC
T_P2RS_12 9	Extension du siège du P2RS	ETAT	TRAVAUX	Demande de renseignement de prix	20 septembre 2016	04 octobre 2016	09 octobre 2016	09 octobre 2016	ETIC, pour 8 703 376 FCFA TTC
SERVICES COURANTS									
S_P2RS_38 1	Sélection de prestataire pour l'Organisation de réunion trimestrielle	ETAT	Service courant	Demande de renseignement de prix	13 septembre 2016	22 septembre 2016	04 octobre 2016	04 octobre 2016	Groupe ENERGIE SYSTEMES 14 995 440 F CFA TTC
S_P2RS_12 8	Sélection de prestataires pour la couverture maladie complémentaire à l'IPM du personnel du P2RS	ETAT	Service courant	Demande de renseignement de prix	23 septembre 2016	07 octobre 2016	31 octobre 2016	31 octobre 2016	SAAR assurances : 11 752 300 FCFA TTC
PRESTATIONS INTELLECTUELLES (sélection de cabinets)									
C_P2RS_12 0	Sélection de cabinet pour l'audit externe annuel	BAD	Prestations intellectuelles	Avis à manifestations d'intérêt	15 mars 2016	22 novembre 2016	05 janvier 2016	En cours	GLOBAL MANAGEMENT SERVICES Audit & Expertise 27



									789 000 FCFA TTC
C_P2RS_121	Sélection de cabinets pour les études techniques et contrôles (APD, élaboration DAO)	BAD	Prestations intellectuelles	Avis à manifestations d'intérêt	29 février 2016	En cours	-	-	-
C_P2RS_125	Sélection d'opérateurs de proximité pour l'accompagnement des bénéficiaires des activités du projet	BAD	Prestations intellectuelles	Avis à manifestations d'intérêt	16 mars 2016	En cours	-	-	-
C_P2RS_123	Sélection de consultant pour l'étude de faisabilité de la mise en place de centres de services	BAD	Prestations intellectuelles	Avis à manifestations d'intérêt	8 juillet 2016	11 octobre 2016	24 octobre 2016	24 octobre 2016	IDEC-IC : 25 615 440 FCFA TTC
PRESTATIONS INTELLECTUELLES (Consultants individuels)									
C_P2RS_108	Sélection de consultant individuel pour l'adaptation du logiciel TOM PRO existant au projet P2RS	BAD	Prestations intellectuelles	Sélection de Consultants individuels	01 avril 2016	06 avril 2016	08 avril 2016	08 avril 2016	Monsieur Abdoul Aziz DIALLO : 7 080 000 CFA TTC
C_P2RS_122	Sélection de consultant pour l'étude d'évaluation des pertes post-récolte	BAD	Prestations intellectuelles	Sélection de Consultants individuels	09 mars 2016	14 juillet 2016	25 juillet 2016	25 juillet 2016	M. Fallou SARR : 17 700 000 FCFA TTC
C_P2RS_099	Sélection de consultant individuel pour l'élaboration du manuel de procédure	BAD	Prestations intellectuelles	Sélection de Consultants individuels	07 avril 2016	21 avril 2016	18 mai 2016	18 mai 2016	M. Babacar Dieng GUEYE : 11 800 000 FCFA TTC
C_P2RS_104	Sélection de consultant individuel pour la mise en place du dispositif de suivi-évaluation	BAD	Prestations intellectuelles	Sélection de Consultants individuels	17 mars 2016	25 mars 2016	18 mai 2016	18 mai 2016	M. Amadou CISSE : 5 900 000 FCFA TTC
C_P2RS_112	Sélection de consultant individuel pour la mise en place de site Web	BAD	Prestations intellectuelles	Sélection de Consultants individuels	17 mai 2016	30 mai 2016	7 juin 2016	7 juin 2016	M. Assane Diouf : 3 811 400 FACFA TTC
C_P2RS_360	Sélection de consultant individuel pour l'évaluation de la situation de référence des zones d'intervention du projet	BAD	Prestations intellectuelles	Sélection de Consultants individuels	22 juin 2016	12 juillet 2016	25 juillet 2016	25 juillet 2016	M. Aissatou Sakho : 26 550 000 FCFA TTC
	Sélection de consultant individuel pour le suivi des travaux d'ancrage	BAD	Prestations intellectuelles	Sélection de Consultants individuels	22 juin 2016	17 juillet 2016	25 juillet 2016	25 juillet 2016	M. Alpha Diedhiou : 20 473 000 FCFA TTC
C_P2RS_119	Sélection de consultant individuel pour la mise en œuvre de la stratégie de communication	BAD	Prestations intellectuelles	Sélection de Consultants individuels	22 août 2016	05 octobre 2016	15 novembre 2016	23 décembre 2016	M. Amadou Lamine FALL : 4 720 000 CFA TTC



Annexe 4 : Détails des emblavures, rendements et production par commune

Région	Département	Communes	Riz				Maïs				Mil				Sorgho				Total			
			superficie emblavée	superficie récoltée	Rdt (T/Ha)	Production (Tonnes)	Maïs	superficie récoltée	Rdt (T/Ha)	Production (Tonnes)	superficie emblavée	superficie récoltée	Rdt	Production	superficie emblavée	superficie récoltée	Rdt	Production	superficie emblavée	superficie récoltée	Rdt	Production
Fatick	Foundioune	Toubacouta	273,5	89,36	1,3	118,402									12	3,5	0,58	2,04	285,5	92,86		120,4
Fatick	Foundioune	Diossong	145	58	1,2	72,21				60	60	1,125	67,5	45	25	0,75	18,75	250	143		158,5	
Fatick	Foundioune	Niassène	45	30	1,1	33,39				30	40	1,45	58	50	12	0,95	11,40	125	82		102,8	
Fatick	Foundioune	Djolor	175	100	1,2	121,3				20	20	1,029	20,58	15	3,5	0,83	2,89	210	123,5		144,8	
Fatick	Foundioune	Keur Samba Gueye	184,2	353	1,1	390,065								6	0,5	-	-	190,2	353,5		390,1	
Fatick	Foundioune	Nioro Alassane Talla	298	114,2	0,9	98,01786								10	2,7	0,47	1,28	308	116,9		99,3	
Fatick	Foundioune	Keur Saloum Diané	190,25	114	1,4	154,698								10	1,5	0,47	0,71	200,25	115,5		155,4	
Fatick	Foundioune	Niodior/Dionewar																0	0		-	
Fatick	Foundioune	Diagane Barka	75	70	1,4	94,5												75	70		94,5	
Fatick	Foundioune	Passy	75	60	1,3	80,4												75	60		80,4	
Fatick	Foundioune	Mbam	27	20	1,2	24,9				20	20	1	20	18	1	0,60	0,60	65	41		45,5	
Fatick	Fatick	Tattaguine	132	99	0,9	84,15												132	99		84,2	
Fatick	Fatick	Diouroup	445	286	1,1	315,744												445	286		315,7	
Fatick	Fatick	Djilas	51	30,6	0,8	24,48												51	30,6		24,5	
Fatick	Fatick	Loul Sessène	63	40,95	1,7	67,5675												63	40,95		67,6	
Fatick	Fatick	Niakharaw	7,5	0,5	1,2	0,6125				64	64	1,1	70,4					71,5	64,5		71,0	
Fatick	Fatick	Mbelacadiaw	14	0		0				30	30	0,875	26,25					44	30		26,3	
Fatick	Fatick	Diarrere	259	236	1,0	230,1				14	14	1,2	16,8					273	250		246,9	
Fatick	Fatick	Fimela/Diofior	113	73,45	1,0	76,0942				27	20,25	0,57	11,54	34	15,3	0,30	4,59	174	109		92,2	
Fatick	Gossas	Gossas								40	30	0,85	25,5					40	30		25,5	
	Kaolack	Dya	25	16,5	0,7	11,13												25	16,5		11,1	
	Kaolack	Latmingué	80	45	0,9	38,25												80	45		38,3	
Total Fatick		22	2677,45	1836,56	1,11	2036,0	0	0	0	0	305	298,25	1,06	316,57	200	65	0,650	42,26	3 182	2 199,81	1,09	2 394,8
Kédougou	Saraya	Médina Baffé	50	50	3,05	152,50	25	25	2,85	71,25								75	75		223,8	
Kédougou	Kédougou	Dimboli	102	102	3,54	361,08	-	-	-	-								102	102		361,1	
Kédougou	Kédougou	Dindéfelo	30	30	3,56	106,80	5	5	3,45	17,25								35	35		124,1	
Kédougou	Kédougou	Tomboronkoto	19	19	3,12	59,28	3	3	2,50	7,50								22	22		66,8	
Kédougou	Kédougou	Bandafassi	50,25	50,25	3,79	190,45	55	55	3,41	187,55								105,25	105,25		378,0	
Kédougou	Kédougou	Ninéfècha	90	90	3,57	321,30	10	10	2,88	28,80								100	100		350,1	
Kédougou	Kédougou	Kédougou Commune	88,50	88,50	3,58	316,65	17	17	2,94	49,98								105,5	105,5		366,6	
Kédougou	Salémata	Ethiolo	10	10	2,90	29,00	3	3	2,80	8,40								13	13		37,4	
Kédougou	Salémata	Dar Salam	63	63	2,90	182,70	37	37	2,78	102,86								100	100		285,6	
Kédougou	Salémata	Dakatéli	154,50	154,50	2,90	448,05	51	51	2,90	147,90								205,5	205,5		596,0	
Total Kédougou		10	657,25	657,25	3,30	2167,81	206	206	3,017	621,49	0							863	863,25	0	2 789,3	
Kolda	Médina Yoro Foulah	Bignarabé	26,5	23	0,7	14,95	17	17	1,0	17	0			0				43,5	40		32,0	
Kolda	Médina Yoro Foulah	Bourouco	151	140	0,7	98	46	46	1,5	67,16	207	203	1,5	305	99	97	0,5	81,0	503	486		550,7
Kolda	Médina Yoro Foulah	Fafacourou	24,5	22	0,9	20,812	19	19	2,0	38	0			0				43,5	41		58,8	
Kolda	 Kolda	Tankantoescale	150	133	1,3	177,555	0	0	1,6	0	0							150	133		177,6	
Kolda	Kolda	Saré Bidji	67,25	62	0,8	51,212	18	18	1,5	27	0			0				85,25	80		78,2	
Kolda	Dioulacolon	Dioulacolon	2	1,8	2,1	3,78					0			0				2	1,8		3,8	



		Ancien sites PAPIL	2438,75	1400	2,3	3255													2438,75	1400	3 255,0	
Total Kolda		6	2860	1781,8	2,032	3621,309	100	100	1,5	149,16	207	203	1,5	304,5	99	97	0,84	81	3 266	2181,8	1,90	4 156,0
Matam	Matam	Bokidiawé;	33	33	5	165	153,75	153,75	2	307,5					91	91	1	91	277,75	277,75		563,5
Matam	Matam	Agnam Civol	0	0	5	0	31,25	31,25	2	62,5					66	66	1	66	97,25	97,25		128,5
Matam	Matam	Dabia	10	10	5	50	186,75	186,75	2	373,5					97	97	1	97	293,75	293,75		520,5
Matam	Matam	Nabadji Civol	20	20	5	100	160	160	2	320					44	44	1	44	224	224		464,0
Matam	Matam	Ogo	0	0	5	0	43,75	43,75	2	87,5					40	40	1	40	83,75	83,75		127,5
Matam	Matam	Orefonde	0	0	5	0	70	70	2	140					68	68	1	68	138	138		208,0
Total Matam		6	63	63	5	315	645,5	645,5	2,0	1291	0	0	0	0	406	406	1,00	406	1114,5	1114,5	0	2 012,0
Tambaco unda	Bakel	Moudry	14	10	1,8	18	24	24	1,3	31,2	89	89	0,8	71,2	26	26	2,3	59,8	153	149		180,2
Tambaco unda	Bakel	Gabou	30	11	1	11	48	48	1,2	57,6	112	112	0,6	67,2	30	30	1,5	45	220	201		180,8
Tambaco unda	Bakel	Ballou	28	23	2	46	48	48	2,3	110,4	112	112	0,7	78,4	25	25	2,2	55	213	208		289,8
Tambaco unda	Bakel	Bélé	5	3	1,7	5,1	24	24	2,5	60	55	55	0,85	46,75	21	21	2,3	48,3	105	103		160,15
Tambaco unda	Bakel	Kidira	2	2	1,8	3,6	24	24	2,1	50,4	75	75	0,86	64,5	5	5	1,8	9	106	106		127,5
Tambaco unda	Bakel	Sinthiou fissa	8	7	2	14	24	24	2,4	57,6	75	75	0,7	52,5	21	21	2,1	44,1	128	127		168,2
Tambaco unda	Tambaco unda	Tambacou nda	0	0	0	0	6	6	1,7	10,2	18	18	0,6	10,8					24	24		21
Tambaco unda	Tambaco unda	Kousanar	0	0	0	0	5	5	1,8	9	22	22	0,6	13,2					27	27		22,2
Tambaco unda	Tambaco unda	Sinthiou maléme	5	1	0,8	0,8	5	5	1,5	7,5	26	26	0,7	18,2					36	32		26,5
Tambaco unda	Tambaco unda	Missirah	12	6	1,7	10,2	12	12	1,5	18	36	36	0,8	28,8					60	54		57
Tambaco unda	Tambaco unda	Dialocoto	5	4	2,5	10	12	12	2,6	31,2	36	36	0,7	25,2					53	52		66,4
Tambaco unda	Tambaco unda	Maka	5	3	1,1	3,3	6	6	2,1	12,6	24	24	0,6	14,4					35	33		30,3
Tambaco unda	Goudiry	Dougué	0	0	0	0	9	9	1,8	16,2	29	29	0,6	17,4					38	38		33,6
Tambaco unda	Goudiry	Koussan	0	0	0	0	9	9	1,7	15,3	29	29	0,608	17,632					38	38		32,932
Tambaco unda	Goudiry	Sinthiou Bocar Ali	0	0	0	0	9	9	1,4	12,6	30	30	0,8	24					39	39		36,6
Tambaco unda	Koumpentoum	Koumpentoum	0	0	0	0	2	2	1,8	3,6	19	19	0,8	15,2					21	21		18,8
Tambaco unda	Koumpentoum	Payar	0	0	0	0	16	16	2,8	44,8	63	63	0,76	47,88					79	79		92,68
Tambaco unda	Koumpentoum	Bamba thialéne(kissan)	0	0	0	0	10	10	2,5	25	25	25		0					35	35		25
Tambaco unda		Consolidation PAPIL	700	625	1,8	1125				0				0					700	625		1125
Total Tambacounda		18	814	695	1,8	1 247	293	293	1,96	573	875	875	0,7	613	128	128	2,04	261	2 110	1 991	-	2 695
Ziguinchor	Ziguinchor	Enampore	16,75	16,75	3,8	63,65		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16,75	16,75		63,7
Ziguinchor	Ziguinchor	Niaguis	10	10	3,5	35		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	10		35,0
Ziguinchor	Bignona	Coubalan	16,5	16,5	3,3	54,45		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16,5	16,5		54,5
Ziguinchor	Bignona	Tenghory	20	20	4,5	90		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	20		90,0
Ziguinchor	Bignona	Djibidione	9,9	9,9	1,7	16,83		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9,9	9,9		16,8
Ziguinchor	Bignona	Oulampane	7,35	7,35	3,6	26,46		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7,35	7,35		26,5
Ziguinchor	Bignona	Kafountine	4	4	1,8	7,2		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4		7,2
Ziguinchor	Oussouye	Oukout	8	8	4,7	37,6		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	8		37,6
Ziguinchor	Oussouye	MlompKassa	8	8	4,6	36,8		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	8		36,8
			9	100,5	100,5	31,5	367,99	367,99	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	468,49	100,5		368,0
TOTAL GENERAL		71	7 172	5 134	1,90	9 755	1 612	1 245	2,12	2 635	1 387	1 376	0,90	1 234	833	696	1,14	790	11 005	8 451	1,71	14 414,8



Annexe 5 : Suivi des indicateurs

		<i>Indicateur</i>	<i>Cible 2016</i>	<i>Etat de réalisation</i>
PRODUITS	<u>1. Développement des infrastructures rurales</u>			
	1.1. Les eaux de surface sont collectées et mobilisées	1.1. Nombre et type d'ouvrages de mobilisation des eaux réalisés	4 ouvrages réalisés	Les travaux sont en cours pour la réalisation de 5 ouvrage de retenue. Le recrutement du cabinet pour les études techniques et l'élaboration des DAO sur les travaux restant sont en cours.
	1.2. Les terres agricoles sont aménagées pour l'agriculture irriguée	1.2 Superficies et types des aménagements des terres agricoles réalisées (y compris pour les groupements féminins)	1020 ha	Les travaux sont en cours pour l'aménagement de 25 ha de périmètres irrigués dans les régions de Fatick et de Ziguinchor. Les attributions sont faites pour l'aménagement de 480 ha de Périmètres à Matam Le recrutement du cabinet pour les études techniques et l'élaboration des DAO sur les travaux restant sont en cours.
	1.3. les terres agricoles dégradées sont restaurées	1.3 Superficie des terres agricoles restaurées et protégées de l'érosion hydrique par des ouvrages consolidés de CES/DRS en 2018.	1000 ha	Les travaux sont en cours pour la réalisation d'une DAS protégeant 30 ha à Fatick. Les attributions sont faites pour la réalisation de 5 digues anti sel protégeant 1352 ha. Le recrutement du cabinet pour les études techniques et l'élaboration des DAO sur les travaux restant sont en cours.
	1.4 les aménagements pastoraux sont réalisés	1.4 Types et quantités d'aménagements pastoraux réalisés	12 mares	Les travaux sont en cours pour la réalisation d'une mare à Tambacounda. L'attribution pour est faite pour la réhabilitation d'une mare dans la région de Matam Le recrutement du cabinet pour les études techniques et l'élaboration des DAO sur les travaux restant sont en cours.
	1.5. Les infrastructures pastorales réalisées	1.5. Nombre d'infrastructures pastorales réalisées (y compris pour les groupements féminins)	2 marchés à bétail	Les attributions ont été faites pour la réalisation de 4 marchés à bétail
	1.6. Les infrastructures de conservation transformation et commercialisation sont fonctionnelles	1.6 Types et quantités des infrastructures de conservation : transformation et commercialisation réalisées pour les groupements féminins	17 magasins, 3 mini laiterie, 12 plates formes	Le recrutement du cabinet pour les études techniques et l'élaboration des DAO sont en cours.
	1.7 Les zones de production sont désenclavées	1.7 Linéaire des pistes de désenclavement aménagées	10 Km	Le recrutement du cabinet pour les études techniques et l'élaboration des DAO sont en cours.
	1.8 Infrastructures de base mise en place	1.8 Nombre de base réalisées	Non prévu en 2016	
	<u>2. Développement des chaînes de valeurs et des marchés régionaux</u>			
	2. 1 Les capacités des parties prenantes renforcées	2.1.1. Nombre de membres des Op formés en genre, leadership et autres	200 personnes formées en genre	La formation reportée en 2017 en attendant le recrutement de l'expert en genre
		2.1.2 Nb de représentants des ministères sectoriels, collectivités territoriales et ONG responsables de la mise en œuvre formés	300 dont 200 en suivi évaluation	30 cadres formés en collecte de données avec la DAPSA. La formation de 180 cadres en planification et SE prévue en novembre
		2.1.3 Nombre de producteurs agrosylvo pastoraux encadrés (dont % de femmes)	15 000	Les estimations au niveau de 4 régions donnent 7 516 producteurs dont 3137 femmes encadrés. Les données des 2 régions



				restantes et celles sur la campagne horticole en préparation permettront de s'approcher des objectifs
	2.1.4 Capacités de réponse aux risques climatiques et naturels	3 stations agro météorologiques mise en place		Les trois stations sont acquises par le CSE et sont en cours de paramétrage par l'ANACIM. Leur installation est prévue courant janvier 2017.
2.2 Filières végétales promues et valorisées	2.2.1 Superficiers encadrées et mises en valeur (y compris pour les groupements féminins)	6600 ha		10 633 ha ont été emblavés durant l'hivernage 2016/2017 dont 188 ha de semence
	2.2.2 Organisations de production de semences appuyées et quantités de semences produites	12 OP appuyées, 20 tonnes de semence de base et 200 tonnes de semences certifiées produites		L'ISRA a fourni xx tonnes de semences de base. 188 ha emblavés pour la production d'environ 386 tonnes de semences certifiées
2.3 Ressources ligneuses mieux régénérées	2.3.1 Superficiers de ressources forestières aménagées et types d'actions de valorisation des ressources	230 ha reboisés, 100 foyers diffusés		492 ha reboisés, 5 pépinières mise en place et processus de mise en défends en cours sur 191ha. 300 foyers diffusés
2.4 Systèmes de production animale valorisés	2.4.1 Types de systèmes de production animale développés, et valorisés (y compris pour les groupements féminins)	600 bergeries et 2000 volailles mises en place		L'attribution faite pour la mise en place de 305 bergerie. La procédure pour l'acquisition de 7500 volailles a été relancée.
2.5 Exploitation durable des ressources halieutiques	2.5 Nombre d'ouvrages réalisés et équipements fournis	1 unité de fabrique d'aliments, 3 écloseseries, 3 fermes de pré grossissement		Les attributions sont faites pour la réalisation de 4 écloseseries, 9 fermes de grossissement et 13 fermes de grossissement
2.6 L'accès au marché et au financement des groupes vulnérables est amélioré	2.6.1 Types d'actions d'amélioration de l'accès au marché	Non prévu en 2016		
	2.6.2 Types de PPP et niveau d'amélioration de l'accès au financement des groupes vulnérables	Non prévu en 2016		
2.7 La nutrition est renforcée	2.7 Types de régimes alimentaires et renforcement des capacités des acteurs en matière nutritionnelle (y compris pour les groupements féminins)	86 000 enfants dépistés, 2550 MAM, 172MAS référés		95 119 enfants dépistés au niveau des zones d'interventions du projet. 2114 MAM identifiés et 152 MAS référés
2.8 L'employabilité des jeunes est renforcée	2.8.1 Nombre de jeunes appuyés en initiatives innovantes	Non prévu en 2016		
	2.8.2 Nombres de jeunes dont les capacités de gestion sont renforcés	Non prévu en 2016		
3. Gestion du Programme				
3.1 Mise en place de la structure de coordination	3.1 Respect du calendrier d'exécution du programme et degré d'opérationnalité de l'unité de gestion	3.1 les études d'exécution sont achevées la première année et la mise en œuvre des activités est conforme au calendrier		Le calendrier d'exécution a connu un retard lié à la révision de la LBS et la finalisation des conventions et protocoles. Par la suite, les activités se sont déroulées globalement suivant la planification
3.2 Planification et suivi des activités	3.2.1 Régularité de la production des rapports d'activités Rapports d'audit produits	3.2 .1 4 rapports trimestriels produits par an		3 rapports trimestriels et un rapport annuel produits
	3.2.2 Acquisitions du programme sont conformes aux règles de procédures	3.2.2 Les plans de passation des marchés sont exécutés avec des délais conformes aux procédures de la Banque		Le Plan de passation est exécuté conformément aux procédures convenues
3.3 Gestion financière, administrative et audit	3.3.1 % de décaissement et degré de respect des procédures	3.3.1 Application stricte des règles de procédure et taux de décaissement moy10% par an ;		Le manuel est phase de validation au niveau de la BAD. Le taux de décaissement est à 10,05 %
	3.3.2 Rapports d'audit annuel produits et approuvés	3.3.2 Rapports d'audit fournis avant le 30 juin après chaque exercice clos		Le recrutement du cabinet pour l'audit externe finalisé et il débutera sa prestation en début 2017



Annexe 6 : Exécution financière des conventions et protocoles

Partenaires	Budget		Exécution Protocole ou PTBA		
	Conventions	Protocoles ou PTBA 2016	Montant décaissé	Solde	%
ANCAR	310 000 000	84 000 000	43 642 911	40 357 089	52%
DAPSA	140 000 000	39 500 000	25 675 000	13 825 000	65%
DBRLA	75 000 000	17 850 000	10 500 000	7 350 000	59%
ISRA	85 000 000	20 000 000	0	20 000 000	0%
ANA	180 000 000	90 000 000	30 000 000	60 000 000	33%
CLM	425 000 000	106 000 000	31 800 000	74 200 000	30%
INP	100 000 000	30 000 000	6 900 000	23 100 000	23%
CONACILLS	40 000 000	7 800 000	5 219 520	2 580 480	67%
BAAMRARE	150 500 000	30 000 000	12 639 214	17 360 786	42%
CSE	180 000 000	90 000 000	62 000 000	28 000 000	69%
SECNCAS	200 000 000	66 150 000	19 845 000	46 305 000	30%
DRDR FATICK	18 750 000	4 700 000	2 820 000	1 880 000	60%
DRDR KOLDA	18 750 000	4 616 500	2 769 900	1 846 600	60%
DRDR TAMBACOUNDA	18 750 000	4 487 500	2 692 500	1 795 000	60%
DRDR KEDOUGOU	18 750 000	4 600 000	2 760 000	1 840 000	60%
DRDR MATAM	18 750 000	4 687 500	2 812 500	1 875 000	60%
DRDR ZIGUINCHOR	18 750 000	4 700 000	2 820 000	1 880 000	60%
IREF FATICK	579 500 000	15 533 333	15 533 333	0	100%
IREF KOLDA		21 768 000	21 768 000	0	100%
IREF TAMBACOUNDA		22 625 000	22 625 000	0	100%
IREF KEDOUGOU		22 060 000	22 060 000	0	100%
IREF ZIGUINCHOR		20 070 713	20 070 713	0	100%
IREF MATAM		21 966 703	21 966 703	0	100%
TOTAL DEECS	579 500 000	124 023 750	15 533 333	0	13%
SREL FATICK	425 500 000	2 562 500	1 537 500	1 025 000	60%
SREL KOLDA		2 562 500	1 537 500	1 025 000	60%
SREL TAMBACOUNDA		2 562 500	1 537 500	1 025 000	60%
SREL KEDOUGOU		2 562 500	1 537 500	1 025 000	60%
SREL ZIGUINCHOR		2 562 500	1 537 500	1 025 000	60%
SREL MATAM		2 562 500	1 537 500	1 025 000	60%
Appui DIREK		3 000 000	1 800 000	1 200 000	60%
Total Convention DIREL	425 500 000	18 375 000	11 025 000	7 350 000	60%
TOTAL	3 003 000 000	751 490 250	291 454 878	351 544 955	39%



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT RURAL

**Programme Multinational de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité
Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS)**



**BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT**

**PROGRAMME D'ACTIVITES
DE L'ANNEE 2017**

Décembre 2016



Sommaire

LISTE DES ABREVIATIONS	3
INTRODUCTION	4
I. Présentation sommaire des activités	5
I.1 Prestations intellectuelles prévues	5
I.2 Travaux d'aménagements hydro agricoles et pastoraux programmés	6
I.3 Développement des chaînes de valeurs	8
I.3.1 Renforcement des capacités.....	8
I.3.2 Protection et gestion des ressources naturelles	8
I.3.3 Développements des filières agricoles.....	9
I.3.4 Développements des filières animales.....	10
I.3.5 Développement des filières pêche et aquaculture	11
I.3.6 Amélioration de l'accès aux marchés et au financement	11
I.3.7 Renforcement de la nutrition et de la sécurité alimentaire	12
I.3.8 Promotion de l'emploi des jeunes et des femmes	13
I.4 Gestion du projet	13
 Plan de travail et chronogramme 2017	14

Liste des tableaux

Tableau 1: Prestations intellectuelles prévues en 2017	5
Tableau 2: Travaux et infrastructures prévus en 2017.....	6
Tableau 3: Activités de protection et gestion de l'environnement 2017	9
Tableau 4: Activités de développement des filières végétales prévues en 2017.....	10
Tableau 5: Activités de développement des filières animale prévues en 2017	11
Tableau 6: Activités de développement des filières pêches et aquacoles prévues en 2017	11
Tableau 7: Activités de renforcement de la nutrition 2017	12



LISTE DES ABREVIATIONS

ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AO	Appel d'Offre
BAD	Banque Africaine de Développement
BAMTARRE	Base d'Appui aux Méthodes et Techniques pour l'Agriculture, les autres Activités Rurales et l'Environnement
CCP	Cellule de Coordination du Projet
CES	Conservation des Eaux et des Sols
CP	Comité de Pilotage
CRC	Comité Régional de Concertation
CSE	Centre de Suivi Ecologique
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DBRLA	Direction des Bassins de Rétention et Lacs Artificiels
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DRDR	Direction Régionale du Développement Rural
DEEC	Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés
DREEC	Division Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés
DRS	Défense et Restauration du Sol
FAD	Fonds Africain de Développement
INP	Institut Nationale de Pédologie
ISRA	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
LBS	Liste des Biens et Services
OP	Organisation de Producteurs
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAPIL	Projet d'Appui à la Petite Irrigation Locale
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
TDR	Termes De Référence



INTRODUCTION

Le Programme Multinational de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS) est une initiative multinationale et concerne les pays membres du CILSS.

Il a été conçu pour faire face au nombre en constante augmentation de personnes souffrant d'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique, de pauvreté, et de vulnérabilité aux effets pervers des changements climatiques au Sahel. Il vise le développement de la résilience au changement climatique, le financement à long terme du secteur agricole, et le développement du commerce et l'intégration régionale.

Le projet 1 du P2RS pour le Sénégal est financé par la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Etat du Sénégal et les bénéficiaires pour un montant de 26,17 millions d'UC soit environ 19,5 milliards de F CFA.

Le programme épouse les orientations stratégiques du Plan Sénégal Emergent (PSE) et participe à l'opérationnalisation de son axe 1 portant sur « la transformation structurelle de l'économie et la croissance ». Il va contribuer à l'atteinte de l'objectif d'autosuffisance en riz fixé par le Gouvernement.

Il a pour objectif global de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et comme objectif spécifique d'accroître, sur une base durable, la productivité et les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques.

Les activités du projet s'articulent autour de trois composantes :

- Composante A : Développement des Infrastructures rurales
- Composante B : Développement des chaînes de valeurs et des marchés régionaux
- Composante C : Coordination et gestion du projet

Le P2RS a capitalisé les expériences tirées de la mise en œuvre du PAPIL et du PADERCA et contribuera à consolider les acquis de ces deux projets. La phase 1 concerne les régions de Fatick, Kédougou, Kolda-Sédhiou, Matam, Tambacounda et Ziguinchor.

Le P2RS est placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER).

Le suivi technique et financier du projet et la coordination des activités sont assurées par une Cellule de Coordination du Projet (CCP), basée à Dakar, dirigée par un Coordonnateur National. Les interventions sont coordonnées au niveau régional par des antennes basées au niveau des chefs lieu des régions de Fatick, Kolda-Sédhiou, Tambacounda, Kédougou, Matam et Ziguinchor. Au niveau national, un Comité de Pilotage (CP) doté de pouvoirs d'orientation et de décision, supervise l'exécution des différentes composantes. Il est notamment responsable de l'approbation et du contrôle des plans de travail et budgets annuels, établis aux niveaux des 6 régions. Le CP se réunit au moins une fois par an. Au niveau régional, le pilotage et le suivi des activités sont assurés par un Comité Régional de Concertation (CRC) présidé par le Gouverneur de Région.

Dans le cadre de l'exécution du projet, la CCP prépare annuellement un programme d'activités qu'il soumet à l'approbation du Comité National de Pilotage et de la BAD.

Les attributions et la composition du Comité National de Pilotage et du Comité Régional de Concertation par région sont définies par un arrêté ministériel n° 015430 du 29 Juillet 2015, portant création,



organisation et fonctionnement du Programme Multinational de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel composante Sénégal (P2RS-Senegal).

Le présent programme 2017, soumis à l'approbation du Comité National de Pilotage, porte sur l'ensemble des activités prévues pour l'année, notamment celles relatives:

- aux études diverses et aux contrôles des travaux ;
- aux travaux d'aménagement hydro agricoles et de lutte contre la salinisation des terres agricoles ;
- **à la réalisation d'infrastructures de soutien aux chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales ;**
- **à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles ;**
- aux actions de développement des chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales ;
- aux activités de renforcement de la nutrition et de la sécurité alimentaire ;
- **à la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes ;**
- **à la poursuite de la mise en place des outils et des dispositifs de gestion administratives, comptables et financières et de suivi évaluation ;**
- à la coordination et à la gestion du projet.

Le programme couvre la période allant de janvier à décembre 2017 et constitue une référence pour l'élaboration du budget et pour la mise en œuvre des activités du projet.

Le document de programme comprend deux parties (i) une présentation sommaire des activités programmées (ii) une matrice détaillée avec pour chaque activité, la composante à laquelle elle se rattache, le résultat attendu, la période d'exécution et les acteurs responsables de sa mise en œuvre.

I. Présentation sommaire des activités

I.1 Prestations intellectuelles prévues

Au titre de 2017, les activités porteront sur le recrutement de consultants individuels et de cabinets pour la réalisation d'études diverses, le suivi et le contrôle des travaux.

Tableau 1: Prestations intellectuelles prévues en 2017

Activités envisagées	Régions
Recrutement de consultants individuels, chargés d'assister la cellule de coordination dans diverses thématiques	Dakar
Sélection de consultants individuels chargés du contrôle des travaux de réalisation de marchés à bétail et des infrastructures aquacoles	Les six régions
Finalisation de la sélection des cabinets chargés des études APD diverses et de contrôle de travaux	Les six régions
Finalisation de la sélection de cabinet pour l'audit externe annuel	Dakar et les régions
Finalisation de la sélection d'opérateurs de proximité pour l'accompagnement des bénéficiaires des activités du projet	Dakar et les régions

Le recrutement des consultants et des cabinets se fera conformément aux dispositions du code des marchés publics et aux procédures du bailleur de fonds.



I.2 Travaux d'aménagements hydro agricoles et pastoraux programmés

Au titre de 2017, le projet va suivre la réalisation des travaux en cours et ceux qui vont démarrer au premier trimestre 2017. Certaines infrastructures prioritaires seront également étudiées et les travaux lancés. Ces différents travaux portent sur la mobilisation des eaux de surface, les aménagements hydro-agricoles, la lutte anti sel, la défense des terres et la réalisation d'infrastructures diverses de soutien aux chaînes valeur agro-sylvo-pastorales.

Le tableau suivant donne en détail les réalisations envisagées et les régions.

Tableau 2: Travaux et infrastructures prévus en 2017

Composante A: Développement des infrastructures
Sous composante A1: Développement des aménagements et infrastructures hydro-agricoles
A11: Mobilisation des eaux de surfaces
Extension de petits système d'irrigation
Aménagement PIV de Balol (5 ha) - Ancrage 1 - Lot 1 dans la région de Fatick
Aménagement PIV de Niankha Aly (15 ha) - Ancrage 1 - Lot 1 dans la région de Fatick
Construction de petits ouvrages diversifiés
Réalisation de la digue de retenue et de franchissement de Balol dans la région de Fatick - Ancrage 1 - Lot 1
Réalisation de la digue de retenue et de franchissement de Niakha Aly dans la région de Fatick - Ancrage 1 - Lot 1
Réalisation de l'ouvrage de retenue de Saré Mayi dans le région de Kolda - Ancrage 1 - Lot 2
Réalisation de l'ouvrage de retenue de Saré Yoro Bambi dans le région de Kolda - Ancrage 1- Lot 2
Réhabilitation de l'ouvrage de retenue de Saré Mamadou Bocar dans la région de Tambacounda - Ancrage 1- Lot 3
Réhabilitation de l'ouvrage de retenue de Gounian dans la région de Tambacounda Ancrage 1 - Lot 3
A12: Aménagement et infrastructures hydroagricoles
Réhabilitation et Aménagement de superficies en aval des petits barrages
Travaux de réhabilitation de PIV dans les six commune pour 400 ha à Matam - Ancrage 2 - Lot 1
Aménagement de nouvelles superficies de bas-fonds rizicoles
Aménagement de bas fonds rizicole dans la région de Kédougou (100 ha)
Aménagement de bas fonds rizicole dans la région de Ziguinchor (100 ha)
Aménagements de micro périmètres irrigués par pompage
Aménagement de 5 périmètres arboricoles dans la région de Ziguinchor Ancrage 1 - Lot 5
Aménagement de micro-périmètres pour les jeunes et les femmes
Travaux de réhabilitation de périmètres horticoles et rizicoles (40 ha) à Matam - Ancrage 2 - Lot 1
Aménagement de micro-périmètres dans les six régions (60 ha)
A13: Défense et restauration des sols
Réhabilitation & sécurisation de superficies
Aménagement de la vallée de Mbouloum dans la région de Fatick (30 ha - ancrage 1)
Aménagement de la vallée de Djilor Pethie dans la région de Fatick (300 ha) Ancrage 2- Lot 2
Aménagement de la vallée Diémou dans la région de Fatick (225ha) Ancrage 2- Lot 2
Aménagement de la vallée de Boukitingho dans la région de Ziguinchor (240 ha) - Ancrage 2- Lot 3
Aménagement de la vallée de Djibélor -ISRA dans la région de Ziguinchor (191ha) - Ancrage 2- Lot 4
Aménagement de la vallée de Badiat Essyl dans la région de Ziguinchor (396 ha) - Ancrage 2- Lot 5



Réalisation d'aménagement au phosphogypse récupération de terres salées
Amendement de terres salées au phosphogypse dans la région de Fatick
Amendement de terres salées au phosphogypse dans la région de Ziguinchor
Sous composante A2: Développement des infrastructures et aménagements pastoraux
A21: Infrastructures pastorales
Réhabilitation /construction de marchés à bétail
Construction du marché à bétail de Mbar Région de Fatick - Lot 1
Construction du marché à bétail de Agnam Civol Région de Matam - Lot 2
Construction du marché à bétail de Kidira Région de Tambacounda - Lot 3
Construction du marché à bétail de Ziguinchor de la Région de Ziguinchor - Lot 4
Installation de Tank pour lait
Installation de Tank à lait dans les six régions
Parc de vaccination
Construction de six parcs de vaccination dans les six régions
A22: Aménagement pastoraux
Aménagement de mares et points d'eau pastoraux
Aménagement de la mare de Lothiandé Région de Tambacounda- Ancrage 1- Lot 3
Réhabilitation de la mare de Tigueré Yene Région de Matam - Ancrage 2- Lot 1
Construction de puits, mares et forages pastoraux dans les six régions
Sous composante A3: Développement des infrastructures de conservation, de transformation et de commercialisation
A31: Infrastructures de conservation
Construction de magasin de 5 à 10 tonnes
Construction de magasins de magasins de stockage dans les 6 régions
Construction de magasins d'aliments de bétail
Construction de magasins d'aliments de bétail dans les 6 régions
Construction de magasins de 30 à 50 tonnes
Construction de magasins magasins de stockage dans les 6 régions
A32: Infrastructures de transformation
Construction bâtiment abritant Mini-laiteries
Construction mini laiteries dans les six région
Mise en place des plateformes multi fonctionnelles
Construction de 12 plates formes multi fonctionnelles dans les six régions
A33: Infrastructures de commercialisation
Pistes rurales d'écoulement des productions
Sous composante A4: Développement des infrastructures sociales de base
A41: Hydraulique villageoise et assainissement
Points d'eau villageois
Réalisation de points d'eau villageois dans les six régions
A42: Centre de formation et d'alphabétisation
Centre de formation et d'alphabétisation
A43: Infrastructures sanitaires
Centres de santé
Construction/réhabilitation d'infrastructures dans les structures sanitaires dans les 6 régions



I.3 Développement des chaînes de valeurs

I.3.1 Renforcement des capacités

En 2017, le programme de renforcement des capacités va porter sur la planification, le suivi évaluation et le genre pour les cadres des ministères techniques concernés et d'autres thèmes en lien avec les chaînes de valeur. Il va poursuivre l'appui à la DAPSA pour le renforcement du SAKSS. Le P2RS renforcera les capacités d'actions de la DBRLA et du CONACILS dans la coordination, le suivi et l'assistance technique nécessaire à la mise en œuvre du programme. Le renforcement des capacités va également concerner la structuration et le renforcement des OP et la formation technique des bénéficiaires sur différents thématiques à travers les opérateurs de proximité qui interviendront sur l'accompagnement des bénéficiaires dans l'exploitation, la gestion et l'entretien et la maintenance des ouvrages et infrastructures qui seront réalisées. Le programme en 2017 va également poursuivre son intervention sur le renforcement du mécanisme de prévention et de gestion de la sécurité alimentaire et des risques naturels et climatiques en relation avec SE/CNSA, le CSE et les DRDR sur l'accompagnement agro météorologique des agriculteurs.

I.3.2 Protection et gestion des ressources naturelles

Le programme 2017 de protection et de gestion des ressources naturelles sera essentiellement axé sur i) la poursuite de la mise en place de nouvelles pépinières (i) le reboisement et les actions d'aménagements forestiers (ii) la réalisation d'actions de CES/DRS (iii) l'appui à la valorisation des PFNL. Ces activités seront exécutées à travers des conventions avec la DEFCS.

Dans le cadre de la protection et de la gestion des ressources naturelles, le programme 2017 va poursuivre les activités de mise en place de pépinières villageoises, de reboisement, de CES/DRS et d'introduction de foyers améliorés. Les actions de reboisement seront réorientées vers le renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle par la production d'espèces à haute valeur nutritive qui seront mis à la disposition des ménages vulnérables. Le programme entamera également les activités de valorisation des PFNL autour des grandes formations forestières ciblées prioritairement dans les régions de Kédougou, Kolda et Ziguinchor. Ainsi, le projet améliorera le système post-récolte des PFNL par la fourniture des infrastructures et équipements appropriés aux groupements de femmes. Le projet poursuivra la mise en défens de certaines superficies du domaine protégé et dans certains cas, suscitera la création de nouvelles forêts communautaires sous l'égide des responsables communaux. Des actions de CES/DRS notamment par la réalisation de cordons pierreux, de diguettes en cadre et de plantations de reboisement seront poursuivies et orientées prioritairement dans l'atténuation des processus d'ensablement et d'envasement des vallées aménagées.

Avec le CSE, le plan de gestion environnementale et social sera finalisé et un guide de gestion environnementale élaboré ainsi que l'établissement de la situation de référence pour l'étude sur l'impact cumulatif du programme. Il produira également des rapports de suivi et de surveillance environnementale périodiques sur les chantiers en cours. La DEEC assurera le suivi environnemental conformément à la convention qui sera signée après validation du PGES dont la réunion y relative est prévue avant fin Janvier 2017. Le tableau suivant donne plus en détails, les activités prévues.

**Tableau 3: Activités de protection et gestion de l'environnement 2017**

Activités		Objectif 2017	Objectif par région					
			FTK	KD	TBA	KDG	Matam	ZGCH
Protection et gestion des ressources naturelles								
Mise en place de pépinières polyvalentes	unités	6	1	1	1	1	1	1
Reboisements communautaires	ha	175	35	25	35	25	30	25
Mises en défens des aires protégées	sites	4,4	0,80	1	0,80	0,8		1
Réalisation de plantations de reboisement	ha	185	25	35	30	35	25	35
Régénération Naturelle Assistée (RNA)	ha	900	150	150	150	150	150	150
Plantations linéaires	km	12	2	2	2	2	2	2
Confection de pare-feu	km	370	25	80	80	80	25	80
Confection de cordons pierreux	km	120	20	20	20	20	20	20
Construction de diguettes en Cadre	unités	60	10	10	10	10	10	10
Diffusion des foyers améliorés	unités	750	100	150	100	150	100	150
Appui aux groupements féminins pour collecte et valorisation des PFNL		13	2	3	2	2	1	3
Protection et gestion des ressources naturelles autour du PNNK en rapport avec la DPN		1			0,5	0,5		
Mise en œuvre de CGES								
Installation des stations agro-météorologie		3			1		1	1
Elaboration de guide de gestion environnementale	unités	1						
Suivi de la mise en œuvre du CGES		1						
Elaboration de POAS		2						
Renforcement des capacités des services techniques	unités	1						
Formation en suivi environnemental	unités	1						
Surveillance environnementale des chantiers		1						
Mise en place d'un plan d'information et de sensibilisation		1						

I.3.3 Développements des filières agricoles

Le programme 2017 de développement des filières agricoles va porter sur (i) l'information, la sensibilisation et la formation des producteurs sur différents thématiques (ii) l'appui au développement de filière semencières (iii) l'amélioration de la productivité et des productions des filières riz, le mil/sorgho, le maïs, et des fruits et légumes (iv) le développement de stratégie marketing et le conditionnement des produits.

Elle permettra de renforcer les activités d'amélioration de la productivité agricole portée par les conventions avec les services techniques et de démarrer le renforcement des OP et la structuration des chaînes de valeur agricoles. La production de semences certifiées sera poursuivie avec un objectif de production de 250 tonnes. L'objectif d'augmentation des productions agricoles est porté cette année à 30 000 tonnes de céréales et 20 000 tonnes de produits maraichers. Les mécanismes de gestion et de pérennisation des actions seront entreprises avec l'avènement de partenariats formalisés avec les principales OP faitières et la mise en œuvre de mécanismes de gestion des appuis accordés par le projet.



Avec les services d'appui conseil, le programme 2017 fera la promotion des bonnes pratiques agricoles notamment par la diffusion de l'agriculture de conservation et la mise en place de relais techniques issus des OP partenaires. La mise en œuvre de ces bonnes pratiques agricoles et résilientes sera renforcée par l'introduction de technologies de gestion durable des terres (compostage, amendements) avec l'INP. Les activités de structuration et d'animation des chaînes de valeur seront mises en œuvre à travers les opérateurs de proximité.

Tableau 4: Activités de développement des filières végétales prévues en 2017

Sous composantes B2: Développement des filières agricoles	Unité	Objectif 2017	Objectif par région					
			Ftk	Mtam	Kdg	Kolda	Tbaa	Zigu
Convention ANCAR/ BAMTAARE développement des filières agricoles								
Information, sensibilisation des producteurs sur les bonnes pratiques	nb	18 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Appui à la production de semences	Tonnes	251	54	37	63	38	35	24
Appui à l'intensification des systèmes de production agricole		-						
Production de céréales	Tonnes	31 900	9 500	3 000	3 000	9 000	5 100	2 300
Production maraichère	Tonnes	20 600	8 600	5 000	400	2 000	4 000	600
Formation des producteurs sur différentes thématiques	nb	- 60	10	10	10	10	10	10
Installation de fosses fumières	nb	120	20	20	20	20	20	20
Convention ISRA		-						
Appui à la production de semences pré-base	kg	1152	164	208	200	204	216	160
Production de vitro plan	ha	5,34					2	3,34
Production de doses de vaccins	doses	200 000	35 000	35 000	30 000	35 000	35 000	30 000
Convention DRDR		-						
Appui à la certification des semences	nbr	- 6	1	1	1	1	1	1
Accompagnement agrométéorologique des agriculteurs	nbre	1200	200	200	200	200	200	200
Animation d'émissions radio à travers les médias de proximité	Nbr	150	25	25	25	25	25	25
Convention INP								
Elaboration d'un guide illustré de GDT		1						

I.3.4 Développements des filières animales

Le programme 2017 de promotion des filières animales est axé sur (i) la mise en place d'équipements pour les éleveurs (ii) la mise en place des bergeries et l'introduction de coqs raceurs (iii) la santé animale et la promotion des cultures fourragères, iv) le renforcement des chaînes de valeur par la mise en place d'unités de stockage et transformation des produits animaux (mielleries, minilaiteries, tank à lait). Les services régionaux de l'élevage assureront la coordination et le suivi des actions.



Les détails des activités prévues sont fournis dans le tableau suivant :

Tableau 5: Activités de développement des filières animale prévues en 2017

Activités	Unit	Objectif 2016	Objectif par région					
			FTK	Tba	Kolda	ZGCH	KDG	Mtam
Sous composantes B4: Développement des filières animales								
Dotation des éleveurs d'équipements/infrast	nb	20	2	4	5	2	2	5
Equipement mini-lait complet	nb	4	1	1	1	1		1
Mise en place de bergeries	nb	2 000	300	400	300	300	300	400
Introduction coqs reproducteurs améliorants	nb	10 000	1 700	1 700	1 600	1 600	1 700	1 700
Introduction de Géniteurs de race	nb	38	6	6	7	6	6	7
Vaccins avec déparasitage	unités	1500 -	250	250	250	250	250	250
Appui à l'intensification des cultures fourragères	ha	20	3	4	4	3	3	3
Construction de mielleries	nb	5	1		1	1	2	

I.3.5 Développement des filières pêche et aquaculture

Les activités de développement des filières aquacoles prévues en 2017 sont centrées sur le suivi de la réalisation des 28 infrastructures aquacoles qui seront entamées dans les 7 régions d'intervention. Celles-ci comprennent la mise en place d'une unité de fabrication d'aliments de poissons à Fatik et de diverses infrastructures comprenant des éclosiers, des fermes de pré-grossissement et de grossissement. Le programme d'installation et de renforcement des aquaculteurs sera lancé cette année. L'acquisition des aliments de poisson, la production d'alevins et de géniteurs et le plan d'actions avec l'agence nationale de l'aquaculture (ANA) permettront de lancer la valorisation des fermes réceptionnées. Le programme entend miser énormément sur l'accompagnement des aquaculteurs par l'enrolement au niveau des fermes de jeunes diplômés des écoles de pêche et d'aquaculture ou l'identification et la formation de relais en aquaculture. Des réflexions seront également menées pour définir les schémas de gestion des fermes et en particulier de l'usine de fabrication d'aliment de poisson qui fera vraisemblablement l'objet d'un partenariat public privé.

Tableau 6: Activités de développement des filières pêches et aquacoles prévues en 2017

Activités	Objectif 2017	Objectif par région						
		FTK	Tamba	Kolda	ZGCH	KDG	Sédhiou	Matam
Sous composantes B5: Développement des filières de pêche et d'aquaculture								
Unité de fabrication d'aliments de poissons	1	1						
Installation d'éclosiers	5		1	1	1		1	1
Ferme de pré-grossissement	8	1	1	1	1	2	1	1
Ferme de grossissement	13	2	3	1	1		1	5
Création d'aires de séchage de poisson	0							
Installation des aquaculteurs	180	30	30	30	30	30	30	30

I.3.6 Amélioration de l'accès aux marchés et au financement

En 2017, les études portant sur l'évaluation des pertes post-récolte et la faisabilité de la mise en place de centres de prestations de services seront finalisées. Les activités opérationnelles d'amélioration de l'accès aux marchés et au financement vont démarrer avec la mise en place du dispositif des opérateurs de proximité. Ainsi, l'organisation des bourses céréalières et des circuits de commercialisation, l'appui au conditionnement et à la commercialisation des produits et le renforcement des acteurs sur les aspects marketing seront menés.



Parallèlement, le processus de ciblage actuellement conduit par les antennes régionales du programme permettra de mieux orienter le choix des sites d'implantation des activités aval des chaînes de valeur. Ces activités concernent la mise en place et l'appui au fonctionnement des banques céréalières pour les filières de céréales sèches, les plateformes multifonctionnelles, les mini laiteries et tank à lait et les mielleries, les aires de séchage de poisons etc. La stratégie d'amélioration de l'accès aux marchés continuera d'être axée sur i) l'amélioration de la qualité des produits à tous les maillons par une gestion des systèmes post-récolte et des opérations de conditionnement et d'étiquetage des produits, ii) l'amélioration de la concertation au sein des filières pour l'accès à l'information commerciale, iii) l'organisation de circuits de distribution des produits.

I.3.7 Renforcement de la nutrition et de la sécurité alimentaire

Le programme 2017 d'appui à la nutrition va poursuivre les initiatives lancées en 2016 et axées sur (i) la sensibilisation et le renforcement des capacités (ii) l'amélioration des régimes alimentaires.

A travers le volet sensibilisation et renforcement des capacités, le programme 2017 travaillera sur la formation de 60 femmes leaders, le dépistage et la prévention de la malnutrition au niveau des 250 sites d'intervention, l'appui à la nutrition maternelle à travers la formation des paires éducatrices, la promotion de la santé maternelle et nutritionnelle au profit des adolescentes. Le programme travaillera également sur la promotion des bonnes pratiques familiales, l'élaboration et la production de supports de communication qui prennent en charge, les bonnes pratiques familiales relatives à l'espacement des naissances, l'implication des hommes, l'alimentation de la femme enceinte et allaitante et la santé nutritionnelle des adolescentes etc.

Les activités du volet amélioration des régimes alimentaires vont essentiellement concerner la publication d'un guide de recettes des aliments locaux à haute valeur nutritive et la mise en place d'initiatives communautaires pour le renforcement de la diversification alimentaire au niveau des 1000 ménages vulnérables.

Le programme 2017 va également soutenir le système d'information et de suivi à travers un appui à la coordination de la collecte et de l'analyse des données de nutrition.

Tableau 7: Activités de renforcement de la nutrition 2017

<i>Sous composantes B7: Renforcement de la nutrition</i>
<i>Volet B151: Sensibilisation et renforcement des capacités</i>
Réunion consultative sur les mécanismes de coordination
Formation des membres d'associations de femmes à l'éducation nutritionnelle, Marketing BCC et sociale
Dépistage et prévention de la malnutrition aiguë et modérée
Appui à la nutrition maternelle
<i>Volet B151: Amélioration des régimes alimentaires</i>
Publication du livre de recettes des produits locaux
Mise en place d'initiatives communautaires pour les ménages les plus vulnérables

Concernant l'appui au renforcement de la sécurité alimentaire, les activités confiées au SECNSA se poursuivront par: i) le renforcement des mécanismes de prévention et de gestion de la sécurité alimentaire et des risques naturels et climatiques par la redynamisation des comités régionaux de sécurité alimentaire et favoriser une meilleure utilisation de l'information climatique par les producteurs, ii) la poursuite des missions de collecte de données au niveau des 30 sites sentinelles identifiés dans



le territoire national pour le suivi de la vulnérabilité des ménages, iii) la réalisation du profil HEA de la région de Fatick afin de compléter le dispositif des études existantes à l'issue du réaménagement des zones de moyens d'existence (ZME). Ces actions seront complétées par l'organisation de sessions de mise à niveau des acteurs au niveau national et régional sur les approches de suivi de la sécurité alimentaire, l'organisation de missions conjointes de suivi de l'effet des activités sur la sécurité alimentaire et la tenue de réunions locales de réflexion critique sur le domaine.

I.3.8 Promotion de l'emploi des jeunes et des femmes

Les activités de promotion de l'emploi des jeunes et des femmes prévues pour 2017 vont concerner la préparation de la stratégie d'intervention, la structuration des organisations de jeunes et de femmes et l'appui aux initiatives porteuses des jeunes et des femmes. Dans ce cadre, le P2RS compte renforcer les capacités de 100 jeunes et femmes et appuyer le financement 40 projets portés par des jeunes et des femmes.

I.4 Gestion du projet

Le programme 2017 de la composante gestion du projet va porter sur :

- la préparation et la signature des protocoles et plans d'actions de mise en œuvre du programme 2017;
- le suivi de l'audit des comptes des exercices 2015 et 2016,
- la finalisation de la mise en place des outils de gestion administrative, comptable et financière ;
- la mise en œuvre du dispositif de suivi évaluation ;
- la préparation et la mise en œuvre du plan de communication ;
- la mise en œuvre des procédures de gestion et de coordination du projet,
- le développement de partenariats avec les autres intervenants ;
- la conduite des réunions et concertations pour l'exécution du projet ;
- la mise en œuvre des procédures de suivi évaluation et de passation des marchés ;
- la planification et l'évaluation des performances trimestrielles et annuelles des activités du projet.

Les activités de planification opérationnelle seront menées et les bilans d'étape seront tirés pour apporter les correctifs nécessaires. A terme, une évaluation exhaustive de l'intervention au cours de l'année, sera faite et un rapport de synthèse sera élaboré et soumis à l'appréciation des membres du comité de pilotage.

L'exécution globale du programme 2017 va se faire suivant les principes de responsabilisation des acteurs à la base et d'implication des collectivités locales et des structures décentralisées. Il favorisera la recherche de synergies et de complémentarités avec les autres intervenants. Une attention particulière sera accordée à la prise en charge de la dimension genre et des questions de résilience avec un bon ciblage des bénéficiaires.



PLAN DE TRAVAIL ET CHRONOGRAMME 2017



Composante A: Développement des infrastructures	Responsable	Acteurs impliqués	Résultats attendus	Chronogramme													
				Jan	Fev	Mars	Avr	Mai	Jun	Juil	Août	Sept	Nov	Déc			
Sous composante A1: Développement des aménagements et infrastructures hydro-agricoles																	
A11: Mobilisation des eaux de surfaces																	
Extension de petits systèmes d'irrigation																	
Aménagement PIV de Balol (5 ha) - Ancrege 1 - Lot 1	CAF		PIV réceptionné														
Aménagement PIV de Niankha Aly (15 ha) - Ancrege 1 - Lot 1	CAF		PIV réceptionné														
Construction de petits ouvrages diversifiés																	
Réalisation de la digue de retenue et de franchissement de Balol dans la région de Fatick - Ancrege 1 - Lot 1	CAF	CNP,RPM, RAF, RSEC,	Retenue réalisée et réceptionnée														
Réalisation de la digue de retenue et de franchissement de Niakha Aly dans la région de Fatick - Ancrege 1 - Lot 1	CAF	ENTREPRISES, BUREAUX DE	Retenue réalisée et réceptionnée														
Réalisation de l'ouvrage de retenue Saré Mayi dans le région de Kolda - Ancrege 1 - Lot 2	CAK	CONTRÔLE, CSE, DREEC, COMMUNES	Retenue réalisée et réceptionnée														
Réalisation de l'ouvrage de retenue de Saré Yoro Bambi dans le région de Kolda - Ancrege 1- Lot 2	CAK		Retenue réalisée et réceptionnée														
Réhabilitation de l'ouvrage de retenue de Saré Mamaou Bocar dans la région de Tambacounda - Ancrege 1- Lot 3	CAT		Retenue réalisée et réceptionnée														
Réhabilitation de l'ouvrage de retenue de Gounian dans la région de Tambacounda Ancrege 1 - Lot 3	CAT		Retenue réalisée et réceptionnée														
A12: Aménagement et infrastructures hydroagricoles																	
Réhabilitation et Aménagement de superficies en aval des petits barrages																	



Composante A: Développement des infrastructures	Responsable	Acteurs impliqués	Résultats attendus	Chronogramme																				
				Jan	Fev	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Nov	Déc										
Travaux de réhabilitation du PIV dans les six communes pour 400 ha Matam - Ancrage 2 - Lot 1	CAM	CNP,RPM, RAF, RSEC, ENTREPRISES, BUREAUX DE CONTRÔLE, CSE, DREEC, COMMUNES	PIV réalisé et réceptionné																					
Aménagement de nouvelles superficies de bas-fonds rizicoles																								
Aménagement de bas fonds rizicole dans la région de Kédougou	CAKDG		Etudes réalisées, marchés attribués et travaux d'aménagement de 100 ha de bas fonds lancés																					
Aménagement de bas fonds rizicole dans la région de Ziguinchor	CAZ		Etudes réalisées, marchés attribués et travaux d'aménagement de 100 ha de bas fonds lancés																					
Aménagements de micro périmètres irrigués par pompage																								
Aménagement de 5 périmètres arboricoles dans la région de Ziguinchor Ancrage 1 - Lot 5	CAZ	CNP, RPM, RAF, RSEC, ENTREPRISES, BUREAUX DE CONTRÔLE, CSE, DREEC, COMMUNES	Périmètres réceptionnés																					
Aménagement de micro-périmètres pour les jeunes et les femmes																								
Travaux de réhabilitation de périmètres horticoles et périmètres polycoles (40 ha) à Matam - Ancrage 2 - Lot 1	CAM		40 ha de périmètres réalisés et réceptionnés																					
Aménagement de micro-périmètres dans les six régions (60 ha)	CA		6à ha de périmètres réalisés dans les six régions																					
A13: Défense et restauration des sols																								
Réhabilitation & sécurisation de superficies																								
Aménagement de la vallée de Mbouloum dans la région de Fatick (30 ha - ancrage 1)	CAF	CNP,RPM, RAF, RSEC, ENTREPRISES, BUREAUX DE CONTRÔLE, CSE, DREEC, COMMUNES	Digue réalisée et réceptionnée																					
Aménagement de la vallée Djilor dans la région de Fatick (300 ha) Ancrage 2- Lot 2	CAZ		Digue réalisée et réceptionnée																					
Aménagement de la vallée Diémou dans la région de Fatick (225ha) Ancrage 2- Lot 2	CAZ		Digue réalisée et réceptionnée																					



Composante A: Développement des infrastructures	Responsable	Acteurs impliqués	Résultats attendus	Chronogramme													
				Jan	Fev	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Nov	Déc			
Aménagement de la vallée de Boukitingho dans la région de Ziguinchor (240 ha) - Ancrage 2- Lot 3	CAZ		Digue réalisée et réceptionnée														
Aménagement de la vallée de Djibélor - ISRA dans la région de Ziguinchor (191ha) - Ancrage 2- Lot 4	CAZ		Digue réalisée et réceptionnée														
Aménagement de la Badiat Essyl dans la région de Ziguinchor (396 ha) - Ancrage 2- Lot 5	CAZ																
Réalisation d'aménagement au phosphogypse récupération de terres salées																	
Aménagement de terres salées au phosphogypse dans la région de Fatick	CAF	RDRE, INP, CA, RSEC	390 ha de terres salées amendées au phosphogypse														
Aménagement de terres salées au phosphogypse dans la région de Ziguinchor	CAZ		319 ha de terres salées amendées au phosphogypse														
Sous composante A2: Développement des infrastructures et aménagements pastoraux																	
A21: Infrastructures pastorales																	
Réhabilitation /construction de marchés à bétail																	
Construction du marché à bétail de Mbam Région de Fatick - Lot 1	CAF		Marché réalisé et réceptionné														
Construction du marché à bétail de Agnam Civol Région de Matam - Lot 2	CAM	ENTREPRISES, BUREAUX DE CONTRÔLE, CSE, DREEC, COMMUNES, DIREL, SREL,	Marché réalisé et réceptionné														
Construction du marché à bétail de Kidira Région de Tambacounda - Lot 3	CAT		Marché réalisé et réceptionné														
Construction du marché à bétail de Ziguinchor de la Région de Ziguinchor - Lot 4	CAZ		Marché réalisé et réceptionné														
Installation de Tank pour lait			Marché réalisé et réceptionné														
Installation de Tank à lait dans les six régions	RPM, CA		Sites identifiés, marché attribué et tanks acquis														
Parc de vaccination																	



Composante A: Développement des infrastructures institutionnelles	Responsable	Acteurs impliqués	Résultats attendus	Chronogramme																
				Jan	Fev	Mars	Avr	Mai	Jun	Juil	Août	Sept	Nov	Déc						
Voyage d'études dans les pays voisins	RSEC	Bénéficiaires	Un voyage d'études organisé																	
Formation des cadres des ministères au niveau régional en planification et S&E	RSEC	Partenaires techniques, ARD, DRDR	120 cadres des ministères impliqués au niveau régional formés en planification et S&E																	
Formation en Genre des Cadres chargés de la mise en oeuvre	RDRE		120 cadres des ministères impliqués au niveau régional formés en genre																	
Activités d'appui à l'adaptation aux CC (en rapport avec la Plate Forme sur les CC de la Direction de l'Agriculture)	RDRE	PF CC	Un plan d'action élaboré et mis en oeuvre																	
Convention DAPSA																				
Appui à la mise en place du SAKSS	RSEC		Un plan d'action d'appui au saks élaboré et mis en oeuvre																	
Formation des cadres des ministères au niveau central en planification et S&E	RSEC	DAPSA, MAER	120 cadres des ministères impliqués au niveau régional formés en planification et S&E																	
Renforcement du système de suivi du MAER	RSEC		le système de suivi du MAER est renforcé																	
Suivi et coordination des activités et communication	RSEC		des activités de suivi et de communication autour du P2RS est menées																	
Convention CONACILSS																				
Assistance Suivi évaluation, coordination et communication	RSEC	CONACILSS	le CONACILSS apporte une assistance P2RS dans le suivi des activités																	
Convention DBRLA																				
Assistance technique, suivi et communication	RSEC		le CONACILSS apporte une assistance P2RS dans le suivi des activités																	
Convention ROPPA																				



Composante A: Développement des infrastructures	Responsable	Acteurs impliqués	Résultats attendus	Chronogramme																		
				Jan	Fev	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Nov	Déc								
Renforcement des systèmes d'information de sécurité alimentaire	RDRE		HEA aux acteurs les systèmes d'information de sécurité alimentaire																			
Sous composantes B2: Développement des filières agricoles																						
Convention ANCAR/BAMTAARE développement des filières agricoles																						
Information, sensibilisation des producteurs sur les bonnes pratiques	RDRE, CA																					
Appui à la production de semences de base	RDRE, CA																					
Appui à l'intensification des systèmes de production agricole																						
Production de céréales	RDRE, CA		32000 tonnes de céréales produites																			
Production maraichère	RDRE, CA		20000 tonnes de produits maraichers																			
Appui conseil et accompagnement des producteurs	RDRE, CA		appuyé conseil apporté à 15000 producteurs																			
Formation des producteurs sur différentes thématiques	RDRE, CA		3000 producteurs formés sur différents thématiques																			
Installation de fosses fumières	RDRE, CA		des fosses compostières sont installées dans les sites																			
Convention ISRA																						
Appui à la production de semences pré-base	RDRE, CA		1,52 tonnes de semences de pré base produites																			
Production de vitro plan	RDRE, CA		des vitro plans fournis																			
Production de doses de vaccins	RDRE, CA		des doses de vaccins produits																			
Convention DRDR																						
Appui à la certification des semences	RDRE, CA		les semences encadrées par le P2RS																			
Accompagnement agrométéorologique des agriculteurs	RDRE, CA		des informations agro météorologiques sont préparées et diffusées																			



Composante A: Développement des infrastructures	Responsable	Acteurs impliqués	Résultats attendus	Chronogramme														
				Jan	Fev	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Nov	Déc				
Animation d'émissions radio à travers les médias de proximité	RDRE, CA		des émissions radios sur les changements climatiques sont organisés															
Convention INP																		
Elaboration d'un guide illustré de GDT	RDRE		un guide de GTT est élaboré															
Suivi des activités de GDT du P2RS	RDRE	INP, IREF	les activités du P2RS sont suivies															
Sous composantes B3: Régénération des ressources ligneuses																		
B31: Protection et gestion des ressources naturelles																		
Protection et gestion des ressources naturelles autour du Parc National de Niokolo Koba en rapport avec la DPN	RDRE, CAT, C AKDG	DPN	un plan d'action sur la gestion des ressources autour du parc est élaboré et mis en œuvre															
Convention DEFCCS reboisement et mise en défens																		
Mise en place de pépinières polyvalentes	RDRE, CA		6 pépinières villageoises mises en place et suivies															
Reboisements communautaires	RDRE, CA		175 ha de reboisement communautaire réalisés															
Mises en défens des aires protégées	RDRE, CA	IREF, Bénéficiaires,	4 sites d'aires protégées mis en défens															
Réalisation une plantation de reboisement	RDRE, CA		185 ha de plantation de reboisement réalisés															
Régénération Naturelle Assistée	RDRE, CA		des actions de RNA menées sur 900 ha de															
Plantations linéaires	RDRE, CA		12 km de plantation linéaire réalisés															
Convention DEFCCS activités de CES/DRS																		
Confecion de pare-feu	RDRE, CA		370 km pare-feux réalisés															
Confecion de cordons pierreux	RDRE, CA		120 km de cordons pierreux réalisés															
Construction de diguettes en Cadre	RDRE, CA	IREF, Bénéficiaires,	60 diguettes confectionnés															



Composante A: Développement des infrastructures	Responsable	Acteurs impliqués	Résultats attendus	Chronogramme													
				Jan	Fev	Mars	Avr	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Nov	Déc			
Mise en place d'un plan d'information et de sensibilisation	RDRE		un plan d'information et de sensibilisation est mis en œuvre														
Sous composantes B4: Développement des filières animales																	
Dotation des éleveurs d'équipements/infrast																	
Acquisition d'équipements pour les éleveurs	RPM		des équipements sont acquis pour les éleveurs														
Equipement mini-lait complet																	
Acquisition d'équipements pour les mini laiteries	RPM	DIREL, SREL, bénéficiaires, communes, ARD	des équipements sont acquis pour les six mini laiteries														
Construction de mielleries	RPM,RDRE,C A		sites identifiés, études réalisées et des travaux de 5 mielleries lancés														
Convention DIREL																	
Installations de bergerie familiale																	
Acquisition de bergeries phase 1	CA		305 sujets de petits ruminants acquis et mis en place														
Acquisition de bergeries Phase 2	RPM,RDRE,C A		1700 sujets de petits ruminants acquis et mis en place														
Introductions de volailles de race améliorés	RPM,RDRE,C A		7500 volailles acquises et mise en place														
Acquisition de géniteurs de races améliorés	RPM,RDRE,C A	DIREL, SREL, bénéficiaires, communes,	40 géniteurs de race acquis et mis en place														
Formation techniques des éleveurs	CA		des formations délivrées aux éleveurs														
Encadrement des acteurs des filières animales	CA		5000 acteurs de la filière lait encadrés														
Appui à la production de fourrages	CA																
Sous composantes B5: Développement des filières de pêche et d'aquacultures																	
Réalisation des infrastructures de base de production de poissons marchands	CA	ANA, Entreprise, Bureaux de contrôle,															



Composante A: Développement des infrastructures	Responsable	Acteurs impliqués	Résultats attendus	Chronogramme																
				Jan	Fev	Mars	Avr	Mai	Jun	Juil	Août	Sept	Nov	Déc						
Facilitation du secteur privé à l'accès au financement des IF	RDRE, CA	Opérateurs de proximité, organisation socioprofessionnelles,	des formations en stratégie marketing organisés des artisans réparateurs formés les transformateurs cibles sont appuyés dans le conditionnement des produits																	
Formation en stratégies de marketing	RDRE, CA																			
Formation des artisans réparateurs	RDRE, CA																			
Appui au conditionnement des produits	RDRE, CA																			
Sous composantes B7: Renforcement de la nutrition																				
B71: Sensibilisation et prévention																				
Convention CLM																				
Dépistage et prévention de la malnutrition aigüe	RGN	CLM, Agence d'Exécution, bénéficiaires, communes	des sessions de dépistage organisés au niveau de 250 sites un soutien nutritionnel apporté à 1000 ménages 30 membres d'associations de femmes sont formés les activités de planification et suivi sont assurées																	
Nutrition maternelle et infantile	RGN																			
Formation 10 membres d'associations de femmes à l'éducation nutritionnelle, Marketing BCC et sociale	RGN																			
Appui à la planification, au suivi et la coordination des activités	RGN																			
B72: Amélioration des régimes alimentaires																				
Convention CLM																				
Mise en place d'initiatives communautaires pour les ménages les plus vulnérables	RGN	CLM, Agence d'Exécution, bénéficiaires, communes, services techniques	1000 ménages ont bénéficié d'initiatives communautaires																	
Révision et publication du guide de recettes à base de produits locaux	RGN	CLM, universités	un guide des recettes publié																	
Appui à la gestion et coordination de collectes et analyse des données de	RGN																			



Composante A : Développement des infrastructures	Responsable	Acteurs impliqués	Résultats attendus	Chronogramme														
				Jan	Fev	Mars	Avr	Mai	Jun	Jul	Août	Sept	Nov	Déc				
Nutrition																		
Sous composantes B8: Promotion emploi jeunes ruraux																		
Appui initiatives innovantes des jeunes ruraux et les femmes	RDRE, CA	ARD, partenaires techniques	des projets de jeunes appuyés															
Contrat OPP pour promotion emploi jeune																		
Promotion Emploi des jeunes ruraux et du genre	CA	Partenaires techniques	Des activités de promotion de l'emploi des jeunes menées															
Renforcement en montage et gestion des AGR/Entreprenariat rural pour les Femmes et les Jeunes	CA		100 jeunes formés sur les questions d'entreprenariat et AGR															
Composante C: Gestion du projet																		
Sous composante C1 : Aménagement de bureaux	RAF																	
Réhabilitation du siège du programme et des Antennes	RAF	Entreprises	les sièges de Fatick, Matam et extension de la CCP réceptionné															
Sous composante C2 : Acquisition équipement et matériels																		
Ensemble meuble de bureau de la coordination	RAF		les besoins identifiés et les bureaux acquis															
Sous composante C3 : Mise en place du mécanismes de gestion financières et comptables																		
Elaboration du manuel de procédures et ateliers de validation	RAF	Consultant	le manuel de procédure est validé															
Mise en place d'un système de gestion informatisé	RAF, RSEC	Consultants	le système de gestion informatisé est fonctionnel															
Audit externe annuel	RAF	Cabinet	l'audit des exercices 2015 et 2016 réalisé et le rapport d'audit est approuvé															
Sous composante C4 : Concertation et gestion du projet																		



Composante A: Développement des infrastructures	Responsable	Acteurs impliqués	Résultats attendus	Chronogramme													
				Jan	Fev	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Nov	Déc			
Organisation et tenue du Comité de pilotage	CNP		la réunion du comité de pilotage est organisé														
Réunions diverses, séminaires, foires et salons	CNP		les réunions sont organisées et le projets participes aux différents salons et foires														
Assistance technique diverse et ponctuelle	CNP	Consultants	des consultants sont mis en contribution dans l'exécution du projet														
Renforcement des capacités du personnel																	
Sous composante C5 : Suivi évaluation et communication																	
Mise en place du dispositif suivi-évaluation et situation de référence	RSEC	Partenaires	l'étude de la situation de référence est réalisée														
Enquêtes pour suivi-évaluation	RSEC	Partenaires	des enquêtes de suivi évaluation sont organisées														
Mise en place d'un site web	RSEC	Partenaires	le site web est réalisé et fonctionnel														



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT RURAL

**Programme Multinational de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité
Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS)**



**BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT**

**NOTE DE PRESENTATION
DU BUDGET 2017**

Janvier 2017



Sommaire

Introduction.....	3
I. Financement sur ressources du prêt.....	4
I.1 Les Travaux	4
I.2 Biens	7
I.3 Services	7
I.4 Fonctionnement	7
I.5 Personnel.....	8
II. Financement sur ressources de la contrepartie de l'état.....	8
II.1 Travaux.....	8
II.2 Fonctionnement	8
II.3 Personnel.....	8
III. Contribution des bénéficiaires.....	9
ANNEXE : BUDGET DÉTAILLÉ.....	10



Introduction

Le Programme Multinational de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnel au Sahel (P2RS) est une initiative multinationale qui concerne l'ensemble des 13 pays membres du CILSS. Il s'exécutera en quatre projets de cinq ans.

Le projet 1 pour la composante Sénégal a pour objectif global de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et comme objectifs spécifique d'accroître, sur une base durable, la productivité et les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques. Le P2RS a capitalisé les expériences tirées de la mise en œuvre du PAPIL et du PADERCA et contribuera à consolider les acquis de ces deux projets. La phase 1 concerne les régions de Fatick, Kolda, Tambacounda, Kédougou, Matam et Ziguinchor. Il sera déroulé à travers trois composantes :

- Développement des infrastructures rurales
- Développement des chaînes de valeur et des marchés régionaux
- Gestion et coordination du projet.

Le projet est entré en vigueur le 01 septembre 2015 et le premier décaissement autorisé à la même date. Un PTBA 2016 a été préparé et exécuté. Les actions mis en œuvre ont porté essentiellement sur (i) la mise en place des dispositifs de mise en œuvre du projet (ii) la préparation et le lancement d'une quarantaine de dossiers d'acquisition et (iii) la mise en œuvre d'un programme d'ancrage qui a permis de démarrer les premiers travaux d'aménagements et d'infrastructures rurales, d'appuyer les productions agricoles durant la campagne 2016/2017 et de mener des actions dans le domaine de la protection et de gestion des ressources et du renforcement de la nutrition.

Le budget de l'exercice 2017 couvre les dépenses liées à la réalisation des activités du projet pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 et s'élève à Six milliards soixante neuf millions quatre cent vingt-cinq mille quatre cent soixante-dix-sept (6 069 425 477) Francs CFA.

Ce budget est ainsi réparti :

- Développement des infrastructures rurales : 3 129 969 101 FCFA, soit 52 % du budget ;
- Développement des chaînes de valeur et des marchés régionaux : 1 783 782 982 FCFA soit 29 % du budget ;
- Gestion et coordination du projet : 1 155 673 394 FCFA, soit 19 % du budget.

Les dépenses prévues sont réparties en 5 catégories :

- Travaux : 3 129 028 236 F CFA, soit 52% ;
- Biens : 328 952 598 F CFA, soit 5 % ;
- Services : 1 681 839 580 F CFA, soit 28 % ;
- Fonctionnement : 322 880 702 F CFA, soit 5 % ;
- Personnel : 606 724 362 F CFA, soit 10 % ;

Conformément au programme d'activités 2017, le budget servira à financer les activités retenues notamment celles relatives :

- aux études diverses et aux contrôles des travaux ;
- aux travaux d'aménagement hydro agricoles et de lutte contre la salinisation des terres agricoles ;



- **à la réalisation d'infrastructures de soutien aux chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales ;**
- **à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles ;**
- aux actions de développement des chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales ;
- aux activités de renforcement de la nutrition et de la sécurité alimentaire ;
- **à la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes ;**
- la poursuite de la mise en place des outils et des dispositifs de gestion administratives, comptables et financières et de suivi évaluation ;
- la coordination et à la gestion du projet.

I. Financement sur ressources du prêt

Les ressources de la Banque Africaine de Développement (BAD) sont destinées à financer les catégories suivantes :

Rubriques	Montant (milliers de FCFA)	%
Travaux	2 626 488 335	52/%
Biens	291 812 598	6%
Services	1 603 315 358	32%
Fonctionnement	177 404 664	3%
Personnel	342 300 000	7%
TOTAL	5 041 320 947	100%

I.1 Les Travaux

Le montant total budgétisé pour cette catégorie est de 2 626 488 335 de F CFA soit environ 52% du financement extérieur sur prêt. Les travaux prévus sur l'exercice concernent essentiellement plusieurs volets dans les différentes régions d'intervention.

a) Région de Fatick :

✓ Mobilisation des eaux de surfaces

- Aménagement PIV de Balol (15 ha) - Ancrage 1 - Lot 1 : 28 437 850 F CFA
- Aménagement PIV de Niankha Aly (15 ha) - Ancrage 1 - Lot 1 : 30 358 850 FCFA
- Réalisation de la digue de retenue et de franchissement de Niakha Aly - Ancrage 1 - Lot 1 : 33 992 000 FCFA,
- Réalisation de la digue de retenue et de franchissement de Balol - Ancrage - Lot 1 : 22 308 300 F CFA

✓ Aménagements de terres agricoles

- Aménagement de micro-périmètres (10 ha) pour un montant de 20 000 000 FCFA



✓ **Défense et restauration des sols**

- Aménagement de la vallée de Mbouloum (30 ha - ancrage 1) pour un montant de 34 729 000 F CFA
- Aménagement de la vallée Djilor (300 ha) Ancrage 2- Lot 2 pour un montant de 18 215 750 FCFA
- Aménagement de la vallée Diémou (225ha) Ancrage 2- Lot 2 : 18 006 250 F CFA

✓ **Infrastructures et aménagements pastoraux**

- Construction du marché à bétail de Mbam - Lot 1 : 55 146 304 FCFA

b) Région de Kolda

✓ **Mobilisation des eaux de surfaces**

- Réalisation de l'ouvrages de retenue SaréMayi - Ancrage 1-Lot 2 :36 347 885 F CFA
- Réalisation de l'ouvrages de retenue de Saré Yoro Bambi - Ancrage 1- Lot 2 : 10 362 275 FCFA

✓ **Aménagement de terres agricoles**

- Aménagement de micro-périmètres : 20 000 000 FCFA

c) Région de Tambacounda

✓ **Mobilisation des eaux de surfaces**

- Réhabilitation de l'ouvrage de retenue de Saré Mamadou Bocar-Ancrage 1-Lot 3 : 56 347 900 FCFA
- Réhabilitation de l'ouvrage de retenue de Saré Mamadou Bocar-Ancrage 1-Lot 3 : 32 099 200 FCFA
- Réhabilitation de l'ouvrage de retenue de Gounian,Ancrage 1 - Lot 3 : 56 347 900 FC FA

✓ **Aménagement de terres agricoles**

- Aménagement de micro-périmètres pour un montant de 20 000 000 FCFA

✓ **Infrastructures et aménagements pastoraux**

- Construction du marché à bétail de Kidira- Lot 3pour 62 480 002 F CFA
- Aménagement de la mare de Lothiandé,Ancrage 1- Lot 3 : 67 732 500 F CFA

d) Région de Kédougou :

✓ **Aménagement de terres agricoles**

- Aménagement de bas-fonds rizicole pour un montant de 40 000 000 F F CFA ;
- Aménagement de micro-périmètres pour un montant de 20 000 000 FCFA



e) Région de Matam

✓ Aménagement de terres agricoles

- Travaux de réhabilitation de 400 ha de PIV dans les six commune - Ancrage 2 - Lot 1- pour un montant de 34 400 000 F CFA
- Travaux de réhabilitation de périmètres horticoles et périmètres rizicoles (40 ha)- Ancrage 2 - Lot 1, pour un montant de 62 306 200 F CFA,
- Aménagement de micro-périmètres, pour un montant de 20 000 000 F CFA

✓ Infrastructures et aménagements pastoraux

- Construction du marché à bétail de AgnamCivol -Lot 2, pour un montant de 62 720 127 F CFA,
- Réhabilitation de la mare de TiguereYene - Ancrage 2- Lot 1, pour un montant de 8 800 000 F CFA,

f) Région de Ziguinchor

✓ Aménagement de terres agricoles

- Aménagement de 5 périmètres arboricoles, Ancrage 1 - Lot 5, pour un montant de 20 009 300 F CFA
- Aménagement de micro-périmètres pour un montant de 20 000 000 F CFA

✓ Défense et restauration des sols

- Aménagement de la vallée Boukitingho(240 ha) Ancrage 2- Lot 3- 90 725 480 F CFA,
- Aménagement de la vallée de Djibélor -ISRA 191ha) - Ancrage 2- Lot 4, pour un montant de 110 038 020 F CFA
- Aménagement de la BadiatEssyl(396ha) - Ancrage 2- Lot 5, pour un montant de 302 452 640 F CFA
- Aménagement de terres salées au phosphogypse pour un montant de 10 600 000 F CFA

✓ Infrastructures et aménagements pastoraux

- Construction du marché à bétail de Ziguinchor,Lot 4 pour un montant de 61 486 048 F CFA

Des travaux d'un montant de 588 400 000 F CFA seront engagés au niveau des six régions pour la réalisation d'infrastructures rurales notamment :

- Installation de Tank à lait pour un montant de 60 000 000 F CFA,
- Construction de parcs de vaccination pour un montant de 60 000 000 F CFA,
- Construction de puits, mares et forages pastoraux dans les six régions pour un montant de 130 000 000 F CFA
- Réalisation d'infrastructures de conservation (magasins) pour un montant de 192 000 000 F CFA,
- Construction de bâtiments abritant Mini-laiteries pour un montant de 30 000 000 F CFA,
- Construction de 12 plates formes multi fonctionnelles dans les six régions pour un montant de 90 000 000 F CFA,
- Réalisation de points d'eau villageois dans les six régions pour un montant de 14 400 000 F CFA



I.2 Biens

Un montant de 164,948 millions est prévu pour l'acquisition de biens notamment, des géniteurs, des brebis et volailles. destinés aux populations cibles du programme dans les différentes régions.

I.3 Services

Un montant total de 1,539374milliard F CFA,soit 31% est prévu pour couvrir la catégorie Service et concerne :

- 2 (i) les études, d'APD, de DAO, de contrôle et surveillance des travaux ;
- 3 (ii) le renforcement des capacités des différents acteurs et bénéficiaires,
- 4 (iii) la mise en œuvre et le suivi des activités du Projet.

I.4 Fonctionnement

Un montant de 177,405 millions FCFA est alloué au fonctionnement, soit 3% du budget 2017. Ce montant permettra de prendre en charge essentiellement :

Electricité, eau

Il est prévu un montant de 18millions F CFA pour couvrir les charges annuelles d'électricité et d'eau, soit une moyenne mensuelle de 1,5 million F CFA pour la CCP et les six antennes.

Communication, PTT, Internet, etc.

Un montant de 17,5 millions F CFA est prévu pour prendre en charge les frais de communication, de PTT, et d'Internet pour la CCP et les six antennes, avec une moyenne mensuelle de 1,458 millions F CFA.

Fournitures de bureaux et consommables

Il est prévu un montant de 14millions FCFA pour couvrir les dépenses de fournitures de bureau et de consommables pour la CCP et les six antennes, avec une moyenne de 1,166 millions F CFA par mois.

Publication des avis

Il est prévu un montant de 12 millions FCFA pour le fonctionnement de la Commission des marchés et la publication des avis.

Entretien réparation véhicules et motos et carburant

Il est provisionné pour l'entretien et la réparation des véhicules et motos et l'achat de carburant et assurance un montant de 47 millions F CFA.

Frais de mission

Un montant de 40 millions FCFA est prévu pour couvrir les frais de mission du personnel de la CCP et des six antennes au Sénégal et à l'étranger.



Gardiennage des locaux

Il est prévu le recrutement d'une société de gardiennage pour renforcer la sécurité des équipements du Projet. Un montant de 4,960 millions F CFA est prévu, soit 413333 F CFA par mois.

Nettoyage et entretien locaux

Un montant de 6,480 millions F CFA est budgétisé pour prendre en charge les produits de nettoyage, le nettoyage et d'entretien des locaux, soit 540000 F CFA par mois.

Contrat d'entretien et de maintenance matériel bureautique

Il est prévu un montant de 4,720 millions F CFA pour couvrir les coûts d'entretien et de maintenance du matériel bureautique et informatique, soit 393 333 F CFA par mois.

Séminaires et ateliers

Il est prévu des ateliers, régionaux, nationaux et des séminaires pour un montant de 22,5 millions F CFA.

Formations et voyages d'études du personnel P2RS

Un montant de 25 millions FCFA est prévu pour prendre en charge les formations et les voyages d'étude du personnel de la CCP et des six antennes.

I.5 Personnel

Indemnités

Il est prévu des indemnités d'un montant de 342 millions FCFA au profit du personnel.

II. Financement sur ressources de la contrepartie de l'état

II.1 Travaux

Il est prévu un montant 22 millions F CFA pour financer la réalisation de point d'eau

II.2 Fonctionnement

L'Etat contribue au fonctionnement du programme pour un montant 123 millions FCFA, notamment la prise en charge médicale et d'autres charges (carburant, entretien réparation, communication et fourniture de bureau et consommables informatiques)

II.3 Personnel

Salaire Cellule Projet

Un montant annuel de 184 millions F CFA est prévu pour couvrir les salaires du personnel de la CCP et des six antennes.



Charges sociales

Il est prévu un montant de 90 millions F CFA pour prendre en charges l'IPRES, la Sécurité Sociale, les indemnités de fin de contrat et l'IR.

III. Contribution des bénéficiaires

Le montant total de la contribution des bénéficiaires est estimé à environ 30 millions FCFA

**ANNEXE : BUDGET DÉTAILLÉ**

Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
Composante A: Développement des infrastructures								
Sous composante A1: Développement des aménagements et infrastructures hydro-agricoles								
A1.1: Mobilisation des eaux de surfaces								
Extension de petits système d'irrigation								
Aménagement PIV de Balol (5 ha) - Ancrage 1 - Lot 1	5	100%	33 556 663		28 437 850		5 118 813	
Aménagement PIV de Niankha Aly (15 ha) - Ancrage 1 - Lot 1	15	100%	35 823 207		30 358 650		5 464 557	
Construction de petits ouvrages diversifiés								
Réalisation de la digue de retenue et de franchissement de Balol dans la région de Fatick - Ancrage 1 - Lot 1	1	100%	26 323 794		22 308 300		4 015 494	
Réalisation de la digue de retenue et de franchissement de Niakha Aly dans la région de Fatick - Ancrage 1 - Lot 1	1	100%	40 110 560		33 992 000		6 118 560	
Réalisation de l'ouvrages de retenue SaréMayi dans le région de Kolda - Ancrage 1 - Lot 2	1	100%	42 890 504		36 347 885		6 542 619	
Réalisation de l'ouvrages de retenue de Saré Yoro Bambi dans le région de Kolda - Ancrage 1- Lot 2	1	100%	12 227 485		10 362 275		1 865 210	
Réhabilitation de l'ouvrages de retenue de Saré Mamadou Bocar dans la région de Tambacounda - Ancrage 1- Lot 3	1	100%	37 877 056		32 099 200		5 777 856	
Réhabilitation de l'ouvrages de retenue de Gounian dans la région de Tambacounda Ancrage 1 - Lot 3	1	100%	66 490 522		56 347 900		10 142 622	
Sous total			295 299 791		250 254 060		45 045 731	
A1.2: Aménagement et infrastructures hydroagricoles								
Réhabilitation et Aménagement de superficies en aval des petits barrages								
Travaux de réhabilitation du PIV dans les six commune pour 400 ha Matam - Ancrage 2 - Lot 1	400	100%	40 592 000		34 400 000		6 192 000	
Aménagement de nouvelles superficies de bas-fonds rizicoles								
Aménagement de bas fonds rizicole dans la région de Kédougou	100	30%	70 800 000		60 000 000		10 800 000	
Aménagement de bas fonds rizicole dans la région de Ziguinchor		0%						



Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
Aménagements de micro périmètres irrigués par pompage	30	-	-	-	-	-	-	-
Aménagement de 5 périmètres arboricoles dans la région de Ziguinchor Ancrage 1 - Lot 5	5	100%	34 230 974	-	29 009 300	-	5 221 674	-
Aménagements de micro périmètres pour les groupements Jeunes et Femmes	150	-	-	-	-	-	-	-
Travaux de réhabilitation de périmètres horticoles et périmètres rizi-coles(40 ha) ??? à Matam - Ancrage 2 - Lot 1	40	100%	73 521 316	-	62 306 200	-	11 215 116	-
Aménagement de micro-périmètres dans la région de Fatick (10 ha)	10	100%	23 600 000	-	20 000 000	-	3 600 000	-
Aménagement de micro-périmètres dans la région de Kédougou	10	100%	23 600 000	-	20 000 000	-	3 600 000	-
Aménagement de micro-périmètres dans la région de Kolda	10	100%	23 600 000	-	20 000 000	-	3 600 000	-
Aménagement de micro-périmètres dans la région de Tambacounda	10	100%	23 600 000	-	20 000 000	-	3 600 000	-
Aménagement de micro-périmètres dans la région de Ziguinchor	10	100%	23 600 000	-	20 000 000	-	3 600 000	-
Aménagement de micro-périmètres dans la région de Matam	10	100%	23 600 000	-	20 000 000	-	3 600 000	-
Sous total			360 744 290	-	305 715 500	-	55 028 790	-
A13: Défense et restauration des sols			-	-	-	-	-	-
Récupération de terres salées			-	-	-	-	-	-
Réhabilitation & sécurisation de superficies			-	-	-	-	-	-
Aménagement de la vallée de Mbouloum dans la région de Fatick (30 ha - ancrage 1)	30	100%	40 980 220	-	34 729 000	-	6 251 220	-
Aménagement de la vallée Djilor dans la région de Fatick (300 ha) Ancrage 2- Lot 2	300	100%	21 494 585	-	18 215 750	-	3 278 835	-
Aménagement de la vallée Diémou dans la région de Fatick (225ha) Ancrage 2- Lot 2	225	100%	21 247 375	-	18 006 250	-	3 241 125	-
Aménagement de la vallée de Boukitingho dans la région de Ziguinchor (240 ha) - Ancrage 2- Lot 3	240	80%	107 056 066	-	90 725 480	-	16 330 586	-
Aménagement de la vallée de Djibélor -ISRA dans la région de Ziguinchor (191ha) - Ancrage 2- Lot 4	191	80%	129 844 864	-	110 038 020	-	19 806 844	-
Aménagement de la BadiatEssyl dans la région de Ziguinchor (396 ha) - Ancrage 2- Lot 5	396	80%	356 894 115	-	302 452 640	-	54 441 475	-



Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
Réalisation d'aménagement au phosphogypse récupération de terres salées			-	-				-
Aménagement de terres salées au phosphogypse dans la région de Fatick		100%	12 508 000		10 600 000		1 908 000	
Aménagement de terres salées au phosphogypse dans la région de Ziguinchor	319	100%	12 508 000		10 600 000		1 908 000	
Sous total			702 533 225		595 367 140		107 166 085	
Total sous composante A1			1 358 577 306		1 151 336 700		207 240 606	
Sous composante A2: Développement des infrastructures et aménagements pastoraux			-		-			
A21: Infrastructures pastorales			-		-			
Réhabilitation /construction de marchés à bétail			-		-			
Construction du marché à bétail de Mbam Région de Fatick - Lot 1	1	80%	65 072 639		55 146 304		9 926 335	
Construction du marché à bétail de AgnamCivol Région de Matam - Lot 2	1	80%	74 009 750		62 720 127		11 289 623	
Construction du marché à bétail de Kidira Région de Tambacounda - Lot 3	1	80%	73 726 520		62 480 102		11 246 418	
Construction du marché à bétail de Ziguinchor de la Région de Ziguinchor - Lot 4	1	80%	72 553 537		61 486 048		11 067 489	
Installation de Tank pour lait			-		-			
Installation de Tank à lait dans les six régions	6	50%	70 800 000		60 000 000		10 800 000	
Parc de vaccination			-		-			
Construction de six parcs de vaccination dans les six régions	6	100%	70 800 000		60 000 000		10 800 000	
Sous total			426 962 445		361 832 581		65 129 865	
			-		-			



Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
A22: Aménagement pastorales			-	-	-			
Aménagement de mares et points d'eau pastoraux			-	-	-			
Aménagement de la mare de Lothiandé Région de Tambacounda- Ancrage 1- Lot 3	1	100%	79 924 350		67 732 500		12 191 850	
Réhabilitation de la mare de Tiguerène Région de Matam - Ancrage 2- Lot 1	1	100%	10 384 000		8 800 000		1 584 000	
Construction de puits, mares et forages pastoraux dans les six régions		35%	268 450 000		227 500 000		40 950 000	
Sous total			358 758 350		304 032 500		54 725 850	
Total sous composante A2			785 720 795		665 865 081		119 855 715	
Sous composante A3: Développement des infrastructures de conservation, de transformation et de commercialisation			-	-	-			
A31: Infrastructures de conservation			-	-	-			
Construction de magasin de 5 à 10 tonnes	12	80%	60 800 000		48 000 000		8 640 000	4 160 000
Construction de magasins d'aliments de bétail	6	80%	92 448 000		72 000 000		12 960 000	7 488 000
Construction de magasins de 30 à 50 tonnes	6	80%	94 320 000		72 000 000		12 960 000	9 360 000
Sous total			247 568 000		192 000 000		34 560 000	21 008 000
A32: Infrastructures de transformation			-	-	-			
Construction bâtiment abritant Mini-laiteries			-	-	-			
Construction mini laiteries dans les six régions	6	60%	42 480 000		35 000 000		6 480 000	
Mise en place des plateformes multi fonctionnelles			-	-	-			
Construction de 12 plates formes multi fonctionnelles dans les six régions	12	80%	169 920 000		144 000 000		25 920 000	
Sous total			212 400 000		180 000 000		32 400 000	
A33: Infrastructures de commercialisation			-	-	-			
Pistes rurales d'écoulement des productions	10	0%						
Total composante A3			459 968 000		372 000 000		66 960 000	21 008 000



Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
Sous composante A4: Développement des infrastructures sociales de base			-	-	-			
A41: Hydrauliques villageoises et assainissement			-	-	-			
Points d'eau villageois			-	-	-			
Réalisation de points d'eau villageois dans les six régions	24	80%	67 968 000		57 600 000		10 368 000	
Réalisation de points d'eau villageois dans les six régions	7	100%	22 000 000		22 000 000			
A42: Centre de formation et d'alphabétisation			-	-	-			
Centre de formation et d'alphabétisation		0%	-	-	-			
A43: Infrastructures sanitaires			-	-	-			
Centres de santé			-	-	-			
Construction/réhabilitation d'infrastructures dans les structures sanitaires dans les 6 régions	6	20%	14 160 000		12 000 000		2 160 000	
Total Composante A4			104 128 000		69 600 000	22 000 000	12 528 000	-
Sous composante A5: Assistance technique et Services contractuels			-	-	-			
A51: Assistanes technique			-	-	-			
Etudes, contrôle et supervision des travaux	1	55%	330 000 000		330 000 000			
A52: Services contractuels			-	-	-			
Appui à la gestion et à l'exploitation des infrastructures (Contrat OPP)	1	100%	67 200 000		67 200 000			
Appui aux Directions techniques agriculture			-	-	-			
- Appui à la DBRLA	1	100%	12 250 000		12 250 000			
- Appui aux DRDR	1	100%	6 125 000		6 125 000			
- Appui aux structures d'appui Conseil (ANCAR/BAMTAARE)	1	100%	6 000 000		6 000 000			
Sous total			91 575 000		91 575 000			
Total Composante A5			421 575 000		421 575 000			
Composante B: Développement des chaines de valeurs			-	-	-			
Sous composante B1: Renforcement des capacités			-	-	-			
B11: Renforcement des capacités institutionnelles			-	-	-			
Voyage d'études dans les pays voisins	1	100%	10 000 000		10 000 000			



Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
Formation des cadres des ministères au niveau régional en planification et S&E	120	100%	24 000 000		24 000 000			
Formation en Genre des Cadres chargés de la mise en oeuvre	120	100%	12 000 000		12 000 000			
Activités d'appui à l'adaptation aux CC (en rapport avec la Plate Forme sur les CC de la Direction de l'Agriculture)	1	100%	6 500 000		6 500 000			
Sous total			52 500 000		52 500 000			
Convention DAPSA								
Appui à la mise en place du SAKSS	1	100%	9 000 000		9 000 000			
Formation des cadres des ministères au niveau central en planification et S&E	30	100%	9 000 000		9 000 000			
Renforcement du système de suivi du MAER	1	100%	5 000 000		5 000 000			
Suivi et coordination des activités et communication	1	100%	14 000 000		14 000 000			
Sous total			37 000 000		37 000 000			
Convention CONACILSS								
Assistance Suivi évaluation, coordination et communication	1	100%	10 900 000		10 900 000			
Convention DBRLA								
Assistance technique, suivi et communication	1	100%	6 500 000		6 500 000			
Convention ROPPA								
Formation d'Organisation paysanne sur la promotion de la consommation d'aliments locaux	100	50%	3 000 000		3 000 000			
Contrat OPP renforcement des capacités								
Ateliers formations thématiques de courte durée	100	100%	15 000 000		15 000 000			
Structuration des Organisations paysannes	50	100%	5 000 000		5 000 000			
Ateliers de sensibilisation des acteurs	70	100%	7 000 000		7 000 000			
Ateliers de formation des Elus et des Collectivités territoriales	60	100%	6 000 000		6 000 000			
Formation en Genre et leadership des membres des organisations féminines	100	100%	10 000 000		10 000 000			
Appui aux communes pour la gestion des conflits	1	100%	11 000 000		11 000 000			
Sous total			74 400 000		74 400 000			
Total B11			163 900 000		163 900 000			



Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
B12: Renforcement du mécanisme de prévention et de gestion de la sécurité alimentaire et des risques naturels et climatiques			-	-	-			
Convention SE/CNCA			-	-	-			
Renforcement du mécanisme de prévention et de gestion de la sécurité alimentaire et des risques naturels et climatiques	1	100%	9 000 000		9 000 000			
Renforcement du suivi de la sécurité alimentaire par l'identification de sites sentinelles	2	100%	6 000 000		6 000 000			
Réalisation de profils HEA dans les zones de moyens d'existence des régions couvertes par le P2RS	5	100%	40 000 000		40 000 000			
Atelier d'analyse et de présentation des résultats du HEA aux acteurs	3	100%	6 000 000		6 000 000			
Renforcement des systèmes d'information de sécurité alimentaire	1	100%	6 000 000		6 000 000			
Planification, suivi et coordination des activités	1	100%	9 000 000		9 000 000			
Total B12			76 000 000		76 000 000			
Total sous composante B1			239 900 000		239 900 000			
Sous composantes B2: Développement des filières agricoles			-	-	-			
Convention ANCAR/ BAMITAARE développement des filières agricoles			-	-	-			
Information, sensibilisation des producteurs sur les bonnes pratiques	250	100%	6 283 650		6 283 650			
Appui à la production de semences de base	1	100%	14 193 000		14 193 000			
Appui à l'intensification des systèmes de production agricole	20	100%						
Production de céréales		100%	94 480 000		94 480 000			
Production maraichères		100%	17 000 000		17 000 000			
Appui conseil et accompagnement des producteurs	1	100%	-		-			
Frais d'appui conseil	1	100%	8 000 000		8 000 000			
Frais de suivi (60%)	1	100%	18 850 950		18 850 950			
Formation des producteurs sur différentes thématiques	60	100%	-		-			
Formation des producteurs		100%	-		-			
Installation de fosses fumières	100	100%	-		-			
Frais de suivi (20%)	1	100%	6 283 650		6 283 650			
sous total			165 091 250		165 091 250			-



Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
Convention ISRA								
Appui à la production de semences pré-base	1,00	100%	10 000 000	-	10 000 000			
Production de vitro plan	5	100%	8 010 000		8 010 000			
Production de doses de vaccins	2	100%	10 000 000		10 000 000			
Appui ISRA pour suivi et coordination des activités	1	100%	2 000 000		2 000 000			
sous total			30 010 000		30 010 000			
Convention DRDR								
Appui à la certification des semences	1	100%	12 000 000		12 000 000			
Accompagnement agrométéorologique des agriculteurs	1	100%	5 000 000		5 000 000			
Animation d'émissions radio à travers les médias de proximité	1	100%	5 000 000		5 000 000			
sous total			22 000 000		22 000 000			
Convention INP								
Elaboration d'un guide illustré de GDT	1	100%	9 800 000		9 800 000			
Suivi des activités de GDT du P2RS	1	100%	6 000 000		6 000 000			
Appui à l'INP	1	100%	3 000 000		3 000 000			
sous total			18 800 000		18 800 000			
Total sous composante B2			235 901 250		235 901 250			
Sous composantes B3: Régénération des ressources ligneuses								
B3.1: Protection et gestion des ressources naturelles								
Protection et gestion des ressources naturelles autour du Parc National de NiokoloKoba en rapport avec la DPN	1	100%	7 500 000		7 500 000			
Convention DEFCCS reboisement et mise en défens								
Mise en place de pépinières polyvalentes	6	100%	18 000 000		18 000 000			
Reboisements communautaires	175	100%	9 660 000		8 750 000			910 000
Mises en défens des aires protégées	4	100%	48 576 000		44 000 000			4 576 000
Réalisation une plantation de reboisement	185	100%	10 212 000		9 250 000			962 000
Régénération Naturelle Assistée	900	100%	9 936 000		9 000 000			936 000
Plantations linéaires	12	100%	662 400		600 000			62 400
sous total			104 546 400		97 100 000			7 446 400



Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
Convention DEFCCS activités de CES/DRS			-	-	-			-
Confection de pare-feu	370	100%	40 848 000		37 000 000			3 848 000
Confection de cordons pierreux	120	100%	9 273 600		8 400 000			873 600
Construction de diguettes en Cadre	60	100%	15 180 000		13 800 000			1 380 000
sous total			65 301 600		59 200 000			6 101 600
Convention DEFCS valorisation PFNL			-	-	-			-
Diffusion des foyers améliorés	750	100%	15 000 000		15 000 000			
Appui aux groupements féminins pour collecte et valorisation des PFNL	13	100%	32 500 000		32 500 000			
sous total			47 500 000		47 500 000			-
Conventions DEFCS			-	-	-			-
Appui à la Direction Nationale des eaux et forêts	6,00	100%	6 000 000		6 000 000			
Total B31			230 848 000		217 300 000			13 548 000
B32: Mise en œuvre du CGES			-	-	-			-
Convention CSE			-	-	-			-
Création de stations agro-météorologiques	-	100%	-	-	-			-
Elaboration de guide de gestion environnementale	1	100%	10 500 000		10 500 000			
Etude sur l'impact cumulatif du programme	-	100%	-	-	-			-
Suivi mise en œuvre du CGES	1	100%	16 000 000		16 000 000			
Elaboration du PGES	1	100%	10 500 000		10 500 000			
Elaboration PAOS	2	100%	20 000 000		20 000 000			
Mise en place du SIG	1	100%	9 000 000		9 000 000			
sous total			66 000 000		66 000 000			-
Convention DEEC			-	-	-			-
Renforcement des capacités des services techniques	4 000 000	100%	4 000 000		4 000 000			
Formation en suivi environnemental	2 500 000	100%	2 500 000		2 500 000			
Surveillance environnementale des chantiers	5 000 000	100%	5 000 000		5 000 000			
Mise en place d'un plan d'information et de sensibilisation	3 500 000	100%	3 500 000		3 500 000			
sous total			15 000 000		15 000 000			-



Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
Total B32			81 000 000	-	81 000 000	-	-	-
Total sous composante B3			311 848 000	-	298 300 000	-	-	13 548 000
Sous composantes B4: Développement des filières animales								
Dotation des éleveurs d'équipements/infrast	5	100%	29 500 000		25 000 000		4 500 000	
Equipement mini-lait complet	2	100%	47 200 000		40 000 000		7 200 000	
Construction de mielleries	5	65%	62 318 750		52 812 500		9 506 250	
sous total			139 018 750		117 812 500		21 206 250	
Convention DIREL								
Installations de bergerie familiale								
Acquisition de bergeries phase 1		100%	47 744 518		47 744 518			
Acquisition de bergeries phase 2		60%	69 120 000		69 120 000			
Introductions de volailles de race améliorés		100%	25 000 000		25 000 000			
Acquisition de géniteurs de races améliorés		100%	48 000 000		48 000 000			
Formation techniques des éleveurs		100%	5 000 000		5 000 000			
Encadrement des acteurs des filières animales		100%	5 000 000		5 000 000			
Vaccins avec déparasitage		100%	2 500 000		2 500 000			
Appui à la production de fourrages	5	100%	3 500 000		3 500 000			
Appui à la Direction de l'élevage		100%	5 000 000		5 000 000			
sous total			210 864 518		210 864 518		-	-
Total sous composante B4			349 883 268		328 677 018		21 206 250	
Sous composantes B5: Développement des filières de pêche et d'aquaculture								
Réalisation des infrastructures de base de production de poissons marchands								
Réalisation d'infrastructures de base de production de poisson dans la région de Sédhiou - lot 5		80%	79 904 472		67 715 654		12 188 818	
Unité de fabrication d'aliments de poissons		80%	44 556 800		37 760 000		6 796 800	
Installation de Ecloseries + Unité de fabrication d'alimentation de poissons		80%	22 278 400		18 880 000		3 398 400	
Ferme de pré grossissement		80%	15 149 312		12 838 400		2 310 912	



Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
Ferme de grossissement		80%	17 822 720		15 104 000		2 718 720	
Création d'aires de séchage de poisson		80%	4 455 680		3 776 000		679 680	
Appui aux femmes pour commerce. Transfo. produits halieutiques		80%	4 800 000		4 800 000			
sous total			188 967 384		160 874 054		28 093 330	
Convention ANA								
Valorisation des fermes aquacoles	3	100%	6 000 000		6 000 000			
Encadrement des aquaculteurs	200	100%	8 000 000		8 000 000			
Formation techniques diverses	154	100%	10 010 000		10 010 000			
Planification, suivi et coordination des activités	1	100%	12 000 000		12 000 000			
Appui à la Direction Nationale de l'Aquaculture	1	100%	24 000 000		24 000 000			
sous total			60 010 000		60 010 000			
Total sous composante B5			248 977 384		220 884 054		28 093 330	
Sous composantes B6: Amélioration de l'accès au marché et au financement								
Etude évaluation pertes post-récolte	1	100%	10 500 000		10 500 000			
Etude de faisabilité mise en place de centres de prestations	1	100%	20 000 000		20 000 000			
Développement de PPP pour la fourniture d'emballage aux OP	1	50%	5 000 000		5 000 000			
sous total			35 500 000		35 500 000			
Contrat OPP pour amélioration accès au marché								
Organisation de bourses	2	100%	20 000 000		20 000 000			
Appui à l'organisation des circuits de distribution des produits à HVA	40	100%	16 000 000		16 000 000			
Appui à l'organisation des concertations au sein des filières	8	100%	12 000 000		12 000 000			
Facilitation du secteur privé à l'accès au financement des IF	1,0	100%	10 000 000		10 000 000			
Formation en stratégies de marketing	300	100%	30 000 000		30 000 000			
Formation des artisans réparateurs	13	100%	1 300 000		1 300 000			
Appui au conditionnement des produits	6 500	100%	1 625 000		1 625 000			
sous total			90 925 000		90 925 000			
Total sous composante B6			126 425 000		126 425 000			



Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
Sous composantes B7: Renforcement de la nutrition			-	-	-			
B71: Sensibilisation et prévention			-	-	-			
Convention CLM			-	-	-			
Dépistage et prévention de la malnutrition aigüe	1	100%	25 000 000		25 000 000			
Nutrition maternelle et infantile	1	100%	15 000 000		15 000 000			
Formation 10 membres d'associations de femmes à l'éducation nutritionnelle, Marketing BCC et sociale	30	100%	4 500 000		4 500 000			
Appui à la planification, au suivi et la coordination des activités	1	100%	16 000 000		16 000 000			
Nutrition équipement de bureau des DR impliqués	8	100%	8 512 080		8 512 080			
Ordinateur	8	100%	11 328 000		11 328 000			
Imprimante	8	100%	3 304 000		3 304 000			
Onduleurs	8	100%	3 304 000		3 304 000			
sous total			86 948 080		86 948 080			
B72: Amélioration des régimes alimentaires			-	-	-			
Convention CLM			-	-	-			
Mise en place d'initiatives communautaires pour les ménages les plus vulnérables	1	100%	73 000 000		73 000 000			
Révision et publication du guide de recettes à base de produits locaux	1	100%	10 000 000		10 000 000			
Appui à la gestion et coordination de collectes et analyse des données de Nutrition	1	100%	5 500 000		5 500 000			
sous total			88 500 000		88 500 000			
Total sous composante B7			175 448 080		175 448 080			
Sous composantes B8: Promotion emploi jeunes ruraux			-	-	-			
Appui initiatives innovantes des jeunes ruraux et les femmes	120	100%	60 000 000		60 000 000			
Contrat OPP pour promotion emploi jeune			-	-	-			
Promotion Emploi des jeunes ruraux et du genre	1	100%	17 700 000		15 000 000		2 700 000	
Renforcement en montage et gestion des AGR/Entrepreneuriat rural pour les Femmes et les Jeunes	100	100%	17 700 000		15 000 000		2 700 000	
sous total			35 400 000		30 000 000		5 400 000	
Total sous composante B8			95 400 000		90 000 000		5 400 000	



Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
TOTAL COMPOSANTE B			1 783 782 982		1 715 535 402	-	54 699 580	13 548 000
Composante C: Gestion du projet								
Sous composante C1 : Aménagement de bureaux								
Réhabilitation du siège du programme et des Antennes	1	100%	11 800 000		10 000 000		1 800 000	
Total sous composante C1			11 800 000		10 000 000		1 800 000	
Sous composante C2 : Acquisition équipement et matériels								
C21 : Matériel roulant								
Pick-up double cabine et station wagon	4	100%						
sous total								
C22 : Equipement de bureau								
Equipements de bureau	1	100%	10 000 000			10 000 000		
sous total			10 000 000			10 000 000		
C23 : Mobilier de bureau								
Ensemble meuble de bureau de la coordination	1	100%	23 440 000		8 000 000	14 000 000	1 440 000	
sous total			23 440 000		8 000 000	14 000 000	1 440 000	
Total sous composante C2			33 440 000		8 000 000	24 000 000	1 440 000	
Sous composante C3 : Mise en place du mécanismes de gestion financières et comptables								
Elaboration du manuel de procédures et ateliers de validation	1	100%	1 770 000		1 500 000		270 000	
Mise en place d'un système de gestion informatisé	1	100%	4 720 000		4 000 000		720 000	
Audit externe annuel	-	100%	10 620 000		9 000 000		1 620 000	
Total sous composante C3			17 110 000		14 500 000		2 610 000	
Sous composante C4 : Concertation et gestion du projet								
Organisation et tenue du Comité de pilotage	1	100%	5 000 000		5 000 000			
Réunions diverses, séminaires, foires et salons	1	100%	22 500 000		22 500 000			
Assistance technique diverse et ponctuelle	8	100%	18 000 000		18 000 000			
Renforcement des capacités du personnel	1	100%	25 000 000		25 000 000			
Contrat d'assurance maladie	1	100%	30 000 000			30 000 000		
Total sous composante C4			100 500 000		70 500 000		30 000 000	



Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
Sous composante C5 : Suivi évaluation et communication								
Mise en place du dispositif suivi-évaluation et situation de référence	1	100%	12 685 000	-	10 750 000		1 935 000	
Enquêtes pour suivi-évaluation	-	100%	17 609 470	-	14 923 280		2 686 190	
Revue à mi-parcours	1	100%	-	-	-		-	
Mise en place d'un site web	1	100%	885 000	-	750 000		135 000	
Rapport d'achèvement (Revue Finale)								
Mise en œuvre de la stratégie de communication	1	100%	3 780 820	-	3 780 820			
Total sous composante C5			34 960 290	-	30 204 100		4 756 190	
Sous composante C6 : Fonctionnement du projet et divers								
Déplacement (Indemnités)	1	100%	40 000 000	-	40 000 000			
Carburant, Entretien, réparation	1	100%	55 630 704	-	47 144 664		8 486 040	
Fourniture de bureau	1	100%	16 520 000	-	14 000 000		2 520 000	
Eau, électricité et assainissement	1	100%	21 240 000	-	18 000 000		3 240 000	
Communication et abonnement internet	1	100%	20 650 000	-	17 500 000		3 150 000	
Publication des avis et fonctionnement Commission Marchés	1	100%	16 520 000	-	14 000 000		2 520 000	
Entretien Matériel et équipement (ex Equipement O&M)	1	100%	5 569 600	-	4 720 000		849 600	
Produits d'entretien locaux	12	100%	600 000	-	600 000		-	
Prestations techniciens de surface	12	100%	6 480 000	-	6 480 000		-	
Gardiennage	12	100%	5 852 800	-	4 960 000		892 800	
Frais bancaire	1	100%	1 500 000	-	1 500 000			
Diverses petites réparations	1	100%	1 000 000	-	1 000 000			
Total sous composante C6			315 380 702	-	169 904 664		123 817 598	21 658 440
Sous composante C7 : Personnel								
C71 : Indemnités BAD								
Indemnités BAD	1	100%	342 300 000	-	342 300 000			
Sous Total			342 300 000	-	342 300 000		-	-
C72 : Salaire Etat								
Contribution Etat du Sénégal	1	100%	264 424 362	-	-		264 424 362	
Sous Total			264 424 362	-	-		264 424 362	-



Composante	Quantité 2017	% d'exécution prévu Contre partie Etat	Coût de base		Part BAD	Part Sénégal		Part bénéficiaire
			FCFA	TVA				
C73 : Prestataires de services			-	-	-			
Prestataire de services	12	100%	35 758 040	-	-	35 758 040		
Sous composante C7			642 482 402	342 300 000	342 300 000	300 182 402	-	-
TOTAL COMPOSANTE C			1 155 673 394	645 408 764	645 408 764	478 000 000	32 264 630	-
TOTAL GENERAL			6 069 425 477	5 041 320 947	5 041 320 947	500 000 000	493 548 530	34 556 000



BUDGET PAR COMPOSANTE

LIBELLE	EN F CFA					TOTAL	%
	ADF PRÊT	SENEGAL		TVA	BENEF		
		CONTREPARTIE					
Développement des infrastructures rurales	2 680 376 781	22 000 000	406 584 321	21 008 000	3 129 969 101	52%	
Développement des chaînes de valeurs	1 715 535 402	-	54 699 580	13 548 000	1 783 782 982	29%	
Gestion et coordination du programme	645 408 764	478 000 000	32 264 630	-	1 155 673 394	19%	
Total Budget	5 041 320 947	500 000 000	493 548 530	34 556 000	6 069 425 477	100%	

BUDGET PAR CATEGORIE

LIBELLE	EN F CFA					TOTAL	%
	ADF PRÊT	SENEGAL		TVA	BENEF		
		CONTREPARTIE					
Travaux	2 626 488 335	22 000 000	445 983 900	34 556 000	3 129 028 236	52%	
Biens	291 812 598	24 000 000	13 140 000	-	328 952 598	5%	
Services	1 603 315 350	65 758 040	12 766 190	-	1 681 839 580	28%	
Personnel	342 300 000	264 424 362	-	-	606 724 362	10%	
Fonctionnement	177 404 664	123 817 598	21 658 440	-	322 880 702	5%	
Total du budget	5 041 320 947	500 000 000	493 548 530	34 556 000	6 069 425 477	100%	